

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/5

Mars 2015

SOMMAIRE

Délibérations.....	Tome I page 1
Séance du 12 mars 2015	
Décisions	Tome I page 210
Séance du 12 mars 2015	
Arrêtés Réglementaires.....	Tome II page 244
Mars 2015	

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 12 mars 2015**

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 12 mars 2015
18H00 – Salle du Conseil municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Finances de la collectivité

- 1 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2014
- 2 Débat d'orientation budgétaire – Exercice 2015

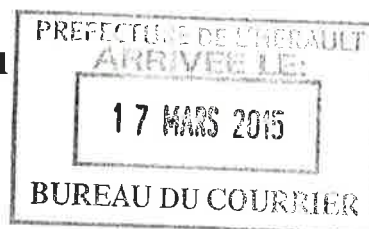
Voirie

- 3 MONTPELLIER GRAND COEUR - Réaménagement de la Grand-rue Jean MOULIN
- 4 SECURITE DU DOMAINE PUBLIC- Aménagement aux abords des écoles

Economie

- 5 Débits de boisson – Transferts de licences à l'intérieur du département – Mise en place d'un moratoire par la Ville de Montpellier

Séance publique du jeudi 12 mars 2015



Convoqué le vendredi 6 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 12 mars 2015 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise Knapnougél, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Perla DANAN.

Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants ; celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12 /7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, et les actions mises en place par la Ville dans le cadre de ces cinq thématiques, sont les suivants :

1- Les modes de production et de consommation responsables.

S'incrivent dans ce cadre :

- La politique d'achats responsable de la Ville ;
- Le plan de déplacement d'entreprise (PDE) ;
- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM) ;
- La démarche Cit'ergie : La Ville est entrée dans cette dynamique en 2013, afin de poursuivre ses actions d'amélioration continue et de disposer d'un outil intégrateur des différentes démarches de développement durable de la collectivité.

2- La lutte contre le changement climatique.

S'incrivent dans ce cadre :

- 29 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 54 millions d'euros ont ainsi pu être économisés depuis 1986.
- La Convention des Maires, qui a été signée le 10 février 2009 avec l'union européenne. Les villes signataires s'engagent à réduire sur leur territoire leurs émissions de CO2 et leur consommation d'énergie de plus de 20% et d'accroître la production des énergies renouvelables au-delà de 20% d'ici à 2020.
- La démarche du Plan Climat Energie Territorial, qui est un outil-support de planification concernant la stratégie de développement durable de la Ville, conduit en partenariat avec Montpellier Agglomération (aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole) et les communes de Baillargues, Lattes et Pérols. Le diagnostic de territoire et le bilan carbone sont finalisés. Des assises ont été organisées en 2012 et 2013; un projet de plan d'action a été rédigé durant l'année 2014.
- La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la Ville dans la perspective à long terme, d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal / mixité fonctionnelle ». Cette politique s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020, 2040 et 2050. La planification des 11 éco-quartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) et la grille AURA participent concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du prix Ecocité. Les enjeux sont de construire une ville bas carbone, à haute qualité de vie.

3- La préservation de la biodiversité.

S'incrivent dans ce cadre :

- L'adhésion de la Ville en 2009-10 au réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la Convention sur la Diversité Biologique, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU. La Ville de Montpellier est également l'une des premières villes françaises à se doter d'un plan d'action pluriannuel pour la période 2010-2014.
- La participation de la Ville à la création du réseau MEDIVERCITES (dont le bureau sera a priori localisé à Montpellier), afin d'accompagner les collectivités Méditerranéennes dans leur volonté d'améliorer leurs stratégies en faveur de la biodiversité.
- La mise en en place de sa Trame Verte et Bleue.

La Ville de Montpellier a également organisé en 2014 :

- Les Assises Nationales de la Biodiversité ;
- La Fête de la biodiversité ;
- Le projet LENGGURU, qui est une mission naturaliste au service des scolaires, par exemple pour leur transmettre les méthodes d'étude du patrimoine naturel, en lien avec l'Institut de Recherche et de Développement (IRD) ;
- La continuité des actions Montpellier Main Verte ;
- Le projet SEVE, pour Scène d'Expression végétale Ephémère, qui est un événement original dédié au végétal, au jardinage et aux jardins, initié par un collectif de professionnels et de passionnés de nature, et organisé en partenariat avec la ville.
- « Plus d'arbres, plus de vie », une opération menée en lien avec l'Ecole TERESA, du quartier Hôpitaux-Facultés.
- La rédaction, en lien avec le Syndicat du Bassin du Lez, d'une brochure à destination du Grand Public « Demain nos jardins sans pesticides ».
- Des cafés de la biodiversité, organisés par l'IRD, en collaboration avec le CIRAD, Tela Botanica, l'université Paul Valéry, Montpellier 3 et le soutien de la ville de Montpellier.
- L'amélioration continue de la gestion des espaces et de la ressource en eau (jardins secs, systèmes d'arrosage adaptés...).
- Une dynamique progressive vers des espaces plus durables : arrêt de l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques Exemple : transformation des gazons et des massifs de plantes annuelles et bisannuelles de l'Esplanade Charles de Gaulle, en massifs d'arbustes et vivaces. La participation

des jardiniers de l'espace privé est aujourd'hui un enjeu complémentaire pour atteindre le Zéro Phyto.

- Des jardins partagés et des opérations de micro-fleurissement : la Ville a réalisé en 2014, de nouveaux espaces dédiés aux « projets d'agriculture urbaine », des jardins participatifs et des créations en micro fleurissements.

4- La cohésion sociale.

S'incrivent dans ce cadre :

- L'action des Maisons pour tous, qui œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale. Ces lieux de proximité développent dans les quartiers, très régulièrement, des actions de sensibilisation aux enjeux du développement durable.

La Ville s'est également engagée à développer la démocratie participative pour répondre notamment aux enjeux de développement durable, mais à bien d'autres questions.

- Le projet Montpellier Territoire Numérique, qui contribue à la libération de données publiques
- L'action du Centre communal d'action sociale (CCAS), qui propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
 - o Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique. Il suit également les dossiers de personnes en situation de précarité énergétique.
 - o Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

5- L'épanouissement de tous les êtres humains.

S'incrivent dans ce cadre :

- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine ;
- La politique de réussite éducative volontaire, dont le Projet Educatif Territorial, travaille à intégrer crescendo les enjeux de développement durable, au travers des appels à projets notamment.
- Le Conseil Municipal des Enfants, qui s'inscrit progressivement dans la démarche d'appropriation du développement durable. La politique d'urbanisme et d'aménagement déjà évoquée précédemment est complétée par les projets d'amélioration de l'existant (Grand Cœur).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

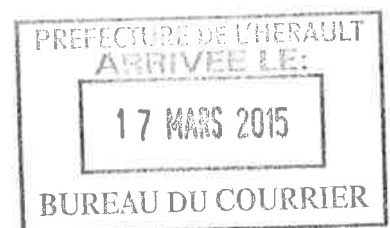
- d'approuver le rapport de développement durable 2014 annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Prend Acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 13 mars 2015



Séance publique du jeudi 12 mars 2015

Convoqué le vendredi 6 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 12 mars 2015 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Perla DANAN.

Débat d'Orientation Budgétaire 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avec l'adoption du Budget Primitif. La note de synthèse est annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2015.

Le Conseil Prend Acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 13 mars 2015

Séance publique du jeudi 12 mars 2015

Convoqué le vendredi 6 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 12 mars 2015 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Perla DANAN.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Réaménagement de la Grand-rue Jean MOULIN

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie détenue par la Ville de Montpellier à son établissement de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre des objectifs d'amélioration du cadre de vie et des espaces publics du Centre Historique et en accompagnement du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway, la Ville de Montpellier a décidé de réaménager la Grand-rue Jean MOULIN.

Ce réaménagement qualitatif doit répondre aux objectifs suivants :

- Requalifier l'aménagement de la voie dans le cadre de la charte d'espaces publics Grand Cœur ;
- Assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur la voie et au droit de chaque commerce ;
- Rénover l'ensemble des réseaux existants en collaboration avec les concessionnaires ;

Les travaux d'aménagement de la Grand Rue Jean Moulin auront des conséquences sur la vie des résidents du quartier et sur l'activité commerciale.

A ce titre celui-ci doit être élaboré en étroite collaboration avec les riverains et les commerçants du quartier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- D'approuver le lancement des études en vue des travaux de requalification de la Grand-rue Jean MOULIN ;
- D'adopter les objectifs d'aménagement proposés sur la Grand-rue Jean MOULIN ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 13 mars 2015

Séance publique du jeudi 12 mars 2015

Convoqué le vendredi 6 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 12 mars 2015 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PÉREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Perla DANAN.

SECURITE DU DOMAINE PUBLIC

Aménagement aux abords des écoles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie détenue par la Ville de Montpellier à son établissement de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il existe actuellement 122 écoles maternelles et élémentaires publiques, ainsi que 15 collèges et 11 lycées publics soit 148 établissements sur la commune.

Ces établissements sont répartis sur environ 90 sites différents, dont 50 groupes scolaires.

Des travaux sur l'espace public aux abords de ces établissements scolaires sont régulièrement réalisés afin de proposer une amélioration permanente des conditions d'accès pour les usagers. Cette approche s'inscrit dans le cadre d'une démarche pluriannuelle.

Pour l'année 2015, le programme retenu, qui correspond aux sites identifiés comme prioritaires, est le suivant :

- Réalisation d'un aménagement rue du Faubourg St Jaumes pour finaliser la sécurisation du collège de l'Assomption : sécurisation par plateau traversant, protection des cheminements piétons et vélos.

- Réalisation d'un aménagement au droit de l'école maternelle du Docteur Roux, rue du Faubourg de Figuerolles : sécurisation de la traversée piétonne, aménagement d'une partie du parvis.
- Réalisation d'un aménagement avenue de la Pompignane et rue du Capitaine Pierre Pontal pour sécuriser l'accès aux écoles Louise Michel et Painlevé : sécurisation par feux de la traversée piétonne avenue de la Pompignane et création d'un cheminement piéton rue du capitaine Pierre Pontal.
- Réalisation d'un aménagement rue Peyre pour sécuriser l'accès aux écoles Gandhi et Kurosawa : sécurisation de la traversée piétonne, élargissement et protection des espaces piétons.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- D'approuver le programme de sécurisation aux abords des écoles pour l'année 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 13 mars 2015

Séance publique du jeudi 12 mars 2015

Convoqué le vendredi 6 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 12 mars 2015 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Perla DANAN.

Débts de boisson – Transferts de licences à l'intérieur du département – Mise en place d'un moratoire par la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon les termes de l'article L 3332-11 du Code de la Santé Publique, un débit de boissons peut être transféré d'une commune à l'autre, dans le département où il se situe. Les demandes d'autorisation de transfert sont autorisées par le Préfet. Les Maires des deux communes concernées (départ et arrivée du débit) sont obligatoirement consultés et donnent à ce titre un avis.

Depuis quelques années, le nombre de sollicitations de la Ville de Montpellier augmente (de quelques dossiers par an jusqu'à une dizaine de demandes). De nombreuses demandes de transferts de débits de boissons concernent des communes rurales du département, pour un transfert vers Montpellier, et en particulier vers le centre-ville, entraînant des conséquences néfastes :

- Une dévitalisation des zones rurales où les débits de boissons constituent un élément important d'attractivité et de vie sociale dans les centre-bourgs,
- Une spéculation réalisée par certains intermédiaires qui se sont mis à faire commerce de ces licences (les licences sont achetées à un bas prix dans un village et revendues immédiatement après le transfert avec une forte plus-value pouvant aller jusqu'à multiplier le prix d'origine par 4 ou 5),
- Une hausse des nuisances générées par ces établissements notamment en soirée et la nuit (bruits, alcoolisation, problème de cohabitation avec les riverains),
- Une perte de diversification commerciale du centre-ville, les commerces traditionnels étant remplacés par des débits de boissons.

Au vu de ces différents éléments, la Ville souhaite mettre en place un moratoire sur les transferts de licences des communes du département vers son territoire. En vertu de ce moratoire, l'avis rendu par la Ville au Préfet sur toute demande issue du reste du département sera systématiquement négatif

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider d'un moratoire sur les transferts des licences de débit de boissons de catégories III et IV des communes du département vers la commune de Montpellier,
- D'autoriser monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 13 mars 2015

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 12 mars 2015**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de
la décision**

Synthèse de la décision

2015/0040	Le marché de nettoyage de la Ville (prestataire SMN) se termine le 31 mars 2015. Suite au transfert de la compétence de nettoyage à Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et celle-ci ont travaillé en synergie dans le montage de ce marché, ce qui a conduit à un report du lancement des procédures. De ce fait, et afin d'assurer la continuité du service public, un avenant de prolongation de ce marché pour une période de 9 mois et 3 jours (3 janvier 2016) s'avère nécessaire. Cet avenant conduit à une augmentation de 12.70 % du montant initial du marché porté de 93 510 764,16 € HT à 105 330 764 € HT.
2015/0041	La Ville de Montpellier décide de souscrire un abonnement à la base de données juridiques en ligne Lexis Nexis pour un montant de 26 680 € HT, tarif forfaitaire pour une ville comptant entre 100 000 et 300 000 habitants, incluant un nombre illimité de connexions.
2015/0042	Après consultation, la Ville de Montpellier, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, décide d'attribuer à la société ESO SUD OUEST SILVAIN le marché à bons de commande relatif à la remise en état des moteurs des bornes escamotables électriques, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT (sans minimum).
2015/0043	Pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie il est nécessaire d'élargir les recettes autorisées, leurs modes d'encaissements ainsi que la liste des pièces justificatives de paiement remis aux usagers.
2015/0044	En raison du ralentissement de la ZAC Les Grisettes, la livraison de la tranche 2 relative à la création de 2 classes a été repoussée : l'implantation de ces 2 classes doit être réétudiée ainsi qu'une nouvelle étude d'avant-projet. il est nécessaire de prolonger la durée du marché. une nouvelle décision est nécessaire en raison d'une erreur matérielle aussi il faut abroger et remplacer la décision n°2015/0020.
2015/0045	La ville de Montpellier est désireuse de fixer les modalités de réédition de l'Histoire de Montpellier dont la dernière édition est parue en 2001 aux Editions Privat et comprenait 436 pages. Les Editions Privat, possèdent les droits d'exploitation des textes et des illustrations. A ce titre, seules les éditions Privat sont en mesure de rééditer le livre aux côtés de la ville de Montpellier. A la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société Editions Privat a présenté une offre économiquement avantageuse. En conséquence, le marché précité lui est attribué pour un montant de 54 000 € HT; les dépenses sont imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

2015/0046	La Ville décide de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un agenda d'accessibilité programmée à la société ACCESSMETRIE. Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, comportant une tranche ferme de 8 mois et une tranche conditionnelle de 1 an, qui peut être reconduite par période successive de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.
2015/0047	La Ville de Montpellier décide de s'abonner au Midi Libre pour un montant de 15 014,30 € HT incluant un total de 70 abonnements dont 28 numériques et 42 abonnements "papier".
2015/0048	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CITYA COGESIM
2015/0049	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI SERDAN (APPEL) Appel des SCI SERDAN, EURL LE PASSAGE et SCI SE-CHAU
2015/0050	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur José GARCIA
2015/0051	La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter les avenants de régularisation qui prévoient le paiement d'une prime de 14 672.75€
2015/0052	Convention de location de matériel à titre gratuit à la Ville (la Panacée) par la Maison de l'Architecture, dans le cadre du Festival Tropisme
2015/0053	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Sergio NUNES OLIVEIRA
2015/0054	Marché d'appoint pour la maintenance des véhicules légers et des petits utilitaires de la Ville de Montpellier. MAPA d'un montant maxi de 85 000 € HT, d'une durée d'un an à compter de la date de notification, reconductible trois fois par période d'un an.
2015/0055	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire SARL PHILIP FRERES / Commune de MONTPELLIER
2015/0056	Attribution du marché n°5A0004 au Cabinet Barbanson Environnement qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la réalisation d'un complément à l'étude d'impact dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République.
2015/0057	Renouvellement de la ligne de trésorerie auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS pour un montant de 7,5 millions d'euros
2015/0058	Attribution du marché de prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux, pour une période d'une année, à compter du 01 mars 2015 à l'entreprise « Antigone Service » pour un montant minimum de 40 000 € HT et maximum de 90 000 € HT.
2015/0059	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ KOCIAC Serge
2015/0060	Pour faciliter l'encaissement des droits d'Occupation du Domaine Public recouverts par les terrasses, il convient de supprimer la régie des terrasses secteur 2, de transférer les activités de cette dernière sur la régie des terrasses secteur 1 et de modifier dès lors la dénomination de cette régie.
2015/0061	Contrat de location entre la Ville et ACM pour des locaux situés rue des Cétoines, d'une superficie de 110 m² pour un loyer annuel de 7700 € hors charges.
2015/0062	Attribution du marché de travaux et de maintenance des dispositifs de retenue routiers à l'entreprise AER pour un montant annuel compris entre 70 000 € HT et 280 000 € HT.
2015/0063	La Ville de MONTPELLIER décide de réformer et de céder les matériels.
2015/0064	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "location d'un copieur couleur et maintenance associée (N° 4D0055)" au Groupement Canon France-LixxBall pour un montant total de commandes estimé de 440 000 € HT. C'est un marché unique conclus pour une période d'exécution d'une durée maximale de cinq à compter de sa date de notification.
2015/0065	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de papier, d'enveloppes, de bobines de papier et de matériel offset (N°4D0040)" pour le lot

	n°1 à la société PYPYRUS pour un montant total de commandes de 300 000 € HT, pour le lot n°2 à la société Compagnie Européenne de Papèterie (CEPAP) pour un montant total de 17 000.00 € HT, pour le lot n°3 à la société Traceur Direct pour un montant total de 20 000.00 € HT, pour le lot n°4 à la société SIPROUDHIS pour un montant total de 15 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution de un an à compter de sa notification, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018).
2015/0066	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de lasures, de produits et de fournitures d'agencement, et de décoration intérieure pour le bâtiment" (4B0205) à la société THEODORE MAISON DE PEINTURE SAS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 69 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2017.
2015/0067	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Prestations de service de pressing et blanchisserie (4B0182) " pour le lot n°1 et le lot n°2, à la société EDEN PRESSING, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de (30 000 € lot 1 et 40 000 € lot 2) 70 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de deux ans à compter de la date de notification.
2015/0069	Exercice du droit de priorité de la Collectivité pour l'acquisition à l'euro symbolique des parcelles NP 269 et 275, dans le cadre du projet CAMPUS - secteur Arnaud de Villeneuve - pour la réalisation du parvis Pierre Mauroy.
2015/0070	D'attribuer le marché Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire Louis Figuiet au groupement Nas Architecture / SETI, ayant pour mandataire Nas Architecture pour un montant de 95 200 € HT.
2015/0071	Marché public: contrat de coproduction du projet Machine à Habiter à la Panacée avec l'association Illusion et Macadam, pour un montant de 63 636.36 € HT
2015/0072	Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier à l'Auto Ecole de la Comédie, la reconduction du dispositif d'aide à la formation au permis de conduire de catégorie B, pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans, pour un montant de 10 000€ TTC.
2015/0073	Autorisation de passer des commandes à L'UGAP pour l'achat de Vêtements de travail, Blouses, Tee shirt et Tuniques pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT jusqu'au 31/12/2015.
2015/0074	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de petit matériel électrique, piles, batteries et lampes" pour le lot n°2 (Piles et batteries) à la société ENERLIS (marché sans minimum ni maximum) pour une estimation annuelle de commandes de 23 900 € HT. Le marché est conclu pour une période initiale allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ce marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018). Conformément à l'article 8 du Code des Marchés Publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-les-Maguelone, le CCAS de Montpellier, et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.
2015/0075	Annule et remplace décision n° 2015/0026 du 05/02/2015. Attribution d'un marché d'entretien et de réparation de types nacelles élévatrices et autres engins assurant du levage à l'aide de système hydraulique à la société Hydrau Service. Montant maximum du marché est de 85 000 € HT. Durée initiale de un an reconductible tacitement 3 fois un an.
2015/0076	D'attribuer le marché «Maintenance corrective et évolutive du logiciel K2, circuits» à la société K2 France pour un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.
2015/0078	D'attribuer le marché «Accès Internet Très Haut Débit sur Fibre Optique» à la société

	ZAYO France pour un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée de deux ans tacitement reconductible une fois pour une période identique.
2015/0080	Attribution d'un marché au Cabinet Arthur Hunt Consulting pour la mise en oeuvre du Conventionnement avec le FIPHFP pour un coût unitaire de 833€ H.T (999.60€ T.T.C) par jour d'accompagnement sur la base de 15 jours par an pendant 3 ans.
2015/0081	La Ville de Montpellier décide d'accepter l'indemnité différée proposée de 272 707,59€ dans le cadre du sinistre incendie de l'Ecole Ludwig VAN BEETHOVEN.
2015/0091	Attribution du marché à bons de commande pour un maximum de 88 500,00 Euros H.T. concernant l'accompagnement et la protection rapprochée à l'entreprise S.P Protection - Semin Patrice sise 34970 Lattes sur une durée d'un an.

**Marché de Nettoyement 8F742811
- Autorisation de signer l'avenant n°2 -**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu que cette dernière délibération a été modifiée par la délibération n°2014/522 du 17/12/2014;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à partir du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015-0034 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au nettoyage, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que le marché de nettoyage de la Ville de Montpellier a été attribué à la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) par délibération du conseil municipal n° 627 en date du 14 décembre 2009, et, ce, pour une durée de 72 mois (avec préparation préalable de 3 mois non rémunérée) après une procédure d'appel d'offres ouvert;
- Que ce marché arrive à échéance le 31 mars 2015;
- Qu'il y a lieu de relancer ce marché ;

- Que les réflexions engagées depuis 2013 sur l'évolution des services de collecte et de nettoyage (nature des flux collectés, modes et fréquences de collecte, coordination des différents services affectés à la collecte des déchets et au nettoyage, notamment sur le centre historique de Montpellier) ont fortement évolué au cours du dernier trimestre de l'année 2014, afin d'intégrer d'une part les nouvelles contraintes budgétaires qui s'imposent à l'ensemble des collectivités territoriales et à leurs groupements, et d'autre part, les conséquences de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole sur l'organisation de la propreté urbaine. Il faut noter également que les annonces de baisses substantielles des dotations de l'Etat intervenues à compter du mois de septembre 2014 ont encore renforcé les impératifs d'optimisation du service. En conséquence, les cahiers des charges des dossiers de consultation des entreprises ont dû être retravaillés, dans un cadre financier encore plus contraint, afin de circonscrire au mieux les prestations aux attentes, aux comportements de consommation et aux nouveaux besoins des usagers, de répondre à des objectifs ambitieux en matière de prévention et de tri des déchets, de responsabiliser les habitants et de lutter contre les incivilités.

Dès l'approbation par plus de la majorité qualifiée des communes membres de l'évolution des statuts de la Communauté d'Agglomération en Métropole, après la seconde moitié du mois d'octobre 2014, un important travail de définition des actions relatives à la gestion de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain, a été entrepris et a abouti, après validation de la conférence des maires et adoption de la délibération du Conseil Communautaire du 18 décembre 2014 à la prise en compte du nettoyage dans les futures compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les interactions et les synergies déjà identifiées ont été renforcées et ont déterminé la création d'un lot unique agrégeant collecte et nettoyage sur un large périmètre englobant le centre-ville, s'intégrant dans une organisation globale comprenant en outre, sur le territoire de la Ville de Montpellier, un marché de nettoyage pour les autres quartiers et à l'échelle de Montpellier Méditerranée Métropole, deux lots géographiques relatifs à la collecte des déchets ménagers et assimilés.

- Que dès lors, sur le motif de l'évolution de la maîtrise d'ouvrage d'une part, suite au transfert de la compétence Nettoyement, et sur celui d'autre part de la nécessité d'adapter l'organisation et les niveaux de services, pour une meilleure coordination et l'optimisation des prestations, un report du lancement des procédures a été nécessaire ;

- Qu'en conséquence, afin d'assurer la continuité du service public, il est proposé l'approbation et la signature d'un avenant n°2, permettant la prolongation de la durée du marché F742811 jusqu'au 3 janvier 2016.

Le montant de l'avenant n°2 sur la durée complémentaire du marché, soit 9 mois et 3 jours, est estimé à :

- Pour la partie forfaitaire HT et hors révisions de prix : 11 820 000, 00 €

- Pour la partie à BPU HT et hors révisions de prix : 118 200, 00 € soit 1 % du montant du présent avenant (partie forfaitaire).

Il est à noter que l'avenant n°1 à ce marché avait porté sur le changement d'un des indices dans la formule de révision de prix initiale.

Ainsi, l'avenant n°2 conduit à une augmentation de 12, 70% du montant initial du marché porté de 93 510 764, 16 € H.T. à 105 330 764 € H.T.

Lors de sa séance du 27 janvier 2015, la Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable à la signature de cet avenant de prolongation.

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole:

- D'autoriser M. le Maire, ou M. l'adjoint délégué, à signer l'avenant n°2 au marché n°F742811 en cours « nettoyage de la Ville de Montpellier » ;

- D'autoriser M. le Maire, ou M. l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 20/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE



Publiée le : 23/2/2015
Notifiée le :

**Abonnement à la base de données juridiques en ligne
Lexis Nexis**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le code des Marchés Publics et en particulier les articles 28 et 35 II 8° ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de souscrire un abonnement à la base de données juridiques en ligne Lexis Nexis permettant notamment l'accès aux publications des juristes, à destination des élus et des personnels de la Ville de Montpellier ;
- Que cette prestation ne peut être effectuée que par Lexis Nexis ;
- Qu'en conséquence, une fiche marché sans publicité ni mise en concurrence a été signée : marché à procédure adaptée n° 5B0030 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0030 « Abonnement à une base de données juridiques en ligne » à la Société Lexis Nexis - 141 rue Javel, 75747 PARIS CEDEX 15 - pour un montant de 26 680 € HT, tarif forfaitaire pour une ville comptant entre 100 000 et 300 000 habitants, incluant un nombre illimité de connexions.
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget de la Ville - Compte par nature : 6182 / Fonction : 920200.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué



Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015

Notifiée le :

Marché à procédure adaptée n° 4C0015
**Remise en état des moteurs des bornes escamotables
électriques**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0034/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Considérant qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la remise en état des moteurs des bornes escamotables électriques du contrôle d'accès aux aires piétonnes de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une procédure adaptée pour un marché à bons de commande, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, la société ESO SUD OUEST SILVAIN – 17 avenue Jean Foucault 34500 BEZIERS, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

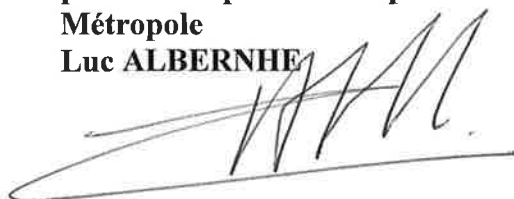
- D'attribuer le marché précité à la société ESO SUD OUEST SILVAIN, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT (sans montant minimum), et ce pour une période de un an à compter de sa notification, reconductible trois fois ;

- D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2015 de la Ville, ligne de crédit 25765, chapitre 917.

Montpellier, le 20/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE

Publiée le : 23/2/2015
Notifiée le :



**Régies de Transports de l' Agglomération de
Montpellier Droits de stationnement Modification de la
régie de recettes:
Elargissement des recettes autorisées, leurs modes
d'encaissements et la liste des pièces justificatives.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 26 février 1992, relative à la création d'une régie de recettes pour la SMTU,
- Vu la Décision du 11 mars 1999, relative à la modification du montant de l'encaisse de la régie, pour la SMTU,
- Vu la Décision du 09 février 2006, relative aux modes d'encaissement des recettes, pour la TAM,
- Vu la Décision du 05 août 2009, relative à la mise en place du PIAF, pour la TAM,
- Vu la Décision du 23 juin 2010, relative à l'actualisation de la régie de la TAM,
- Vu l'arrêté n°201/1341/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu la Décision du 03 février 2014 relative à la modification du fonds de caisse de la régie de la TAM,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du **04 Février 2015**,

CONSIDERANT que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie il est nécessaire d'élargir les recettes autorisées, leurs modes d'encaissements ainsi que la liste des pièces justificatives de paiement remis aux usagers.

D E C I D E

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recette auprès de la TAM (Transports Agglomération Montpellier), pour l'encaissement des droits de stationnement sur le domaine public.

Article 2 : La régie est située 125, rue Léon Trotsky, 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie encaisse les recettes de stationnement sur le domaine public sous les formes suivantes :

- Horodateurs fixes,
- Horodateur individuels PIE : Parcètres Individuels Embarqués,
- Cartes Oxygène (rechargement et support en cas de perte ou de vol),
- Cartes mensuelles dites « cartes à gratter »,
- Macarons destinés à certains professionnels désignés par Délibération du Conseil Municipal (abonnement et support en cas de perte ou de vol)
- **Recettes générées par l'application Paybyphone.**

Les recettes sont imputées au chapitre 928.

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèque,
- Carte bancaire,
- Paiement par internet,
- **Paiement par téléphone,**
- **Paiement par prélèvement.**

Les recettes sont perçues contre remise à l'usager de tickets, **reçus**, **factures**.

Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 120 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert es qualité auprès du Trésor Public.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à 300 000 euros.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois, et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur. Le régisseur et les mandataires doivent prendre connaissance des conditions fixées dans l'acte de nomination.

Article 12 : Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 19/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué,



Max LEVITA

Publiée le : 20/2/2015

Notifiée le :

**Construction du groupe scolaire L. Van Beethoven (les
Grisettes) - Mission de Maîtrise d'œuvre - avenant 2 -
Annule et remplace la décision n°2015/0020.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 38 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0145/T/R du 27 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, Déléguée à l'Education ;
- Vu le marché public n° 9G208192 « Construction du Groupe Scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes) - Mission de maîtrise d'œuvre » ;
- Vu la délibération n° 2010/482 du 8 novembre 2010 relative à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre ;
- Vu la délibération n° 2011/327 du 20 juin 2011 relative à l'approbation de l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Vu le rapport d'avenant n° 2 relatif audit marché de maîtrise d'œuvre ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 relatif audit marché de maîtrise d'œuvre ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2010/482 du 8 novembre 2010, le marché n° 9G208192 « Construction du Groupe Scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes) - Mission de maîtrise d'œuvre » a été attribué à l'équipe PORTAL THOMAS TEISSIER Architecture / P3G / ETAMINE / ECMO pour un montant de 663 400 € HT ;
- Que par délibération n° 2011/327 du 20 juin 2011, un avenant n° 1 à ce marché a été signé d'un montant de 124 000 € HT ;
- Qu'en raison d'un ralentissement dans la construction de la ZAC des Grisettes, la livraison de la tranche conditionnelle 2 relative à la création de 2 classes annexées dans la cour de récréation de l'école élémentaire a été repoussée d'une année soit pour la rentrée 2016 ;
- Que l'utilisation de l'école déjà en fonctionnement depuis la rentrée 2013 fait ressortir le besoin de conserver au maximum l'emprise de cour de récréation et donc de réétudier l'implantation des 2 classes. Ainsi, une nouvelle étude d'avant-projet doit être réalisée permettant le dépôt d'un permis de construire modificatif ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de prolonger la durée du marché, de définir un nouveau planning et d'augmenter le montant des honoraires de l'équipe de maîtrise d'œuvre :
 - Montant de l'avenant n° 2 : 8 000 € HT.
 - Montant total du marché : 795 400 € HT (Montant initial du marché + montant de l'avenant n° 1 + montant de l'avenant n° 2).
 - Pourcentage d'augmentation du marché : 19,9 %.
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa décision du 13 janvier 2015, a donné un avis favorable à la passation de cet avenant n° 2 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 2 ayant pour objet :
- De prolonger la durée de la mission de maîtrise d'œuvre pour une durée d'un an ;
- De définir un nouveau planning de réalisation de la tranche conditionnelle 2 ;
- D'augmenter le montant des honoraires de la maîtrise d'œuvre compte tenu des modifications de planning et de programme de 8 000 € HT, et d'approuver une nouvelle répartition des honoraires des cotraitants ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, Direction de l'Education – Nature 2313 - Fonction 90211 - Programme 2013P01 - Ligne de crédit 22816 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisé à signer l'avenant n° 2 avec le mandataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/2/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 20/2/2015

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour la réédition de l'ouvrage L'Histoire de
Montpellier.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/ 0038/ T/R du 20/01/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA pour la réédition de l' Histoire de Montpellier dont la dernière édition est parue en 2001 aux Editions Privat et comprenait 436 pages. Les Editions Privat, en qualité d'éditeur précédent, possédant les droits d'exploitation des textes et des illustrations, sont ainsi en mesure de rééditer l'ouvrage aux cotés de la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, les Editions Privat ont présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité aux Editions Privat pour un montant de 54 000 € H.T. ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la ville section fonctionnement, chapitre 920 nature 6237.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/2/2015

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/46

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place
d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap) -
Annule et remplace la décision n° 2015/0030 du 5
février 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59, 72 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2015/0030 du 5 février 2015 ;

Considérant :

- Que la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2014 a décidé la mise en oeuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée, et a autorisé Monsieur le Maire à signer l'engagement à entrer dans la démarche d'Ad'AP ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 4D0050 « Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un agenda d'accessibilité programmée » a été lancé afin de réaliser les études préliminaires nécessaires ;
- Qu'il s'agit d'un marché comportant :
 - une tranche ferme rémunérée par un prix global et forfaitaire, d'une durée de 8 mois.
 - une tranche conditionnelle à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'1 an, qui peut être reconduite par période successive d'1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 27 janvier 2015, a considéré l'offre de la S.A.S. ACCESSMETRIE comme économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 4D0050 « Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un agenda d'accessibilité programmée » à la S.A.S. ACCESSMETRIE – 2 bis Boulevard de la Paix, 13640 La Roque d'Anthéron, pour la tranche ferme d'un montant de 136 000 € HT et pour la tranche conditionnelle sans montant minimum ni maximum.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants. Ligne de crédit : 24203 / Fonction : 900-207 / Nature : 21318.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/2/2015
Notifiée le :

Abonnement au Midi Libre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le code des Marchés Publics et en particulier les articles 28 et 35 II 8° ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de souscrire un abonnement au Midi Libre ;
- Que cette prestation ne peut être effectuée que par la société Midi Libre ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée (n° 5B0011) sans publicité ni mise en concurrence peut être passé ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0011 « Abonnement au Midi Libre » à la Société Midi Libre – Rue du Mas de Grille, 34430 SAINT JEAN DE VEDAS - pour un montant de 15 014,30 € HT incluant un total de 70 abonnements (28 numériques et 42 abonnements "papier").
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget de la Ville - Compte par nature : 6182 / Fonction : 920200.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué



Max LEVITA

Publiée le : 26/02/2015
Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ CITYA COGESIM
(APPEL)
Appel de la Commune de Montpellier contre le
jugement du tribunal administratif de Montpellier du
18/12/2014

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un jugement n°1305294 du 18/12/14, le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 13 00715 du 23/08/13 ;
- Que la commune de Montpellier souhaite interjeter appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/12/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/12/2015
Notifiée le :



Contentieux - APPEL

**Ville de MONTPELLIER c/ SCI SERDAN (APPEL)
Appel des SCI SERDAN, EURL LE PASSAGE et SCI
SE-CHAU contre le jugement du tribunal
administratif de Montpellier du 02/10/2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un jugement du 02/10/14, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1300737-1 présentée par les SCI SERDAN, EURL LE PASSAGE et SCI SE-CHAU ;
- Que les sociétés concernées ont relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 03/12/2014, par le dépôt d'une requête référencée 14MA04779 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX

Monsieur José GARCIA

Recours contre l'opposition à tiers détenteur du 12 août 2014 (redevances Marché Mosson)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur José GARCIA conteste l'opposition à tiers détenteur du 12 août 2014 visant à recouvrer les redevances dues pour l'occupation d'un emplacement au marché Mosson en 2010 et 2011 (instance n°1500008-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/21/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/21/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 85151

ASSURANCE

Contrat flotte automobile SMACL 34.944 / H

Avenants n°2 et 3

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la révision de la prime annuelle du contrat flotte automobile, ajustable en fonction de l'évolution du parc automobile, fait ressortir une prime d'actualisation qui s'élève à 14 672,75 €.
- Que la SMACL nous fait parvenir les avenants n°2 et 3 à la police susvisées entérinant les modifications intervenues ;

Décide en conséquence :

- D'adopter les avenants de régularisation qui prévoient le paiement d'une prime de 14 672,75 €.

Montpellier, le 19/12/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/12/2015
Notifiée le :



**Convention de location de matériel à titre gratuit à la
Ville (La Panacée) par la Maison de l'Architecture,
dans le cadre du Festival Tropisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présentera à la Panacée, centre de culture contemporaine, le festival Tropisme, du 25 février au 15 mars 2015 ;
- Que ce festival comprend notamment un projet intitulé *Machine à habiter*, composé entre autres d'ateliers à destination du jeune public ;
- Que, dans le cadre de ce projet, la Maison de l'Architecture accepte de louer à la Ville, à titre gratuit, 5 000 planchettes KAPLA ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature de la convention de location de matériel à titre gratuit, jointe en annexe, avec la Maison de l'Architecture ;
- De dire que l'assurance du matériel (pour une valeur indiquée globale de 1124 €) sera prise en charge par la Ville dans le cadre de son contrat global.

Montpellier, le
25/02/2015
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN



Publiée le : 26/02/2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX
COMMUNE DE MONTPELLIER / Sergio NUNES
OLIVEIRA
Décision d'ester

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'une plainte a été déposée le 19 octobre 2014 à l'encontre de Sergio NUNES OLIVEIRA notamment pour avoir dégradé un véhicule de la police municipale ;
- Qu'une audience est prévue devant le Tribunal Correctionnel ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville de MONTPELLIER dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/2/2015
Notifiée le :

**Maintenance des véhicules légers et petits utilitaires de
la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 20 janvier 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'entretien des véhicules légers et des petits utilitaires de la Ville de Montpellier,
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencé 4B0172, conformément au code des marchés publics,
- Que le marché est sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT,
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande d'une durée d'un an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois fois par période d'un an,
- Que la société J-F Bourdarios a présenté l'offre la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société:
 - J-F Bourdarios, sise 117 Rue du Pas du Loup, 34070 Montpellier,
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 1080) ,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 25/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015
Notifiée le :

**CONTENTIEUX REFERE-PRECONTRACTUEL
SARL PHILIP FRERES / COMMUNE DE
MONTPELLIER
Décision d'ester**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL PHILIP FRERES a saisi par requête n° 1500620-4 en date du 7 février 2015 le Tribunal Administratif de MONTPELLIER d'un référé-précontractuel à l'encontre de la Commune de MONTPELLIER concernant la procédure de passation d'un marché public d'entretien des fontaines de la ville :

- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville de MONTPELLIER dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/2/2015
Notifiée le :

**Complément à l'étude d'impact dans le cadre du
dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne -
République
Marché n° 5A0004**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 22 décembre 2008 approuvant le dossier de création de la ZAC Port Marianne – République ;

Considérant :

- qu'il y a lieu, dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne - République d'apporter un complément, exclusivement sur le volet faune -flore, à l'étude d'impact initiale réalisée dans le cadre du dossier de création de la ZAC ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 13 janvier 2015 organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le cabinet Barbanson Environnement a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°5A0004 au cabinet Barbanson Environnement pour un montant total de 9 595 €HT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, et l'exécution du dit marché ;

Montpellier, le 24/2/2015

Madame l'Adjointe déléguée


Stephanie JANNIN

Publiée le : 25/2/2015
Notifiée le :

**Mise en place d'une ligne de trésorerie de 7,5 millions
d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES
ET INSTITUTIONNELS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation à M. Max LEVITA ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, c'est la proposition de la BNP PARIBAS qui répond le mieux à notre demande pour 50 % du besoin exprimé,
- Qu'une deuxième ligne de trésorerie doit être mise en place,
- Que l'offre d'ARKEA arrive en 2^{ème} position dans l'analyse réalisée, aux conditions suivantes :

Montant :	7.500.000 euros (sept millions cinq cent mille euros)
Durée :	12 mois
Date d'effet du contrat :	2 mars 2015
Taux applicable :	EURIBOR 3 mois moyenné +0,84%
Base de calcul :	Exact / 360
Commission d'engagement :	0,20 % soit 15.000 euros
Commission de non utilisation :	Néant
Taux effectif Global :	1,46 % donné à titre indicatif dans l'hypothèse d'un indice EURIBOR 3 mois égal à 0,0634 % (en date du 31/01/2015) et d'une utilisation intégrale pour la durée totale.

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie auprès de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, filiale du CREDIT MUTUEL, aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 25/2/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 26/2/2015

Notifiée le :



**Marché passé selon une procédure adaptée pour
effectuer les prestations de lutte anti-vectorielle sur le
domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments
communaux, ainsi que deux campagnes de dératisation
sur le domaine public. Marché N°4C0035**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0039/T/R donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, 3^{ème} Adjointe au Maire, Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder aux prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux, pour une période d'une année, à compter du 01 mars 2015.
- qu'il y a lieu de procéder à deux campagnes de dératisation sur le domaine public, dans le courant de l'année 2015.
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 18 décembre 2014.
- l'entreprise « Antigone Service » a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise « Antigone service », Parc d'activités la Garrigue, 34 171 Castelnau-Le-Lez ; pour un montant minimal de 40 000 euros HT et un montant maximal de 90 000 euros HT.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville.
- d'autoriser Madame l'adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à , la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 04/03/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 05/03/2015
Notifiée le :



Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK Serge
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP
34172 14 00751

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur

Considérant :

- Que par un arrêté du 12/11/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par M. KOCIAK Serge, visant à procéder au démontage d'une cloison et à la création d'un escalier, 48 square de la Babote ;
- Que M. KOCIAK Serge a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 28/11/2014 sous le n°1405450-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015
Notifiée le :



**Direction de l'Espace Public
Service Occupation du Domaine Public
Modification des 2 régies de recettes pour l'Occupation
du Domaine Public par les terrasses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°144 du 08 avril 2010, relative à la création de deux régies de recettes pour l'Occupation du Domaine Public par les terrasses,
- Vu la Décision n° 2012/449 relative à la modification des deux régies de recettes pour l'occupation du Domaine Public par les terrasses,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 09/02/2015,
- Vu l'arrêté n°2015/0038//T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA

CONSIDERANT que pour faciliter l'encaissement des droits d'Occupation du Domaine Public recouvrés par les terrasses, il convient de supprimer la régie des terrasses secteur 2, de transférer les activités de cette dernière sur la régie des terrasses secteur 1 et de modifier dès lors la dénomination de cette régie.

DECIDE

En conséquence, la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante:

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'Occupation du Domaine Public recouvrés par les terrasses.

Article 2 : Cette régie est installée 1, place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2 et sera, à compter du 1^{er} mars 2015, dénommée :

- Régie recettes Terrasses.

Article 3 : A compter du 1^{er} Mars 2015, la régie des terrasses secteur 2 sera clôturée.

Article 4 : Les recettes désignées dans l'article 1 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire,
- Prélèvement.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 8 : Le régisseur sera assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24/2/2015
Notifiée le :

**Contrat de location
Ville / ACM
Rue des Cétoines**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- que ACM Office Public de l'Habitat Montpellier Méditerranée Métropole a fait part à la Ville de Montpellier de son souhait de louer de nouveaux locaux ;
- que la Ville de Montpellier est propriétaire de locaux d'une superficie de 110 m² rue des Cétoines, résidence Le Claridge, actuellement vacants,

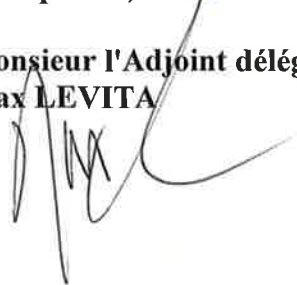
Décide en conséquence :

- de conclure avec ACM Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole un contrat de location de un an à compter du 1^{er} mars 2015, renouvelable tacitement à l'issue de chaque période annuelle sans que sa durée n'excède 12 ans ;
- de dire que cette location est consentie moyennant un loyer annuel de 7 700€ hors charges et que les recettes seront encaissées sur le budget de la Ville, CRB 26600 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/03/2015
Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC N° 4D0022
DISPOSITIFS DE RETENUE ROUTIERS ,
TRAVAUX ET MAINTENANCE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° 2014/522 en date du 17/12/2014 modifiant la délibération n° 2014/135 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0034/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Considérant :

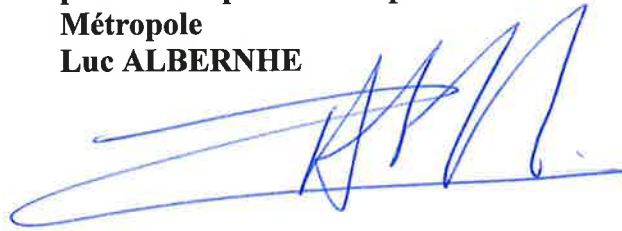
- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale
- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un marché de travaux d'installation , de renouvellement et de maintenance des dispositifs de retenue sur le réseau viaire public de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une consultation a été lancée le 14/08/2014 , selon une procédure adaptée , conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée initiale de 1 an , qui pourra être reconduite par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (60%)
 - o Prix des prestations (40%)
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 27 Janvier 2015 a considéré l'offre de l'entreprise AER comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché 4D0022 à l'entreprise AER pour un montant annuel compris entre un minimum de 70 000,00 € H.T. et un maximum de 280 000 ,00 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l' adjoint délégué à signer le marché et , plus généralement , tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 27/2/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 02/03/2015

Notifiée le :

Cession et réforme de matériels.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'accepter que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels.
- Qu'aucun des matériels cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-22 10° visant les aliénations de gré à gré).
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de certains matériels informatiques de la DSI (Relations Utilisateurs), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ce matériel. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34 130 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de la DMT (Achats Production Graphique) de l'année 2014, il convient de réformer un copieur DSC260 Xerox (n° de série : 3511373220, année d'acquisition en 2008) ainsi qu'une machine RISO (modèle : MZ 770 E, n° série : 79121558, année d'acquisition en 2008) qui ne fonctionnent plus. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ces matériels.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de la DCP (Maison Pour Tous) de l'année 2014, le fax Panasonic KXFL 611 et un photocopieur DIALTA di 2510, (matricule 18110622, numéro de série : 21731983) ne fonctionnent plus et doivent être réformés. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ces matériels. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34 160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.
- Qu'à la suite de l'état de vétusté du matériel informatique de la DMT (Service Informations Géographiques), il convient de réformer ce matériel dont la liste est jointe en annexe. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 100 €.

- Qu'à la suite de la vétusté et du dysfonctionnement des appareils ci-dessous, de la DRP (Service Communal d'Hygiène et de la Santé), il convient de les réformer sous la forme d'un seul lot.

- 2 télémètres laser STANLEY, marque STANLEY, image 4144.
- Détecteur de Co, appareil rouge, image 4145.
- Détecteur de Co, HS, achat en 7/2010, marque BW technologies, appareil jaune, image 4145.
- Thermomètre alimentaire, HS, achat 09/2009, marque inconnue, appareil blanc, image 4144.
- Thermomètre à sonde, marque EBRO, image 4146.

Ce lot sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 50 €.

- Qu'à la suite des inondations de l'automne 2014, subies par les installations de la DJSEL (Service des Sports), il convient de réformer les appareils suivants :

Stockage Stade Sabathé :

- Tondeuse Kubota G 1900
- Tondeuse Kubota G 18
- Tracteur Honda 6522

Stockage Stade Béal :

- Tondeuse tractée Honda 536 C
- Tondo broyeuse

Ce lot sera conservé pour pièces détachées ou mis au rebut.

Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des matériels.
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels du Service Informations Géographiques et du Service Communal d'Hygiène et de la Santé par l'organisme AGORA STORE.
- D'autoriser le reconditionnement des matériels réformés du Service Achats Production Graphique.
- D'autoriser le recyclage des matériels réformés du Service Relations aux utilisateurs et du Service Maisons Pour Tous, par l'entreprise spécialisée Informatique Plus Protection de l'Environnement, à titre gracieux.
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6231, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Montpellier, le 25/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué,


Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour la location d'un copieur couleur et
maintenance associée.
(N° 4D0055)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la location d'un copieur couleur et maintenance associée pour le pôle production graphique du Service Achat et Production Graphique de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure en appel d'offre ouvert été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum (N°4D0055), en date du 14 novembre 2014, pour une durée d'exécution de 5 ans à compter de sa date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 février 2015, a attribué ce marché au Groupement Canon France/Lixxball, 17 Quai du Président Paul Doumer, 92 400 Courbevoie, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « location d'un copieur couleur et maintenance associée (N°4D0055) » précité avec le Groupement Canon France/Lixxball (pour une estimation annuelle de commandes de 88 000 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6156 chapitre 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 25/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de papier, d'enveloppes, de bobines
de papier et de matériel offset.
(N°4D0040)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de papier, d'enveloppes, de bobines de papier et de matériel offset pour les Services de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum (N°4D0040) en date du 27 octobre 2014. Ce marché, conclu pour une durée initiale de un an à compter de sa date de notification, peut être reconduit, par période successive de un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016, 2017, 2018).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Achat de papier)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 17 février 2015, a attribué ce marché à la société **Papyrus**, 41 rue Delizy, BP 80, F 93503 PANTIN Cedex, pour le **lot n°1**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Achat d'enveloppes)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 17 février 2015, a attribué ce marché à la société **Compagnie Européenne de Papèterie (CEPAP)**, Espace Gutenberg, BP 40007, 16 440 Rouillet St Estéphe, pour le **lot n°2**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Achat de bobines de papier)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 17 février 2015, a attribué ce marché à la société **Traceur Direct**, 9 avenue de l'Orme Fourchu, 84 000 Avignon, pour le **lot n°3**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (Achat de matériel offset)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 17 février 2015, a attribué ce marché à la société **Siproudhis**, 39 rue du Murier, 37 540 Saint Cyr/Loire, pour le **lot n°4**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « achat de papier, d'enveloppes, de bobines de papier et de matériel offset (N°4D0040) » précité :

- Avec la société **PAPYRUS** pour le **lot n°1** (pour une estimation annuelle de commandes de 300 000 € HT).

- Avec la société **Compagnie Européenne de Papèterie (CEPAP)** pour le **lot n°2** (pour une estimation annuelle de commandes de 17 000 € HT).

- Avec la société **Traceur Direct** pour le **lot n°3** (pour une estimation annuelle de commandes de 20 000 € HT).

- Avec la société **Siproudhis** pour le **lot n°4** (pour une estimation annuelle de commandes de 15 000 € HT).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628 et 6064, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 25/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/02/2015

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour "l'achat de lasures, de produits et de
fournitures d'agencement, et de décoration intérieure
pour le bâtiment".
(4B0205)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de lasures, de produits et de fournitures d'agencement, et de décoration intérieure pour le bâtiment, pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées, a été lancée le 22 décembre 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bons de commande, (n°4B0205), pour une durée d'exécution allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2017.
- Les critères d'analyse pour le jugement l'offres étaient les suivants :
 - * Le prix pour 50%
 - * Les moyens humains, de livraison et capacités du stock dédiés au marché pour 15%
 - * La valeur technique pour 30 %
 - * Développement durable pour 5%
- Qu'après analyse, la société THEODORE MAISON DE PEINTURE SAS, 652 rue de la Jasse de Maurin, 34 070 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de lasures, de produits et de fournitures d'agencement, et de décoration intérieure pour le bâtiment"» précité, avec la société THEODORE MAISON DE PEINTURE SAS pour un montant maximum de commandes de 69 000 € HT.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville natures 60628 et 60632, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 25/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué,

Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour les prestations de service de pressing et
blanchisserie.
(4B0182)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de service de pressing et blanchisserie pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprise spécialisées, a été lancée le 08 octobre 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bon de commande (4B0182), pour une durée de deux ans à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (*Nettoyage d'articles textiles ordinaires*)** étaient les suivants :
 - * Le prix pour 40%
 - * La valeur technique pour 60%
- Qu'après analyse, la société **EDEN PRESSING**, 87 avenue de Palavas, 34 000 Montpellier pour le lot 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (*Prestation de Service de Pressing et Blanchisserie Qualité Supérieure pour Vêtement Protocole*)** étaient les suivants :
 - * le prix pour 20%
 - * La valeur technique pour 60%
 - * Le test pour 20%
- Qu'après analyse, la société **EDEN PRESSING**, 87 avenue de Palavas, 34 000 Montpellier pour le lot 2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Prestations de service de pressing et blanchisserie (4B0182) » précité :

● Avec la société **EDEN PRESSING** pour le lot n°1 pour un montant maximum de commandes de **30 000 € HT.**

● Avec la société **EDEN PRESSING** pour le lot n°2 pour un montant maximum de commandes de **40 000 € HT.**

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6135, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 25/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué,

Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015

Notifiée le :

DROIT DE PRIORITE

Parcelles NP 269 et 275 Projet CAMPUS – secteur Arnaud de Villeneuve Parvis Pierre Mauroy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu les articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal.

Considérant :

- que le 30 décembre 2014, l'Etat a adressé à la Ville une déclaration d'intention d'aliéner, dans le cadre du droit de priorité des communes prévu par l'article L. 240-1 du code de l'Urbanisme, concernant la cession des parcelles cadastrées NP 269 et NP 275, situées avenue du Doyen Gaston Giraud, lieudit « La petite garrigue », au prix de 1 € symbolique ;
- que France Domaine fixe le prix de cession à 1€ au regard du transfert de charges de l'Etat vers la collectivité qui intégrera, après aménagement, ces parcelles dans son domaine public ;
- que les parcelles concernées sont constitutives du futur parvis Pierre Mauroy, réalisé dans le cadre du projet Campus et la création de la nouvelle faculté de médecine sur le campus Arnaud de Villeneuve ;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de priorité en vue de l'acquisition des parcelles cadastrées NP 269 et NP 275, propriétés de l'Etat, situées avenue du Doyen Gaston Giraud, lieudit « La petite garrigue », au prix de 1€ symbolique ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur les crédits inscrits au budget de la Ville.

Montpellier, le 25/02/2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/02/2015
Notifiée le :

**MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA
REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE
LOUIS FIGUIER – VICTOR HUGO**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0145/T/R du 27 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à l'Education ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réhabiliter le groupe scolaire Louis Figuiet-Victor Hugo afin de créer une meilleure communication entre les 2 écoles Louis Figuiet et Victor Hugo et d'augmenter la capacité spatiale ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un maître d'œuvre ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée, d'une durée de 28 mois à compter de la notification, a été lancé sous la référence 4C0032 ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre (60 %) et le prix des prestations (40 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que le groupement Nas Architecture / SETI, ayant pour mandataire Nas Architecture a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 4C0032 « Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire Louis Figuiet – Victor Hugo » au groupement Nas Architecture / SETI, ayant pour mandataire Nas Architecture - 4, rue des Trésoriers de la Bourse - 34000 Montpellier pour un montant de 95 200 € H.T.
La répartition entre les co-traitants est la suivante :
 - Nas Architecture : 55 882,40 € H.T.
 - SETI : 39 317,60 € H.T.

- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/02/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 26/02/2015
Notifiée le :

**Marché public: contrat de coproduction du projet
Machine à Habiter à la Panacée
n°5B0039**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, accueille le festival Tropisme du 25 février au 15 mars 2015, festival porté par l'association Illusion et Macadam ;
- Que ce festival comporte le projet *Machine à Habiter*, série d'installations et d'expositions dans la Panacée, projet intégré à la programmation générale ;
- Que, compte tenu de la nature même de cette coproduction, le contrat avec Illusion et Macadam peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de coproduction du projet *Machine à Habiter* entre la Ville de Montpellier – la Panacée et l'association Illusion et Macadam, 31 rue de l'Aiguillerie, 34000 Montpellier, pour un montant de 63 636.36 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le

26.02.2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 27.02.2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la formation au permis de conduire de
catégorie B, pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29
ans**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107/T/R du 20/01/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, adjoint délégué ;
- Vu la délibération du 8 novembre 2010 précisant les modalités de la participation financière de la Ville au dispositif d'aide à la formation du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de reconduire le dispositif d'aide à la formation du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans pour l'année 2015;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2014 ;
- L'Auto Ecole de la Comédie Thierry Delsaut a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'Auto Ecole de la Comédie Thierry Delsaut sise 8 rue Boussairolles 34000 MONTPELLIER et arrêter le financement de la Ville à hauteur de **10 000 euros** TTC pour un an, reconductible 3 fois par période successive de 1 an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville - Service Jeunesse - Nature 6238 - Fonction 924222 - LC 13512 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 . 02 . 2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT



Publiée le : 02 . 03 . 2015
Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques

Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/173

**Autorisation de passer des commandes à L'UGAP
pour l'achat de Vêtements de travail, Blouses, Tee shirt
et Tuniques.
(5B0032)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de Vêtements de travail, Blouses, Tee shirt et Tuniques dans le cadre du fonctionnement des Services de la Ville de Montpellier, pour l'année 2015.
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de MONTPELLIER (prix identiques voire inférieurs aux prix pratiqués par les revendeurs).

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2015 (marché n°5B0032).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60636 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 02/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué,

Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de petit matériel électrique, piles,
batteries et lampes.
(Attribution du lot n°2)
(4D0038)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de petit matériel électrique, piles, batteries et lampes pour les services de la Ville.

- Qu'une procédure a été lancée, en date du 13 octobre 2014, conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77-1 (marché à bons de commande sans minimum et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offre ouvert (n°4D0038).

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ce marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018).

Conformément à l'article 8 du Code des Marchés Publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-les-Maguelone, le CCAS de Montpellier, et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Piles et batteries)** étaient les suivants : le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du **24 février 2015**, a attribué le marché à la société **ENERLIS**, 77 rue Marcel Dassault, 92 100 Boulogne Billancourt pour le **lot n°2**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « **Achat de petit matériel électrique, piles, batteries et lampes** » précité avec la société **ENERLIS** pour le **lot n°2** (pour une estimation annuelle de commandes de 23 900 € HT).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tous documents relatifs à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 05/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA

Publiée le : 06/03/2015

Notifiée le :

**MAINTENANCE MOYENS DE LEVAGE SUR
VEHICULES**
Annule et remplace décision 2015/0026 du 05/02/2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué

Considérant :

- Que cette décision annule et remplace la précédente décision n° 2015/0026 pour raison matérielle,
- Qu'il y a lieu d'entretenir et de réparer les véhicules de type nacelles élévatrices (VU et PL) et autres engins équipés de systèmes hydrauliques permettant le levage de charge, gérés par le service Parc Auto de la Ville de Montpellier,
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencée 4 B 0179, conformément au code des marchés publics,
- Que le montant du marché est sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT,
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commandes, dont la durée de la période initiale est d'un an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois fois par période d'un an,
- Que la société HYDRAU SERVICE a présenté une offre économiquement et techniquement acceptable,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société :
 - o HYDRAU SERVICE, ZAE La Biste, 134, rue JB CALVIGNAC, 34670 Baillargues
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et Ligne de crédit : 1080),
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché

Montpellier, le 05/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 06/03/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance corrective et évolutive du
logiciel K2, circuits
Marché N° 5B0002**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier utilise le logiciel K2 de l'éditeur K2 pour la gestion de ses flux de données notamment pour les circuits de validation et de collaboration ;
- Qu'il convient d'en assurer la maintenance corrective et évolutive, de disposer d'une aide technique sur le produit et de prévoir l'acquisition de modules supplémentaires ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 II du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction ;
- Que le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité conformément à l'article 35.II.8 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - 60 % Valeur technique
 - 40 % Prix de la prestation
- Qu'après analyse, la société K2 France sise 46 rue Chanzy – 75011 PARIS a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de « Maintenance corrective et évolutive du logiciel K2, circuits » à la société K 2 France, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 80 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 04/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/03/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour la duplication de clés
(n°5B0020)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la duplication de clés pour les services de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure a été lancée le 20 janvier 2015, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande (n°5B0020), pour une durée de **quatre ans** à compter de sa date de notification.
- Les critères d'analyse, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
 - * Le **prix** pour **60%**
 - * La **valeur technique** pour **40%**
- Qu'après analyse, la société **Boutique Vauquier**, 14 avenue Georges Clémenceau, 34 000 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Duplication de clés » précité, avec la société **Boutique Vauquier** pour un montant total maximum de commandes de 88 000.00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tous documents relatifs à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le *05/03/2015*

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : *06/03/2015*
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0078

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Accès Internet Très Haut Débit sur Fibre
Optique
Marché N° 4B0222**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que par décision n° 2014/0433 en date du 31 décembre 2014, la Ville de Montpellier a déclaré sans suite le lot n° 5 du marché relatif aux services de télécommunications électroniques enregistré sous le n° 4D00542670, et permis sa relance sous la forme d'un marché passé selon une procédure adaptée ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée de deux ans reconductible une fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 %
 - Prix des prestations 40 %
- Qu'après analyse, la société ZAYO France sise 19/21 rue Poissonnière - 75002 Paris a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'Accès Internet Très Haut Débit sur Fibre Optique à la société ZAYO France, pour une durée de deux ans reconductible une fois pour une période identique, et un montant total maximum de 80 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 04/03/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 05/03/2015
Notifiée le :

Attribution d'un marché au Cabinet Arthur Hunt Consulting pour l'accompagnement à la mise en oeuvre du conventionnement avec le FIPHFP

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des marchés publics et la procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 28 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Adjoint aux Ressources Humaines ;
- Vu la convention passée entre la Ville de Montpellier et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) visant à favoriser le développement d'une politique Handicap et Maintien dans l'Emploi des agents de la collectivité.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a souhaité être accompagnée par un prestataire pour la mise en oeuvre du conventionnement avec le FIPHFP et a lancé une consultation à cet effet,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché selon une procédure adaptée n°4B0221 au Cabinet ARTHUR HUNT Consulting;
- De verser à cette société un coût unitaire de 833€ H.T (999.60€ T.T.C) par jour d'accompagnement sur la base de 15 jours par an pendant 3 ans ;
- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire 24496.

Montpellier, le 04/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 05/03/2015
Notifiée le :



ASSURANCE
Sinistre incendie Ecole Ludwig VAN BEETHOVEN

Indemnité de sinistre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre incendie du 29 décembre 2009 à l'école Ludwig VAN BEETHOVEN, des négociations ont été menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet DERDERIAN, expert de la compagnie d'assurance ;
- Qu'une indemnité d'un montant de 902 182,60 € a été perçue par la Ville ;
- Que l'indemnité différée a été définitivement fixée à 272 707,59 € suivant présentation des factures ;
- Que cela porte à 1 215 995,74 € l'indemnité totale pour ce sinistre, sachant que les honoraires d'expert de 41 105,55 € ont été réglés directement par la compagnie d'assurance au Cabinet GALTIER.

Décide en conséquence :

- De modifier la décision n°2011/311 du 18 juillet 2011 ;
- D'accepter l'indemnité différée proposée de 272 707,59 € ;
- De signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05/10/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 06/10/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à procédure adaptée
concernant l'Accompagnement et la Protection
rapprochée**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0039 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à une société spécialisée le marché concernant l'accompagnement et la protection rapprochée ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 04 février 2015 pour un marché immatriculé 5B0029, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société S.P PROTECTION – SEMIN Patrice sise 20 rue des Roses - 34970 Lattes a présenté l'offre économiquement la plus favorable ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité sans minimum, mais avec un montant maximum de 88 500,00 Euros H.T. à la société S.P PROTECTION – SEMIN Patrice sur une période d'un an à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville – Chapitre 921 - Nature 6282 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/03/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 09/03/2015
Notifiée le :

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 30 mars 2015**

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du lundi 30 mars 2015
18h00 – Salle du Conseil municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Budget primitif- exercice 2015

- 1 Exercice 2015 - Création et Modification des Autorisations de Programme
- 2 Exercice 2015 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier
- 3 Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2015
- 4 Exercice 2015 - Fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 5 Création de Montpellier Méditerranée Métropole - Poursuite des opérations décidées par la ville de Montpellier avant la date effective de création

Urbanisme et aménagement durable

- 6 QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Convention Territoriale de Rénovation Urbaine Avenant n°10 de clôture (avenant national) Approbation
- 7 ZAC DES GRISETTES (6ème tranche) Agrément de candidature Urbis (Lot n°6B)
- 8 Ancien square Coursindel Parcelle IZ 408 située rue du Nord Construction de logements sociaux Cession à ACM
- 9 Foncier Acquisition parcelle IW 709 Rue de la Croix de Figuerolles Propriété « Société ICADE – Opération BOISEO »
- 10 Foncier Acquisition parcelles AW 381 et AW 382 Angle rue des Citronniers et rue du Triolet Propriété « Résidence Le Major »

- 11 Foncier Emprise rue de l'Espinouse / Allée Monte Cinto Propriété « LesTerrasses du Pic Saint-Loup »
- 12 FONCIER Vente d'un immeuble situé 21, rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355
- 13 Domaine de Lavalette Rue Arthur Young Projet ARCAD Avenant au bail emphytéotique Ville / Institut de Recherche pour le Développement du 29 décembre 1983 et servitude de passage au profit de l'Etat et de l'I.N.R.A.
- 14 Domaine de Lavalette Aire de retournement des bus 1101, avenue Agropolis Parcelles cadastrées AI 78p et AI 83p Résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 entre la Ville de Montpellier, l'Etat et la société FDI Habitat
- 15 Réalisation du bouclage de la ligne 4 de tramway - Etablissement des servitudes d'appui- accrochage pour l'éclairage public et la ligne aérienne de contact
- 16 Place royale du Peyrou Programme de restauration
- 17 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
- 18 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention
- 19 Elargissement du dispositif d'aide "Clé Montpellier Logement" aux étudiants et proposition du règlement d'attribution

Education

- 20 Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2015.
- 21 Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2014-2015
- 22 Mise à disposition de locaux municipaux et scolaires à l'association Le Relais Maison des enfants

Vie associative, Maisons pour Tous

- 23 Mise à disposition de salles à titre gratuit

Sports

- 24 Urban Trail Nocturne de Montpellier le samedi 9 mai 2015 Convention d'occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2015
- 25 Championnat du Monde de Handball 2017 Aréna de Montpellier du 21 janvier au 28 janvier 2017 Signature de la Convention d'accueil Attribution d'une subvention - Exercice 2015
- 26 Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/ Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade
- 27 Carte Été Jeunes 2015 Attributions à titre gratuit

- 28 Bourse Initiatives Jeunes 2015 Participation de la Ville
- 29 Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Culture

- 30 La Panacée à Montpellier Adhésion au projet ETAC (Espace Transfrontalier d'Art Contemporain) Participation à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée
- 31 Association Cœur de Livres Attribution d'un complément de subvention Exercice 2015
- 32 30ème Comédie du Livre Convention de partenariat avec l'ESJ PRO- Ecole de journalisme
- 33 Convention de partenariat entre la Ville - Pavillon Populaire et Air France-Direction Régionale Méditerranée
- 34 Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2015
- 35 Culture et Patrimoine Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talher production La Rampe T.I.O. Exercice 2015
- 36 Convention entre la Ville de Montpellier et l'association Les Rencontres du Court pour l'organisation au cinéma Nestor Burma d'une carte blanche à Albane FIORETTI, prix du meilleur film de fiction des Rencontres du Court
- 37 Attribution de subventions à sept galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2015
- 38 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – La Panacée et l'ESJ PRO Montpellier dans le cadre de la manifestation Global Snapshot - Instantanés d'un paysage de l'information

Ressources humaines de la collectivité

- 39 Elargissement du service commun de direction du cabinet au poste de chef de Cabinet
- 40 Modification du tableau des effectifs
- 41 Ajustements apportés à la délibération relative au régime indemnitaire
- 42 Mise à disposition de deux agents de la Ville auprès de l'Association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville
- 43 Astreinte d'exploitation - Fourrière municipale
- 44 Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Finances de la collectivité

- 45 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2015
- 46 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées
Autorisation de signer les conventions
- 47 Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée
Métropole - Ligne aérienne de contact - parcelle impactée BV 196 - Bouclage de la
4ème ligne de tramway
- 48 Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée
Métropole - Ligne aérienne de contact - parcelle impactée BZ 307 - Bouclage de la
4ème ligne de tramway
- 49 Convention d'occupation précaire et révocable
Copropriété "Les Jardins d'Anne"
- 50 Achat de vêtements et équipements pour la Police Municipale, ASVP et Garde-Squares
- Appel d'Offres - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes
entre la commune de Montpellier et les communes de Baillargues, Castelnau-Le-Lez,
Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades-Le-Lez, Saint-Brès et
Villeneuve-Lès-Maguelone.
- 51 Contrat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société
éditrice du Monde pour la co-organisation de la première édition des rencontres du
Monde à Montpellier les 25 et 26 juin 2015

Relations internationales

- 52 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du conseil
municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages
- 53 Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques
Premier d'Aragon

Désignation de représentants

- 54 Désignation du "Correspondant Défense" de la Ville de Montpellier
- 55 Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CDJSVA)
Désignation du représentant de la Ville

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Exercice 2015 - Création et Modification des Autorisations de Programme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élève au 31 décembre 2014 à 232 935 571 euros.

Lors du Débat d'Orientation Budgétaire, tenu lors de la séance du Conseil Municipal du 12 mars dernier, la Ville de Montpellier a réaffirmé sa volonté de prioriser l'éducation et la sécurité et propose de créer trois nouvelles Autorisations de Programme : groupe scolaire Ovalie 2, groupe scolaire Malbosc et locaux de la Police Municipale.

La Ville se doit également d'entreprendre les travaux de mise en conformité du Lac des Garrigues et des halles Laissac ainsi que de procéder à la réfection de la Grand rue Jean Moulin et des sols du Peyrou.

Il est enfin nécessaire de prévoir le remplacement du parc des imprimantes multifonctions.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver, pour 2015, la création des Autorisations de Programme ci-dessous :

N°	Programme	Montant de l'AP
2015I02	Vestiaires Stade Grammont <i>(en remplacement de l'AP 2013P23)</i>	1 150 000
2015I04	Grand rue Jean Moulin <i>(pour le compte de la Métropole)</i>	2 000 000
2015P01	PUP Saint Lazare	1 100 000
2015P06	PUP Cœur Quartier Pompignane	3 033 430
2015P09	Groupe scolaire Ovalie 2	12 500 000
2015P11	Renouvellement imprimante multifonctions	1 415 000
2015P12	Lac des Garrigues	1 000 000
2015P19	Réfection des sols du Peyrou	2 550 000
2015P20	Groupe scolaire Malbosc	12 800 000
2015P22	Opération Laissac	8 505 000
2015P23	Locaux Police Municipale	6 180 000

Il vous est également proposé de procéder :

- A des augmentations d'AP :

N°	Programme	AP globale 2014	AP au BP 2015	AP globale et proposée 2015
2013I03	Crèche des Arceaux	1 830 000	100 000	1 930 000
2013I04	Rénovation salle Louis Feuillade	650 000	300 000	950 000
2013I05	Mise en conformité accessibilité des bâtiments publics	625 000	39 375 000	40 000 000
2013I15	Rue Paul Rimbaud <i>(pour le compte de la Métropole)</i>	1 435 000	1 017 744	2 452 744
2013I22	PRU Cévennes subventions	6 491 055	4 124 320	10 615 375
2013I27	Action foncière	12 216 000	500 000	12 716 000
2013P16	EAI	14 424 600	11 595 400	26 020 000
2013P22	Concession Aménagement Grand Cœur	4 640 000	900 000	5 540 000

Sur ces augmentations, deux évolutions notables sont proposées :

+ 11 595 400 euros pour préserver le poumon vert que représente l'ancien site de l'EAI

+ 39 375 000 euros pour la mise en œuvre de l'accessibilité des bâtiments publics permettant ainsi une approche volontariste de cet axe essentiel du vivre ensemble.

- A l'actualisation du montant de certaines AP votées afin de ramener leur montant aux coûts réels des opérations :

N°	Programme	AP globale 2014	AP au BP 2015	AP globale et proposée 2015
2013I21	OPAH Copro les Cévennes	1 799 555	-1 075 469	724 086
2013I25	Subvention CG Blayac	1 600 000	-496 023	1 103 977
2013I32	Réhabilitation de la Cuisine Centrale	5 000 000	-3 000 000	2 000 000
2013P20	Parking ZAC nouveau Saint Roch	22 126 000	-5 126 000	17 000 000

- A l'actualisation du montant de certaines AP votées, suite au changement de taux de TVA de 19.6% à 20% pour les CP restant à payer à partir du 1^{er} janvier 2015 :

N°	Programme	AP globale 2014	AP au BP 2015	AP globale et proposée 2015
2013P11	Boulevard Nina Simone <i>(pour le compte de la Métropole)</i>	16 100 000	48 003	16 148 003
2013P12	Avenue Raymond Dugrand	9 305 429	10 289	9 315 718
2013P21	Pont André Lévy	7 992 000	26 730	8 018 730
2014I10	Consuls de mer extension	598 000	2 000	600 000

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création et la modification des Autorisations de Programme mentionnées ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Exercice 2015 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors de la séance du Conseil Municipal du 12 mars dernier s'est tenu le **Débat d'Orientation Budgétaire**.

Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2015.

Le Budget Primitif 2015 de la Ville de Montpellier comprend le Budget Principal et le Budget Annexe pour l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville.

I - Le Budget Principal

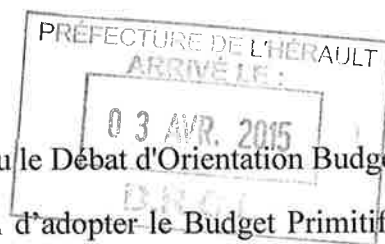
Le Budget Principal de la Ville de Montpellier s'élève à 503 406 512 € et se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 135 390 157 €
- Section de fonctionnement : 368 016 355 €

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 135 390 157 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :



CHAPITRE	Dépenses BP 2015	Recettes BP 2015
900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	4 396 135.00	340 000.00
901 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 921 390.00	37 200.00
902 - ENSEIGNEMENT FORMATION	14 288 830.00	1 398 045.00
903 - CULTURE	1 468 190.00	875 529.00
904 - SPORT ET JEUNESSE	3 064 500.00	
905 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	168 000.00	112 000.00
906 - FAMILLE	2 535 000.00	336 183.00
908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS	42 805 469.00	23 205 686.00
909 - ACTION ECONOMIQUE	195 000.00	164 300.00
910 - OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000.00	1 000 000.00
911 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	44 701 584.00	48 096 106.00
912 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		14 900 000.00
913 - TAXES NON AFFECTEES		1 503 000.00
914 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		17 010 062.00
917 - OPERATIONS SOUS MANDATS	17 846 059.00	17 846 059.00
919 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		343 641.00
95 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATION		8 222 346.00
Total section d'investissement	135 390 157.00	135 390 157.00

Dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole, il est proposé de participer par fonds de concours à hauteur de 6 604 535 euros (dont 2 566 000 euros pour la finalisation de la ligne 4 du tramway), pour l'exercice 2015, aux opérations communes qui présentent un intérêt majeur pour la Ville. Cette somme est inscrite en dépenses d'équipement au chapitre 908. Le détail des opérations sera présenté au Conseil Municipal par délibération distincte.

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 368 016 355 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2015	Recettes BP 2015
920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	69 174 494.00	10 328 344.00
921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	11 336 861.00	314 443.00
922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION	65 777 742.00	6 573 181.00
923 - CULTURE	10 476 070.00	428 141.00
924 - SPORT ET JEUNESSE	19 385 877.00	2 910 749.00
925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 872 433.00	291 860.00
926 - FAMILLE	28 602 242.00	14 941 303.00
928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS	68 971 983.00	47 952 367.00
929 - ACTION ECONOMIQUE	6 287 443.00	6 149 539.00
931 - OPERATIONS FINANCIERES	7 522 000.00	794 542.00
932 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		74 987 745.00
933 - IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	48 011 323.00	202 343 687.00
934 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	17 010 062.00	
936 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	244 184.00	454.00
939 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	343 641.00	
Total section de fonctionnement	368 016 355.00	368 016 355.00

II - Le Budget Annexe

Le Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville s'élève à 709 000,00 € et se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 102 000.00 €
- Section d'exploitation : 605 000,00€

Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 102 000,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2015	Recettes BP 2015
21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	102 000,00	
021 – VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		102 000,00
Total	102 000,00	102 000,00

Section d'exploitation

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 605 000,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2015	Recettes BP 2015
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	435 000,00	
012 - CHARGES DE PERSONNEL	70 000,00	
70 - VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES		607 000,00
023 – VIREMENT A LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	102 000,00	
Total	607 000,00	607 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Budget Primitif 2015 du Budget Principal et du Budget Annexe qui vous sont proposés au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser le principe de participation par fonds de concours à la Métropole à hauteur de 6 604 535 euros dont 2 566 000 euros de fonds de concours pour la finalisation de la ligne 4 du tramway,

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil Municipal du 24 avril 2014 avait marqué le strict respect de l'engagement de la majorité municipale : **0% d'augmentation des taux d'imposition.**

Il convient de confirmer ce choix pour 2015.

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Notification des bases d'imposition :

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2015 sont de :

- Taxe d'Habitation : 348 677 000 euros
- Taxe sur le Foncier Bâti : 342 907 000 euros
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 465 200 euros

Evolution des taux d'imposition : 0% d'augmentation

Conformément à l'engagement pris, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier pour 2015 de + **0%**.

Ce choix est en outre conforté par notre bouclier social, avec des allègements qui ont représenté pour les montpelliérains environ 16,6 M€ de cotisations non perçues, au titre de la taxe d'habitation 2014.

Produit d'imposition pour 2015 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2015 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2015 (en €)	Taux d'imposition 2015	% d'évolution des taux en 2015	Produit d'imposition 2015 (en €)
Taxe d'habitation	348.677.000	22,49 %	0%	78.417.457
Taxe sur le Foncier Bâti	342.907.000	31,18 %	0%	106.918.403
Taxe sur le Foncier Non Bâti	465.200	112,71 %	0%	524.237
TOTAL				185.860.187

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2015 de la majoration de 20% de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (vote du Conseil Municipal du 19 février 2015) : les bases majorées prévisionnelles s'élèvent à 3.900.599 euros et le taux de la taxe d'habitation de 22,49% s'y applique pour aboutir à un produit de 877.245 euros.

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel global pour 2015 s'élève à 186.737.432 euros

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- fixer les taux d'imposition 2015 conformément à nos engagements à l'identique de ceux de 2014 comme suit :
 - Taux de Taxe d'Habitation : 22,49%
 - Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18%
 - Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%
- approuver le produit d'imposition de 186.737.432 euros qui s'établira comme présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Exercice 2015 - Fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, les travaux suivants sur le territoire de la ville de Montpellier :

- Rénovation du tunnel de la Comédie
- Accompagnement aux travaux concession ERDF
- Travaux aux abords des écoles
- Requalification de la Cité Gély
- Requalification de la rue Paul Rimbaud
- Requalification de l'avenue du Pont Trinquat
- Requalification Campériols / rue des Avelaniers
- Requalification de la place des Tritons
- Rénovation de la grand rue Jean Moulin
- Requalification du boulevard Nina Simone
- Gros travaux d'entretien de la voirie

Il est rappelé qu'en application de la convention de gestion provisoire, la ville de Montpellier assure au titre de l'année 2015, au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elle exerçait jusqu'au 1^{er} janvier 2015

Les opérations décrites ci-dessus contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Montpellier. Elles participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la ville de Montpellier envisage de prendre en charge une partie du financement 2015 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil Municipal et du Conseil Métropolitain.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant de ce fonds de concours 2015, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations telles que défini, dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 4 038 535€. Il se décompose comme suit :

Opération	Crédits 2015	Fonds de concours
Gros travaux d'entretien de la voirie-espace public	9 061 170	1 513 932
Accompagnement aux travaux concession ERDF	120 000	50 000
Rénovation du tunnel de la Comédie	920 000	383 333
Travaux aux abords des écoles	320 000	133 333
Requalification de la Cité Gély	600 000	160 000
Requalification de la rue Paul Rimbaud	880 000	201 667
Requalification de l'avenue du Pont Trinquat	1 355 656	564 857
Requalification Campériols / rue des Avelaniers	154 372	64 322
Requalification de la place des Tritons	515 332	214 722
Rénovation Grand rue Jean Moulin	100 000	41 667
Requalification du boulevard Nina Simone	1 705 686	710 703
	15 732 216	4 038 535

Il sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 4 038 535€, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- approuver la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe,
- autoriser Monsieur le maire à signer la convention après approbation concordante de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Création de Montpellier Méditerranée Métropole - Poursuite des opérations décidées par la ville de Montpellier avant la date effective de création

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par la Ville de Montpellier relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier assure sur son territoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite des opérations décidées par les communes avant le 1^{er} janvier 2015 en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015, poursuivies et financées par la Ville de Montpellier sont les suivantes :

Opérations	Montant de l'opération au BP 2015	Montant du CP 2015	Date de décision de l'opération
Pont André Lévy	8 018 730 €	5 707 200 €	26/07/2007
Avenue Raymond Dugrand	9 315 718 €	626 518 €	25/07/2005
Pont Vialleton	1 500 000 €	459 000 €	27/06/2014

La liste des opérations poursuivies sera soumise pour approbation au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

Après délibérations concordantes du Conseil Municipal de la ville de Montpellier et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite des opérations susvisées sera effective en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par la commune au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par la commune à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales :
 - Pont André Lévy
 - Avenue Raymond Dugrand
 - Pont Vialleton
- autoriser Monsieur le Maire à transmettre cette liste à Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation par son assemblée délibérante
- approuver l'inscription des opérations poursuivies au budget 2015 de la Ville de Montpellier.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

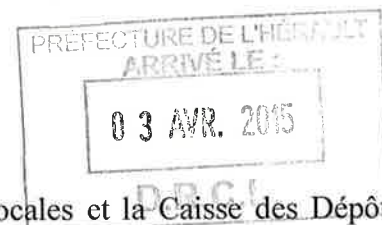
QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Convention Territoriale de Rénovation Urbaine Avenant n°10 de clôture (avenant national) Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier mène en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard - Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, la Convention Territoriale pluriannuelle de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) signée le 25 novembre 2005 a permis la mobilisation de financements importants au profit de l'amélioration durable des conditions de vie des habitants et du désenclavement du quartier.

A ce jour, les opérations sont largement avancées et la transformation du quartier est palpable :

- 92 % des ménages ont bénéficié d'une solution de relogement ;
- 287 logements privés dégradés ont été démolis (bâtiment A, tour H, bâtiments G1 et G2) ;
- 83 logements sociaux ont été reconstruits dans le quartier, 73 sont en chantier et la construction des 91 logements restants sera engagée avant fin 2015 ; 264 logements sociaux ont été reconstruits hors site ;
- 7 copropriétés (355 logements) ont été réhabilitées en parties communes et 4 d'entre elles ont été résidentialisées ; les travaux de réhabilitation du dernier bâtiment (résidence Guillaume Apollinaire) sont en cours ;
- la résidence sociale de la Pergola (481 logements) a été désenclavée grâce à la création d'une voie traversante, entièrement réhabilitée thermiquement et résidentialisée ;
- plusieurs équipements publics majeurs ont été implantés dans le quartier (la médiathèque William Shakespeare, la Maison pour Tous François Villon, des locaux associatifs et sportifs)
- les espaces publics sont en cours d'aménagement depuis le printemps 2013 ; un parc, un square, un plateau sportif, une place et plusieurs voies nouvelles seront livrés à l'été 2015.



Alors que la Convention approchait de son terme et au regard des étapes significatives franchies, la Ville de Montpellier a fait valoir devant le Comité National d'Engagement (CNE) de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le 3 juillet 2014, la nécessité de poursuivre la transformation en profondeur du quartier des Cévennes. Le CNE a renouvelé sa confiance à la Ville de Montpellier en accordant, dans le cadre de l'avenant de clôture de la Convention, un important redéploiement de crédits ANRU au profit de la restructuration et de la redynamisation des commerces, d'une part, et du renforcement du programme des espaces publics, d'autre part. Ces opérations ont vocation à développer l'attractivité de ce territoire prioritaire de la Politique de la Ville et améliorer le cadre de vie et les liaisons avec les autres quartiers.

Le présent avenant n°10 de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola), soumis à l'approbation du Conseil municipal, vise à définir les modalités de clôture de la convention signée le 25 novembre 2005. Il permet en particulier :

- de déterminer les dates limites pour la dernière demande de premier acompte et pour la dernière demande de solde sur la base de la programmation des opérations en cours et à venir ;
- de réaffecter les reliquats de crédits ANRU du PRU Cévennes sur certaines opérations ;
- de redéploier des économies nationales de subventions ANRU au profit de la restructuration des commerces et de l'aménagement des espaces publics du quartier ;
- de modifier les contreparties cédées à Foncière Logement.

Le tableau financier, qui figure en annexe de l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), a été modifié en conséquence et il est joint à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjointe déléguée à signer l'avenant n°10 de clôture, son annexe financière et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

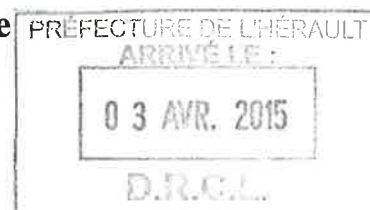
Véronique PEREZ

ZAC DES GRISETTES (6ème tranche)

Agrément de candidature

Urbis

(Lot n°6B)



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'Urbis en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 58 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :

URBIS Réalisations
Immeuble Arche Jacques Cœur
266 place Ernest Granier
34 000 MONTPELLIER

Localisation :

ZAC des Grisettes (6^{ème} tranche)
Lot n°6B

Parcelle cadastrée :	Section DZ n°143P
Surface du lot :	3 365 m ²
Nature du projet :	58 logements collectifs
SDP envisagée :	3 600 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	3 600 m ² SDP

La SERM précise que la candidature d'Urbis prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature d'Urbis pour la construction de logements collectifs sur le lot 6B de la 6^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Ancien square Coursindel Parcelle IZ 408 située rue du Nord Construction de logements sociaux Cession à ACM

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle de terrain cadastrée IZ 408, située rue du Nord, d'une superficie de 1191 m² et comprise dans le périmètre de la concession d'aménagement Montpellier Grand Cœur. Ce terrain constituait l'ancien square COURSINDEL, aujourd'hui désaffecté et déclassé du domaine public communal par délibération du Conseil municipal du 2 octobre 2014.

L'Office public d'habitat de Montpellier (ACM) a conçu un projet de construction de 8 à 10 logements sociaux accolés sur cette emprise pour une surface de plancher d'environ 817 m².

Par délibération du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a approuvé la cession de ce terrain à la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville, en vue de réaliser les travaux d'aménagement de réseaux et voirie nécessaires à l'opération avant cession ultérieure à ACM pour la réalisation du programme de logements.

La cession devait avoir lieu au prix de 105 000 € HT, tenant compte des travaux à la charge de la SAAM, évalués à 70 000 € environ.

Afin de ne pas retarder l'opération de construction de logements et l'instruction du permis de construire déposé, il conviendrait en lieu et place des dispositions de la délibération du 2 octobre 2014 de procéder à la vente directe de cette parcelle directement à ACM.

France Domaine a estimé le terrain, compte tenu de la destination du programme de construction, à 200 €/m² de surface de plancher.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

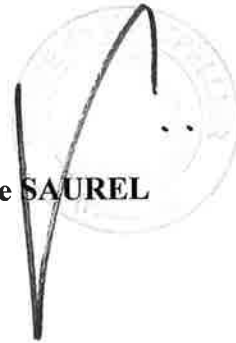
- d'approuver la vente à ACM du terrain cadastré IZ 408, d'une superficie de 1191 m² au prix de 200 €/m² de surface de plancher projetée sur la parcelle ;
- de régulariser l'acte de vente en l'étude notariale qui sera désignée par l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015



Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Foncier Acquisition parcelle IW 709 Rue de la Croix de Figuerolles Propriété « Société ICADE – Opération BOISEO »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société ICADE Promotion a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle IW 583, d'une contenance de 11 540 m², située rue de la Croix de Figuerolles, afin de réaliser une résidence de 80 logements.

Conformément au plan d'alignement de la rue de la Croix de Figuerolles annexé au plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle nouvellement cadastrée IW 709 (679 m²) a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la voie.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux, au prix de 30€/m², soit 20 370 € (vingt mille trois cent soixante-dix euros) pour 679 m².

Par courrier du 29 janvier 2015, la société ICADE Promotion a accepté les modalités de la cession.

Toutefois la prise de possession réelle aura lieu lorsque les travaux d'aménagement de la voie seront programmés. Le nouveau propriétaire assurera l'entretien du bien.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « 25778 - opération sous mandat terrain voirie – nature 4581 – chapitre 917 ».

Maître Caroline SOULAS-BERTRAND, notaire à Montpellier, en charge des intérêts de la société ICADE Promotion se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, dont la signature devra intervenir avant la livraison de l'opération. Toutefois la prise de possession réelle aura lieu lorsque les travaux d'aménagement de la voie seront programmés. Le nouveau propriétaire assurera l'entretien du terrain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée IW 709 d'une superficie de 679 m², au prix de 30 €/m², soit un total de 20 370 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue de la Croix de Figuerolles, voie dont le plan d'alignement est annexé au PLU ;
- de saisir Maître Caroline SOULAS-BERTRAND, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville dont la signature devra intervenir avant la livraison de l'opération (la prise de possession réelle aura lieu lorsque les travaux d'aménagement de la voie seront programmés et le nouveau propriétaire assurera l'entretien du bien) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Foncier

Acquisition parcelles AW 381 et AW 382

Angle rue des Citronniers et rue du Triolet

Propriété « Résidence Le Major »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société DOMINIUM a réalisé une opération immobilière sur la parcelle AW 74, d'une contenance de 2 758 m², à l'angle de la rue des Citronniers et de la rue du Triolet.

Conformément au plan d'alignement de la voie dénommée « rue du Triolet » annexé au plan local d'urbanisme, les deux parcelles cadastrées AW 381 et AW 382, d'une superficie totale de 36 m², ont été détachées de l'assiette foncière de la copropriété afin de permettre l'élargissement d'une partie de la rue du Triolet.

Lors de son assemblée générale du 4 mars 2014, le syndicat des copropriétaires de la résidence « Le Major » a donné son accord à la cession à l'euro symbolique de ces emprises incorporées au trottoir réalisé.

La SCP Granier/Bonnary/Fournier, notaires à Montpellier, a en charge les intérêts de la résidence « Le Major ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique des parcelles cadastrées AW 381 et AW 382, d'une contenance totale de 36 m², afin de régulariser la propriété foncière d'une partie du trottoir réalisé rue du Triolet, conformément au plan d'alignement annexé au PLU ;
- de saisir la SCP Granier/Bonnary/Fournier, notaires à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Foncier

Emprise rue de l'Espinouse / Allée Monte Cinto

Propriété « Les Terrasses du Pic Saint-Loup »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les résidences « Les Terrasses du Pic Saint-Loup » ont été aménagées en bordure de l'allée Monte-Cinto et de la rue de l'Espinouse, sur une unité foncière importante comprenant des bâtis, des parkings, des espaces verts et de la voirie.

Cet ensemble immobilier est traversé par l'emplacement réservé C 157 du plan local d'urbanisme (PLU) qui marque la volonté de la collectivité d'intégrer l'allée Monte-Cinto et la rue de l'Espinouse dans le domaine public.

Les parcelles AP 383, AP 386, AP 390 et AP 392 sont exclusivement affectées à l'usage de la voirie.

A la suite d'un vote favorable de son assemblée générale le 25 septembre 2014, le syndicat des copropriétaires des résidences « Les Terrasses du Pic Saint-Loup », propriétaire des parcelles AP 383, AP 386, AP 390 et AP 392, a sollicité la commune en vue de la cession de ces emprises de voirie, à l'euro symbolique.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, en charge des intérêts du syndicat des copropriétaires des résidences des Terrasses du Pic Saint-Loup, procédera à la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'approuver l'acquisition à l'euro symbolique des parcelles AP 383, AP 386, AP 390 et AP 392, d'une superficie totale de 3 215 m², couvertes par l'emplacement réservé C 157 du PLU, en vue du classement dans le domaine public métropolitain d'une portion des voies dénommées « allée Monte-Cinto » et « rue de l'Espinouse » ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Vente d'un immeuble situé 21, rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'immeuble d'habitation situé 21 rue Saint-Antoine est une propriété de la Ville depuis le 6 mai 2013, date à laquelle ce bien a été incorporé à titre gratuit dans le patrimoine communal dans le cadre d'une procédure de bien vacant et sans maître, car sans propriétaire connu et sous arrêté de péril depuis le 16 juillet 2009.

Par délibération du 17 juin 2013, le Conseil municipal a autorisé la vente publique de ce bien. Trois offres d'acquisition ont été proposées à la Ville par des personnes physiques.

Par délibération du 26 juin 2014, le Conseil municipal a autorisé la Ville à vendre l'immeuble à M. Pierre-Jean FLORIS. Sa proposition, conforme aux dispositions du cahier des charges, a été jugée la mieux-disante par la commission communale des cessions immobilières du 4 juin 2014 au regard des trois critères suivants :

- la qualité architecturale du projet de réhabilitation,
- le prix de vente proposé à 76 000 € HT (prix-plancher de mise en vente à 50 000 € HT),
- les garanties bancaires apportées.

Un compromis de vente a été signé le 6 octobre 2014 entre la Ville et M. FLORIS sous conditions suspensives de l'obtention d'une déclaration préalable de travaux et d'un prêt bancaire.

Le 15 octobre 2014, M. FLORIS a déposé le dossier de déclaration préalable de travaux, à laquelle il n'a pas été fait opposition par arrêté municipal du 28 novembre 2014.

Cependant, à la suite des fortes intempéries des mois de septembre et octobre 2014, le bien, déjà en très mauvais état, a subi des dégradations considérables liées aux infiltrations d'eau de pluie. Les travaux de dépose d'une

partie de la toiture (panne faîtière brisée) et de couverture présentent un surcoût de l'ordre de 20 000 à 30 000 € évalué par le bureau d'études de la Ville.

Par conséquent, afin que la Ville puisse céder ce bien dans les meilleurs délais compte tenu de son état de vétusté, il est proposé au Conseil municipal de baisser son prix de vente de 76 000 à 56 000 € HT, tenant compte de l'imprévu lié aux récentes intempéries. Ce prix est supérieur à la fois au montant de mise en vente par la Ville fixé par les Domaines (50 000 €) et aux deux autres propositions d'acquisition reçues dans le cadre de la mise en vente publique.

M. FLORIS réalisera lui-même les travaux sur la toiture lorsqu'il sera propriétaire du bien.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente par la Ville à Monsieur Pierre-Jean FLORIS de l'immeuble cadastré IZ355 situé 21, rue Saint-Antoine au prix réactualisé de 56 000 € HT ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Domaine de Lavalette

Rue Arthur Young

Projet ARCAD

Avenant au bail emphytéotique

Ville / Institut de Recherche pour le Développement du 29 décembre 1983 et servitude de passage au profit de l'Etat et de l'I.N.R.A.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Domaine de Lavalette, constitué de terres et de bâtiments divers, sis sur les communes de Montpellier, Clapiers et Montferrier-sur-Lez, traversé par le Lez et la Lironde, est la propriété de la Ville de Montpellier en vertu d'un legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret.

Par bail emphytéotique du 29 décembre 1983, modifié par avenants des 9 octobre 1987 et 15 juin 2004, la Ville a loué à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer, devenu l'Institut de Recherche pour le Développement (I.R.D.), les parcelles cadastrées AM 177, AI 80, AI 81, AL 218, AL 219 situées rue Arthur Young et avenue d'Agropolis.

L'Institut National de la Recherche Agronomique (I.N.R.A.) envisage, en limite des parcelles occupées par l'I.R.D., la construction d'un centre de recherche pour la conservation et la valorisation de ressources génétiques végétales dénommé « projet ARCAD ».

L'accès principal aux nouveaux bâtiments projetés est prévu par la rue Arthur Young.

L'I.N.R.A. demande à la Ville la constitution d'une servitude de passage sur une partie de la parcelle AM 177, occupée par bail par l'I.R.D., afin d'aménager un ouvrage de franchissement du ruisseau Combe de la Valette.

En conséquence, une diminution d'environ 182 m² de l'emprise foncière du bail emphytéotique sur la parcelle cadastrée AM 177 permettra d'accorder à l'I.N.R.A. (Etat) cette servitude de passage, puis le permis de construire pour le centre de recherche envisagé.


La réduction de l'assiette foncière ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de l'I.R.D., étant donné qu'elle concerne une emprise de terrain non bâti et que le loyer annuel total de l'IRD versé à la Ville est d'un montant de 4,57 euros.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la passation d'un avenant à titre gratuit au bail emphytéotique du 29 décembre 1983 entre la Ville de Montpellier et l'I.R.D. portant réduction de l'emprise foncière du bail d'une superficie d'environ 182 m² sur la parcelle cadastrée AM 177 ;
- de dire que cet acte sera rédigé par le notaire désigné par l'I.R.D., aux frais de la Ville ;
- d'instaurer une servitude de passage au profit de l'I.N.R.A, établissement public national, maître d'ouvrage, ou de l'Etat, sur la parcelle cadastrée AM 177 pour permettre l'accès à la rue Arthur Young depuis les parcelles cadastrées AI 6 et AI 8, propriétés de l'Etat, qui supporteront le projet ARCAD ;
- de dire que cet acte de constitution de servitude de passage sera rédigé par le notaire désigné par l'I.N.R.A. et à ses frais ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Domaine de Lavalette Aire de retournement des bus 1101, avenue Agropolis Parcelles cadastrées AI 78p et AI 83p Résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 entre la Ville de Montpellier, l'Etat et la société FDI Habitat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'aire de retournement des bus située 1101, avenue Agropolis, au droit d'une résidence de logements pour étudiants gérée par FDI Habitat et de l'entrée de l'Institut des Régions Chaudes (IRC), nécessite la réalisation d'un aménagement permettant une mise en sécurité des lieux par la séparation des flux voitures, piétons, vélos et bus.

Cette emprise foncière globale d'environ 776 m², propriété de la Ville en vertu du legs du 19 février 1919 d'Henri de Lunaret, est cependant incluse dans le périmètre du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 par lequel la Ville a confié à l'Etat la gestion d'une partie du Domaine de Lavalette.

Il y a donc lieu de sortir ce terrain de l'emprise foncière du bail emphytéotique, afin qu'il revienne en pleine propriété à la Ville en vue de réaliser les aménagements projetés.

L'emprise foncière à sortir du bail impacte les parcelles cadastrées AI 78 et AI 83 issues de la parcelle cadastrée AI 2 qui, par arrêté interministériel du 28 août 1985, a été remise en dotation par l'Etat à l'Institut des Régions Chaudes.

Par ailleurs, par acte notarié du 10 octobre 2002, l'Etat a cédé partiellement son bail sur la parcelle cadastrée AI83 à la société CIRMAD Grand Sud, qui l'a elle-même cédée par suite le 15 octobre 2002 à la société FDI Habitat pour la construction d'une résidence de logements pour étudiants.

En conséquence, la Ville souhaite résilier partiellement le bail du 16 octobre 1980, d'une part avec la société FDI Habitat pour réduire l'emprise du bail d'environ 561 m², et d'autre part avec l'Etat et l'Institut des Régions Chaudes pour une réduction de l'emprise d'environ 215 m².

L'avis de principe favorable des trois intervenants a été obtenu.

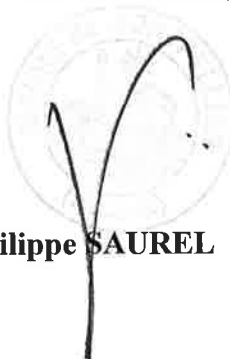
Cette réduction d'emprise foncière du bail étant justifiée par la réalisation de travaux publics, il est convenu que les actes seront conclus sans indemnité.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature d'un acte de résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 avec l'Etat, pour le retour en pleine propriété de la Ville de partie de la parcelle cadastrée AI 78, située avenue Agropolis, pour une superficie d'environ 215 m² ;
- d'autoriser la signature d'un acte de résiliation partielle du bail emphytéotique du 16 octobre 1980 avec la société FDI Habitat, venant aux droits de l'Etat, pour le retour en pleine propriété de la Ville de partie de la parcelle cadastrée AI 83, située avenue Agropolis, pour une superficie d'environ 561 m² ;
- de dire que ces actes, qui ne donneront lieu à aucune indemnité au profit de l'Etat et de la société FDI Habitat, seront rédigés par le notaire désigné par les preneurs, aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Réalisation du bouclage de la ligne 4 de tramway - Etablissement des servitudes d'appui- accrochage pour l'éclairage public et la ligne aérienne de contact

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 Décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a été transformée en Métropole à compter du 1^{er} Janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} Janvier 2015 au 31 Décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par protocole intervenu entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole (délibérations du Conseil Municipal n° 2013-238 du 17 juin 2013 et du Conseil d'Agglomération n° 11744 du 25 juillet 2013), la Ville a autorisé la Métropole et son mandataire, la Société des Transports de Montpellier (TaM) à implanter les ouvrages du tramway sur le domaine public communal, et à réaliser les travaux nécessaires.

Ce protocole affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages en occupation du domaine public communal de la voirie, et notamment l'éclairage public qui en constitue un accessoire indispensable.

D'autre part, la Métropole a conclu avec TaM, une convention de mandat donné pour la réalisation du bouclage de la Ligne 4 de tramway (délibération n°9943 du 26 janvier 2011, et délibération n°9344 du 12/02/2010). Cette convention confie à TaM la conduite des études et la réalisation de l'ensemble de l'opération, en qualité de mandataire de la Métropole.

Dans ce cadre, à ce stade de l'opération, TaM, agissant au nom et pour le compte de la Métropole, va engager les démarches nécessaires à l'établissement des dispositifs d'éclairage public d'une part, et d'accrochage de la ligne aérienne permettant l'alimentation électrique du tramway d'autre part, pour le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Or, dans certaines configurations, il est difficile de positionner ces émergences (mâts notamment) sur le domaine public, soit en raison de la gêne occasionnée aux cheminements des usagers des modes actifs (piétons, vélos, ...), et surtout des personnes à mobilité réduite, soit parce que les caractéristiques et/ou l'occupation des sols et sous-sols concernés ne permettent pas techniquement l'implantation de ces émergences.

Dans ces conditions, il est parfois nécessaire de recourir à des dispositifs d'accrochage sur les façades, et d'instaurer pour ce faire des servitudes d'appui-accrochage. Pour mener à bien cette procédure, plusieurs dispositions doivent préalablement être prises par les personnes publiques compétentes. C'est l'objet de la présente délibération.

1 – Application des dispositions dites « Ville de Paris » au territoire de la Ville de Montpellier.

Dans ses articles L 171-2 à L.171-11, le Code de la Voirie routière permet notamment, sur les voies publiques et privées de la Ville de Paris, que cette dernière établisse des supports et ancrages pour les appareils d'éclairage public ou de signalisation et, s'il y a lieu, pour les canalisations et les appareillages s'y rapportant, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur, soit sur tous ouvrages ou saillies sur ou sous la voie publique dépendant des immeubles riverains ; et ce sans phase préalable de déclaration d'utilité publique tant que ces opérations affectent les propriétés riveraines sans entraîner de dépossession définitive.

La loi 2007-1787 du 20 décembre 2007 a, par son article 23, modifié l'article L173-1 du Code de la Voirie routière, pour préciser que les articles visés ci-dessus (L171-2 à 171-11) sont applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie, d'éclairage public, de transport en commun.

De manière à pouvoir réaliser ces opérations d'implantation d'émergences, et notamment d'ancrage pour l'éclairage public, les équipements de signalisation, ou les lignes électriques d'alimentation des lignes de tramway, il apparaît utile pour la Ville de Montpellier de délibérer, à l'instar de la Métropole, en faveur de l'application sur son territoire des articles L 171-2 à L.171-11 du Code de la Voirie routière.

Cette disposition permettra à la Ville de Montpellier, à défaut d'accords amiables avec les propriétaires – accords qui seront recherchés en priorité -, de recourir à une procédure d'enquête publique ayant pour effet la création de servitudes obligeant le propriétaire à accepter les supports ou ancrages sur la façade de son immeuble. A noter que cette prérogative ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de clore ou bâtir son bien.

2 – Conduite des négociations amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaire à l'implantation des dispositifs d'éclairage public.

Aux termes de la convention de gestion transitoire conclue entre la Ville et la Métropole (délibération du Conseil Municipal n° 2014/522 du 17/12/2014 et délibération du Conseil de Communauté n°12661 du 18/12/2014), il revient à la Ville d'exercer la compétence éclairage public de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et de leurs ouvrages accessoires , et à ce titre de conduire les négociations amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaire à l'implantation des dispositifs d'éclairage public.

En parallèle, au titre de sa compétence en matière de Transport, la Métropole, représentée par son mandataire TaM, conduit dans le même temps des négociations comparables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaire à l'implantation des dispositifs supports de la ligne aérienne de contact.

Les riverains concernés étant le plus souvent touchés par des servitudes à établir pour les deux objets (éclairage public et ligne aérienne de contact - LAC), les deux Collectivités ont convenu qu'il était opportun que les négociations soient menées simultanément, par un interlocuteur unique.

C'est pourquoi il est proposé que la Ville de Montpellier confie à la Métropole la conduite de ces négociations amiables et la signature en son nom et pour son compte des conventions amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaires à l'implantation des dispositifs d'éclairage public. Cette mission entrant dans le cadre de la convention de mandat conclue entre la Métropole et TaM, elle pourra être remplie par le mandataire TaM.

3 – Organisation des enquêtes publiques préalables à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage « éclairage public » et « LAC ».

Les dispositions de l'article L. 171-7 du Code de la Voirie routière prévoient que « à défaut d'accord amiable avec les propriétaires intéressés, la décision autorisant la pose de supports [...] sur les propriétés privées est prise après **enquête publique** [...] organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Par courrier en date du 11/03/2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a d'ores et déjà sollicité la Ville de Montpellier pour lui demander de bien vouloir diligenter l'enquête publique nécessaire à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage pour les supports de LAC sur les propriétés pour lesquelles aucun accord amiable n'aura été trouvé.

Une enquête publique de même nature devra être prévue pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage relatives à l'éclairage public.

Il est donc proposé d'autoriser M. le Maire de Montpellier à prendre toutes dispositions pour :

- ouvrir, organiser (notamment par la désignation d'un Commissaire Enquêteur) et conduire simultanément les deux enquêtes publiques nécessaires à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage d'une part pour les dispositifs d'éclairage public associés à la 4^{ème} ligne de tramway, et d'autre part pour les supports de LAC.
- puis prendre les arrêtés d'instauration de servitudes à l'issue de ces enquêtes.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :


- Autoriser l'application des articles L171-2 à L171-11 du Code de la Voirie Routière sur le territoire de la Ville de Montpellier ;
- Confier à Montpellier Méditerranée Métropole la conduite des négociations amiables et la signature en son nom et pour son compte des conventions amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaires à l'implantation des dispositifs d'éclairage public, mission entrant dans le cadre de la convention de mandat conclue entre la Métropole et TaM ;
- Autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué compétent à prendre toutes dispositions nécessaires pour ouvrir, organiser et conduire simultanément les deux enquêtes publiques nécessaires à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage d'une part pour les dispositifs d'éclairage public associés à la 4^{ème}

ligne de tramway, et d'autre part pour les supports de LAC, puis prendre les arrêtés d'instauration de servitudes à l'issue de ces enquêtes ;

- Autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué compétent à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Place royale du Peyrou Programme de restauration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015.

Cette création a pour effet le transfert de la compétence relative aux travaux de réfection des sols et de restauration (espace public – voirie) du site du Peyrou, détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le site du Peyrou, propriété de la Ville, est classé au titre des monuments historiques depuis le 18 août 1954. Ce lieu emblématique, érigé au cours des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, est connu pour sa promenade qui offre un panorama sur la Ville et ses alentours, ses allées basses et murs de soutènement, son temple des eaux et l'aqueduc qui l'alimentait, les grilles d'entrée, les corps de garde, le pont Vialleton et l'arc de triomphe, porte ouverte sur la ville.

Au vu des dégradations importantes visibles sur l'ensemble des architectures composant la promenade du Peyrou, des travaux sont réalisés depuis 2003 dans le cadre d'un programme pluriannuel afin de procéder à leur restauration.

La restauration de la porte du Peyrou, du pont aux 3 arches, des grilles d'entrée, de la statue équestre, du château d'eau, la réfection des sols de la partie centrale de la place Royale et l'allée basse Sud ont été réalisées. Les

travaux de restauration du pont Vialleton sont actuellement en cours et les études préalables à la restauration des corps de garde et des murs d'échiffre ont été réalisées.

Dans le cadre d'une nouvelle tranche du programme pluriannuel il est proposé, dans un premier temps, la réfection des sols de la partie supérieure de la place Royale du Peyrou qui comprend :

- l'achèvement de la place Royale,
- les allées périphériques,
- la terrasse des eaux.

Dans un second temps, il est proposé de restaurer :

- le socle et les escaliers du château d'eau,
- les emmarchements,

Le coût de l'opération est estimé à 2 550 000 € TTC.

Des subventions seront notamment demandées à l'Etat et à la Région aux meilleurs taux possibles ainsi qu'à tout autre organisme susceptible d'apporter une aide financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'approuver le programme de restauration,
- de dire que les dépenses liées à cette opération seront imputées sur le budget de la Ville CRB 28500 ; chapitres 903, 908 et 917,
- de solliciter toutes les subventions aux meilleurs taux possibles,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer la demande d'autorisation de travaux ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Synd 7 rue Chaptal, Montpelliéraine d'Administration de Biens (solde de la subvention)	7.975,54 €
Mlle Gilberte LANNES, 10 rue du Jardin Durand (solde de la subvention)	1.057,58 €
M. Alain BIMAR, 5 rue de la Sauzède (reliquat de subvention)	234,01 €
Copro 2 rue Saint Etienne, chez M. BONALDI (50 % de la subvention)	4.822,01 €
Total :	14.089,14 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 14.089,14 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire..

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, et étendue par la délibération du 17 juin 2013 n°2013/237 élargissant le périmètre, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15% sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14.000 € HT et un plafond total de subvention de 4.900 €).

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, le complément de subvention suivant est attribuable :

SNC WOHLSCHLEGEL, enseigne « Tabac de l'Opéra Comédie », gérant Frédéric WOHLSCHLEGEL, 1 place de la Comédie (<i>subvention plafonnée</i>)		4.900,00 €	Conf orm
		<i>Dont Part</i>	
Ville :		2.800,00 € 2.100,00 €	
		<i>Part Etat (FISAC) :</i>	

ément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de cette subvention est ainsi proposé après visites de conformité des travaux réalisés en accord avec les autorisations préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement du complément de la subvention pour un montant total de 4.900,00 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Elargissement du dispositif d'aide "Clé Montpellier Logement" aux étudiants et proposition du règlement d'attribution

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre le dispositif Clé Montpellier logement Jeunes, dont l'objectif est de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs de moins de trente ans.

Il s'agit d'une aide, sous forme d'avance remboursable de la Ville, qui permet au futur locataire de financer le premier mois de loyer ou les premiers équipements nécessaires à l'installation dans le logement.

Concernant les étudiants, l'accès au logement, en particulier dans le parc privé (hors Crous), constitue un enjeu majeur pour dans le cadre de leur parcours d'accès à l'autonomie.

De plus et considérant l'importance des étudiants dans la population montpelliéraine (70 000) et leur inéligibilité « partielle » au dispositif actuel, il est donc proposé d'élargir le dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes en direction de ceux-ci.

Le dispositif, proposé à titre expérimental sur l'exercice 2015, permettrait de financer le premier mois de loyer aux étudiants, sous la forme d'une avance remboursable, sans intérêts.

Cette avance, plafonnée à 500 €, s'adresserait aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, âgés de 18 ans à moins de 30 ans, français ou étrangers, et titulaires d'un bail dans le parc privé, sur la commune de Montpellier.

Selon les mêmes modalités que le dispositif destiné aux jeunes actifs, un groupe de travail, animé par l'élue déléguée au logement, émettra un avis sur l'octroi de l'avance dont il proposera le montant, l'échéancier, ainsi que les modalités de remboursement, ou, sur le rejet circonstancié.

Conformément à la réglementation en vigueur, le dispositif est soumis à des plafonds de ressources (plafonds HLM de type PLUS) et encadré par un règlement d'attribution spécifique.

Afin d'accompagner la mise en œuvre du dispositif, une consultation sera lancée afin de désigner un organisme prestataire, qui sera chargé de l'accueil et de l'instruction des dossiers de demande d'aide.

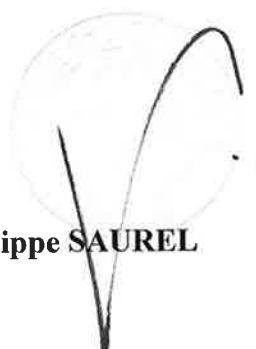
Enfin, en termes de calendrier, il est proposé d'engager cette expérimentation en juin 2015, et ce jusqu'au 31 octobre 2015.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De valider l'élargissement du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes aux étudiants et d'adopter le règlement d'attribution spécifique aux étudiants, annexé à la présente délibération ;
- De préciser que les crédits nécessaires sont proposés au vote du budget 2015 (chapitre 905, nature 274) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2015.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes de 4 à 16 ans des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 400 enfants entre 4 et 16 ans la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2015, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aide aux Vacances Enfants" (A.V.E) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum). La Ville intervient dès le 1er jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

A partir du 8ème jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E qui cesse au 7ème jour du séjour.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2015 (Nature/Fonction 6188/92421), soit 40 000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1^{ère} et la 7^{ème} nuit (8 jours) plafonné à 50€/jour.

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	45% du prix du séjour dont AVE CAF max.45% Participation Ville de 10%	40% du prix du séjour (dont AVE CAF max.40%) Participation Ville de 10%	25% du prix du séjour (dont AVE CAF max.25%) Participation Ville de 10%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE 80%)	50% du prix du séjour (dont AVE 50%)

Barème pour un séjour compris entre la 8^{ème} et la 14^{ème} nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	45% du prix du séjour	40% du prix du séjour	25% du prix du séjour
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis,
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise Knapnougél, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2014-2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2014-2015, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 348 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 218 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 566 enfants.

La dotation 2015, identique à celle de 2014, s'établit à :

- 515 Euros par enfant en maternelle ;
- 515 Euros par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2015, compte tenu des effectifs, s'élève donc à :

- 694 220 Euros pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 142 270 Euros en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier
- Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier
- Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuierolles - 34000 Montpellier
- Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier

- Sainte Thérèse 2, rue Portaliere des Masques - 34000 Montpellier
- Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier
- Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier
- Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier
- Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier
- Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090Montpellier
- Les Anges gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier
- Sainte Jeanne d' Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier
- Ecole juive de Montpellier rue E, Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- De dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur les lignes budgétaires suivantes : nature 6574, fonction 92211 et 92212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mise à disposition de locaux municipaux et scolaires à l'association Le Relais Maison des enfants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux municipaux et scolaires auprès de l'association Le Relais Maison des enfants, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions valables pour une année civile.

L'association Le Relais Maison des enfants œuvre socialement depuis plus de 30 ans dans le quartier du Centre Ville-Ecusson. Il accueille une centaine d'enfants en centre de loisirs, clubs ados et propose également du soutien scolaire en soirée.

Au vu de l'intérêt communal attaché à la structure Le Relais Maison des enfants, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans le compte de cette association concernée :

• Bâtiments communaux :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle
Le Relais, Maison des Enfants	1 rue Embouque d'Or	25 350 €	35 €	25 315 €

- **Mise à disposition de locaux scolaires aux écoles Garnier et Rousseau dans le cadre de l'accueil de loisirs sans hébergement :**
représentant une subvention en nature de 9 000 € pour l'ensemble des créneaux horaires au sein des groupes scolaires, cf article 3 de la convention jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée à l'association Le Relais, Maison des Enfants, pour les locaux sis 1 rue Embouque d'Or à Montpellier.
- de porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature pour l'association Le Relais Maison des Enfants d'un montant de 25 315€ pour les locaux d'accueil et le siège social ainsi que la subvention en nature de 9000€ dans le cadre d'Accueil de Loisir Sans Hébergement (ALSH) .
- d'approuver la convention d'occupation du domaine public de la Ville et des locaux scolaires passée avec l'association Le Relais, Maison des Enfants ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mise à disposition de salles à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans l'intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 245 €

L'association concernée est :

MPT G BRASSENS : Ecoartis 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 13 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2185€

Les associations concernées sont :

MPT A CHAMSON : Arts en soi 110€

MPT F VILLON: Good news Gospel: 55€, Face Hérault 110€

MPT M CURIE: Pétanque Club 275€, Afrikante 220€

MPT J RICOME : A tout théâtre 205€

MPT F CHOPIN : La leche ligue 220€

MPT A DUBOUT : Comité départementale EPGV Hérault : 110€

MPT R PARKS: Good news gospel 165€

MPT M MERCOURI: Jazz à tous les étages:55€, Compagnie des 4 coins 55€, Hip hop 220€

Maison de la Démocratie: Amicale du nid 330€, UFC que choisir 55€.


Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mise à disposition de salles à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans l'intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 245 €

L'association concernée est :

MPT G BRASSENS : Ecoartis 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 13 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2185€

Les associations concernées sont :

MPT A CHAMSON : Arts en soi 110€

MPT F VILLON: Good news Gospel: 55€, Face Hérault 110€

MPT M CURIE: Pétanque Club 275€, Afrikante 220€

MPT J RICOME : A tout théâtre 205€

MPT F CHOPIN : La leche ligue 220€

MPT A DUBOUT : Comité départementale EPGV Hérault : 110€

MPT R PARKS: Good news gospel 165€

MPT M MERCOURI: Jazz à tous les étages:55€, Compagnie des 4 coins 55€, Hip hop 220€

Maison de la Démocratie: Amicale du nid 330€, UFC que choisir 55€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Urban Trail Nocturne de Montpellier le samedi 9 mai 2015 Convention d'occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale.

Le Montpellier Agglomération Athlétic Méditerranée (MAAM) organise, avec l'appui de la Ville de Montpellier, le premier Urban Trail Nocturne de Montpellier le samedi 9 mai 2015.

Le trail est une course généralement en milieu naturel, présentant des dénivelés variables, pouvant être réalisé en parfaite autonomie.

Le trail urbain se présente sur un parcours entièrement en zone urbaine, sans pour autant emprunter uniquement des passages bitumés ou bétonnés. Les difficultés de cette course peuvent ainsi être des zones d'escaliers à dévaler ou à grimper, des passages à enjamber.

Le choix retenu est d'organiser un trail urbain nocturne et de valoriser le centre historique de Montpellier à travers un parcours qui demande polyvalence, adresse, vitesse, résistance et puissance musculaire.

Ainsi, il sera proposé trois types de courses, un solo de 15 km, un relais de 7,5 kilomètres pour deux personnes, un duo de 15 km pour chacun.

Le départ et l'arrivée se feront de la place du Peyrou à partir de 21 heures.

Plus accessible que le trail, le trail urbain nocturne de Montpellier ne demande qu'une paire de running et une lampe frontale.

Les participants pourront ainsi accéder à la traversée de lieux emblématiques de la Ville tels que la Tour de la Babote, la place de la Comédie, les Echelles de la Ville, les escaliers du Corum, la Cathédrale et la rue de l'Université, ainsi que la traversée du Jardin des Plantes.

Pour cette première édition, les organisateurs ont sollicité de nombreux partenaires et habitants afin que le 1^{er} raid urbain nocturne de Montpellier, soit une fête pour tous, tout au long du parcours.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de soutenir cette manifestation qui concourt à un intérêt général et local en attribuant une subvention de 10 000 €.

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5223	Montpellier Agglo Athlétique Méditerranée	Projet	Urban Trail Nocturne du samedi 9 mai 2015	10 000 €
TOTAL				10 000 €

En complémentarité au regard de l'utilisation de la Place du Peyrou pour cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constitue une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement.

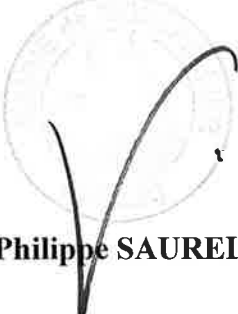
Son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2014 fixant les tarifs 2015 applicables au domaine public occupé, à savoir, pour 15 500 m² occupés correspondant à la place du Peyrou, une subvention en nature valorisable pour un montant de 32 550 € (15 500 m²*2,10 €*1 jour).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 10 000 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924, et d'approuver la convention spécifique d'attribution annexée à la présente ;
- de prendre acte de l'occupation du domaine public telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, à titre gratuit, pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente et à l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 32 550 € ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Championnat du Monde de Handball 2017 Aréna de Montpellier du 21 janvier au 28 janvier 2017 Signature de la Convention d'accueil Attribution d'une subvention - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique d'excellence sportive, soutient le Handball, dont le club est aujourd'hui le plus titré du handball français.

Pour soutenir l'engouement et la pratique de ce sport au plus haut niveau, la Ville de Montpellier souhaite accueillir, avec les autres partenaires institutionnels, le Championnat du Monde de Handball Masculin en janvier 2017 à l'Aréna de Montpellier.

Dans ce cadre, la Fédération Française de Handball a retenu le territoire montpelliérain pour accueillir notamment deux huitièmes de finale et un quart de finale.

Une « convention d'accueil » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Comité d'Organisation France 2017, la Ligue Régionale de Handball et la Région Languedoc-Roussillon, doit fixer les conditions d'accueil de l'évènement, de mise à disposition du site de compétition et des terrains d'entraînement pour la préparation et le déroulement des matches ainsi que des modalités de soutien financier.

La création d'un Comité Local d'Organisation permettra de coordonner l'organisation du Mondial 2017 sur le territoire montpelliérain, notamment sur les opérations d'animation et promotion de l'évènement.

A ce titre, la Ville de Montpellier pourra utiliser le logo du Mondial 2017 dans le cadre de la communication institutionnelle et de la promotion de l'évènement.

Une visibilité particulière sera apportée à travers le site internet de l'organisation, et lors des compétitions.

Cette convention d'accueil prévoit une contribution financière globale de 350 000 € répartie entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Languedoc Roussillon et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier propose de verser d'ici 2017, une subvention totale de 115 000 €, sous réserve de l'adoption de l'autorisation annuelle de subvention par le Conseil Municipal, et sous réserve des concours financiers des autres collectivités.

Pour l'exercice 2015, il est proposé d'attribuer une première subvention de 50 000 € au titre de cette convention d'accueil.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider et autoriser la signature de la convention d'accueil du Championnat du Monde Masculin 2017 avec le Comité d'Organisation France 2017, la Ligue Régionale de Handball, la Région Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- D'attribuer une subvention au Comité d'Organisation France 2017 pour l'exercice 2015 de 50 000 €, prélevée sur la ligne 25722 nature 6574 chapitre 924 ;
- De préciser que la demande complémentaire de subvention de 65 000 € sera soumise au vote du Conseil municipal au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption de l'autorisation annuelle de subvention par le Conseil Municipal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/ Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sociale et d'animation en faveur de la jeunesse, souhaite renforcer les actions dans le quartier de la Mosson en signant une convention de mise à disposition de locaux avec le Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade (CLJ) animé par la Police Nationale.

Ce centre, agréé Accueil de Loisirs Sans Hébergement, s'adresse aux jeunes de 6 à 18 ans issus des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville et propose des activités sportives, culturelles, citoyennes ou de prévention.

Ouvert toute l'année, ce centre a accueilli en 2014, 5639 jeunes sur ses différentes actions et il intervient également en milieu scolaire.

Les locaux du Centre sont situés 126, rue Uppsala – 34080 Montpellier, au cœur du quartier Mosson.

D'une surface de 340m², ils comprennent 1 bureau d'accueil, 1 bureau administratif, 6 salles (internet, multimédia, sport, infirmerie...), 4 locaux de rangement matériel, 3 locaux de vestiaires et 2 toilettes.

Afin de permettre la poursuite des activités de l'association, il est proposé de renouveler par convention d'une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} avril 2015, la mise à disposition du local d'une superficie de 340m², sis à Montpellier, 126, rue Uppsala, dont la valeur locative s'élève à 22 666,56 € (actualisation 2015).

Compte tenu des activités d'intérêt général développées par l'association, cette mise à disposition serait consentie pour un loyer minoré de 35,00 € charges et taxes comprises ; à la charge de l'association resteraient, l'eau, l'entretien du local et des installations, l'électricité, le gaz et le téléphone.

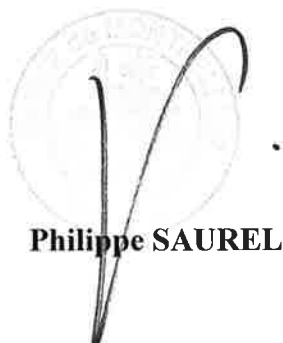
Ledit loyer serait constitutif d'une subvention annuelle en nature d'un montant de 22 631,56€ qui devra être reportée à la fois sur le Compte Administratif de la Ville de Montpellier et dans les comptes de l'association concernée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de mise à disposition de locaux d'une durée de 3 ans avec le Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade jointe en annexe;
- d'approuver le loyer minoré de 35 € et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 22 631,56 € au Compte Administratif de la Ville de Montpellier ;
- de prélever la dépense du loyer d'un montant annuel de 22 666,56 € HT sur le budget Patrimoine Sécurité CRB 26600, ligne de crédit 853, nature 6132, fonction 920 200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Carte Été Jeunes 2015 Attributions à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il a été mis en place la Carte Été Jeunes qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 12 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 250 jeunes.

Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil Municipal dont les critères d'attribution proposés sont les suivants :

- Associations œuvrant auprès de la jeunesse montpelliéraine, en particulier des jeunes en situation de précarité. Sont privilégiées dans ce cadre les associations développant des activités, en lien avec un projet pédagogique durant les vacances d'été.
- Le service des Maisons pour tous pour des jeunes qui fréquentent l'été un ALSH (Accueil de Loisirs sans Hébergement) Adolescent.
- La caisse des écoles dans le cadre du Projet de Réussite Educative.
- Les étudiants de Louisville reçus dans le cadre du programme d'échanges.

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.


Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- de valider l'attribution de 250 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2015,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Bourse Initiatives Jeunes 2015 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de mars, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2015 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **8 300 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Anysia DEPRELE, étudiant

« Anne joue »

Production culturelle

Montant proposé : **800 €**

Sébastien LEFEUVRE, étudiant/salarié

« *L'effet pigeon* »

Production culturelle

Montant proposé : **500 €**

Eloïse MOISI, étudiante

« *Les fées ont soif* »

Production culturelle

Montant proposé : **800 €**

Romain BOILEAU, salarié

« *L'incroyable Odyssée* »

Production culturelle

Montant proposé : **1 000 €**

Anahi GUEVARA, étudiante

« *TV, ART, FOI et TERRORISME* »

Production culturelle

Montant proposé : **600 €**

Claire ELOY, salariée

« *Gossypium* »

Production culturelle

Montant proposé : **800 €**

Josépha FOCKEU, étudiante

« *Le papier, le ruban et ma main* »

Production culturelle

Montant proposé : **700 €**

Jonathan MALLARD, étudiant

« *J'étais dans ma maison et j'attendais que la pluie vienne* »

Production culturelle

Montant proposé : **600 €**

Athénaïs KEBIR, étudiante

« *Athénaïs* »

Production culturelle

Montant proposé : **1 500 €**

Amine TAHER, étudiant

« *Tamazgha, les entretiens éco-culturels d'El Jadida* »

Destination monde

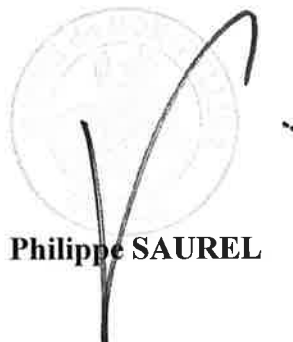
Montant proposé : **1 000 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- de valider la répartition des aides figurant ci-dessus pour un montant total de **8 300 €** ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville met à disposition d'associations sportives, des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de gérer des activités sportives spécifiques.

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle, qui fait l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur des redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2015.

Cette délibération spécifique est complémentaire à celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée aussi au vote du Conseil municipal du 19 février 2015.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

ASSOCIATION	ADRESSE LOCAUX	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2015	Redevance 2015
ASPTT Montpellier Omnisports	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	9 315 €	35 €	9 290 €	4 692 €	4 727 €
ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	0	0	0	3 630 €	3 630 €
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 185 €	3 220 €
Tennis Club Paillade	Avenue d'Heidelberg 34080 Montpellier	11 200 €	35 €	11 165 €	600 €	635 €
Centre Equestre Montpellier Grammont	Domaine de Grammont 2733, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	15 930 €	35 €	15 895 €	3 075 €	3 110 €
TOTAL		39 685 €	140 €	39 545 €	15 182 €	15 322 €

En complémentarité, La Ville met à disposition du MUC Volley, le Palais des Sports Pierre de Coubertin pour l'organisation des compétitions et manifestations au Championnat de Pro A dans lequel évolue le Club, ainsi que des locaux associatifs.

Conformément au Code du Sport, une convention doit fixer les conditions d'utilisation, sans exclusivité, du Palais des Sports Pierre de Coubertin pour de club, durant la saison sportive.

En contrepartie de cette mise à disposition, et au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité du MUC Volley, une redevance minorée lui sera proposée. Ladite redevance composée d'un loyer et de charges minorés, constitue une subvention en nature, dont le montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2014 fixant les tarifs 2015 applicables au domaine occupé, à savoir :

- Mise à disposition de l'équipement à usage de l'équipe professionnelle : 20 heures par semaine x 40 semaines x 49,50 = 39 600 €

MUC VOLLEY	ADRESSE LOCAUX	VALEUR LOCATIVE	REDEVANCE ANNUELLE	AIDE ANNUELLE EN NATURE 2015
Equipement sportif	Avenue de Naples 34000 Montpellier	39 600 €	9 090 €	30 510 €
Locaux associatifs	Avenue de Naples 34000 Montpellier	8 000 €	35 €	7 965 €
TOTAL		47 600 €	9 125 €	38 475 €

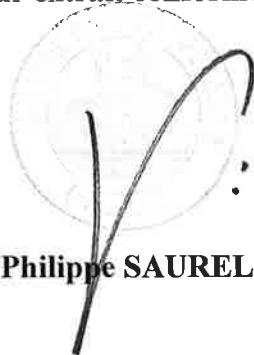
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 78 020 € ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les

- associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

La Panacée à Montpellier

Adhésion au projet ETAC (Espace Transfrontalier d'Art Contemporain)

Participation à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le projet ETAC (Espace Transfrontalier d'Art Contemporain) a vu le jour en 2012 dans le but de renforcer l'action culturelle euro-régionale. Le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a autorisé la participation de la Panacée au premier projet initié en 2014 par une délibération du 25 novembre 2013 (2013/488).

ETAC rassemble avec l'adhésion de La Panacée, cinq institutions partenaires de part et d'autre des Pyrénées :

- Le Bólit, Centre d'Art Contemporain de Gérone, chef de file du projet
- Le Museu de l'Emporda à Figueras
- Le Centre d'Art Le Lait d'Albi
- Addaya, Centre d'Art Contemporain d'Alaró (Majorque)
- La Panacée, Centre de Culture Contemporaine de Montpellier

Le projet ETAC a pour objectif premier de créer un réseau de coopération entre différents centres d'arts visuels contemporains à l'échelle transfrontalière. Il s'agit également de soutenir les artistes au niveau de l'Euro-région, en participant à l'amélioration de leur niveau de professionnalisation et en soutenant leur intégration dans un réseau international. Cet objectif s'accompagne d'une volonté d'attirer de nouveaux publics autour de la culture contemporaine et des arts visuels.

En 2014, cinq artistes ont été retenus parmi 166 candidatures pour un projet de résidence autour du thème commun de réflexion, d'analyse et de création « *Différence et répétition* ». Deux d'entre eux, Javier Chozas et Mireia Saladrigues, ont été choisis en fonction de la cohérence de leurs propositions avec le projet artistique et culturel de La Panacée, pour y mener une résidence artistique. Ces résidences d'un mois et demi ont donné lieu à des rencontres avec le public et à la production d'œuvres.

En 2015, les partenaires souhaitent consolider la structure de coopération entre les centres d'arts visuels contemporains. Un nouvel appel à projet de résidences serait lancé en juillet 2015 sur le thème commun de réflexion « *Patrimoine et tourisme culturel* » et les résidences des 5 artistes retenus s'effectueraient en 2016.

Le montant total prévisionnel du nouveau projet ETAC 2015-2016 est établi à 42 050 euros. Le Bólit Girona demeure le chef de file de l'opération et sollicite à ce titre un financement de l'opération par l'Euro-région Pyrénées Méditerranée – Culture Euro-Région 2014 à hauteur de 25 230 euros.

Ainsi, le plan de financement du projet ETAC pour l'année 2015-2016 est le suivant :

Montant global de l'opération : 42 050,00 €

Plan de financement de l'opération :

Subvention Euro-région	25 230,00 €
Le Bólit, Centre d'Art Contemporain de Gérone	5 037,60 €
Le Museu de l'Emporda à Figueras	2 945,60 €
Le Centre d'Art Le Lait d'Albi	2 945,60 €
Addaya, Centre d'Art Contemporain d'Alaró	2 945,60 €
La Panacée (Ville de Montpellier)	2 945,60 €
Total	42 050,00 €

Compte tenu de l'intérêt du projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Panacée, Centre de culture contemporaine, au projet ETAC 2015-2016 ;
- d'autoriser la participation de La Panacée à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée, pour l'obtention d'une subvention globale de 25 230 € ;
- d'autoriser le financement du projet par la Ville de Montpellier à hauteur de 2 945,60 € euros, imputables sur le budget 2015 de la Ville, chapitre 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Association Cœur de Livres Attribution d'un complément de subvention Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Association Cœur de Livres (ancienne « Comédie du livre, Littérature et Bande dessinée ») a pour but de promouvoir le livre et la pratique de la lecture sur le territoire de la ville de Montpellier, de réunir l'ensemble de la librairie indépendante et de lui servir de lieu de réflexion, d'organiser avec ces libraires des actions collectives de valorisation du rôle de ces acteurs essentiels de la chaîne du livre, de permettre la rencontre entre écrivains, professionnels du livre et les publics de la ville.

En 2010 et 2011, lors de la réforme de la manifestation Comédie du Livre entreprise par la Ville et l'association, cette dernière a vu ses objectifs, statuts et composition fortement modifiés : elle accueille désormais l'ensemble des librairies indépendantes, s'est ouverte à d'autres acteurs et professionnels du livre ; ses missions sur la Comédie du Livre ont été recentrées autour la coordination de la librairie indépendante et de ses actions pendant la manifestation, la prise en charge des auteurs invités – hors littératures étrangères invitées - par chaque libraire et la participation, aux côtés de la Ville de Montpellier organisatrice, à la réflexion sur la programmation générale ; surtout, elle développe désormais à l'année des actions de médiation et de la valorisation de la lecture et du livre sur le territoire de la ville.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Montpellier, elle participe à la Comédie du Livre. Cette dernière, organisée par les services de la ville et financée par celle-ci, consiste en trois jours de rencontres littéraires permettant au public de découvrir une littérature étrangère ; elle favorise la rencontre entre écrivains et lecteurs montpelliérains et met en valeur le réseau des librairies indépendantes qui maille le territoire de la ville ; elle offre des moments de découverte de toutes les formes que revêt la création littéraire. La 30^{ème} édition se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015 sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle et mettra à l'honneur les littératures ibériques.

Conformément à ses missions, Cœur de Livres apporte aide, assistance financière et assure un rôle de médiation auprès des librairies indépendantes, afin de permettre la venue d'auteurs pendant la Comédie du Livre et de favoriser ainsi leur rencontre avec les publics de la ville.

Pour préparer et compléter les trois jours sur la littérature contemporaine et les auteurs invités, l'association Cœur de Livres continue en 2015 à proposer au public montpelliérain, en amont de la manifestation, un cycle de rencontres mensuelles autour des grandes figures du patrimoine littéraire des pays invités : Les Rencontres Littéraires. Ces dernières doivent permettre au public montpelliérain de se familiariser avec les grands auteurs, les grandes œuvres, les courants littéraires qui ont inspiré les auteurs qui sont invités lors de la Comédie du livre. Pour cela, un écrivain, scénariste, dessinateur, poète... français est invité chaque mois à partager la passion et l'intérêt qu'il éprouve pour une grande figure littéraire des pays invités. La forme retenue est celle du dialogue, ou de la table ronde, et la médiation est assurée, la plupart du temps, par des enseignants de l'Université Montpellier 3.

Les rencontres auront lieu salle Pétrarque, mise à disposition à cette occasion par la Ville à l'association, ce qui correspond à une aide en nature de la Ville à hauteur de 3000 euros.

Le programme des Rencontres Littéraires du premier semestre 2015, autour des littératures ibériques, est le suivant :

- jeudi 22 janvier - autour de **Miguel de Cervantès** avec Olivier Weber (modération Jean-Marie Dinh)
- jeudi 26 février - autour de **José Saramago** avec Carmen Castillo (modération Dominique Aussenac)
- jeudi 26 mars - autour de **Luís de Camões** avec Sébastien Lapaque (modération Dominique Aussenac)
- jeudi 30 avril - autour de Fernando Pessoa avec Stanislas Grassian (modération Jean-Marie Dinh)
- vendredi 29 mai - autour de **Federico García Lorca** avec Serge Mestre (pendant la Comédie du livre - modération Dominique Aussenac)

D'autre part, l'association développe à l'année, en concertation avec l'ensemble des librairies indépendantes basées sur le territoire de la ville, ainsi qu'avec des représentants des autres métiers du livre et de lecture publique, une programmation originale permettant la rencontre entre écrivains et publics les plus nombreux et divers possible : rencontres littéraires, actions de médiation auprès du jeune public et des scolaires, valorisation et programme de découverte des métiers et acteurs du livre, week-end de la librairie indépendante, journée de lectures littéraires.

Parce qu'elle juge importante la présence sur son territoire d'une association à même de coordonner les actions des librairies indépendantes et d'impulser avec elles une action collective autour de la présence du livre et de la rencontre entre écrivains et publics, la Ville de Montpellier continue à soutenir l'association *Cœur de Livres* et ses projets.

Pour cela elle met gracieusement à disposition de cette association des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque, au premier étage, dont la valeur locative peut-être estimée à 15 000 euros par an.

L'association Cœur de Livres a déposé une première demande de subvention de 80 000 euros pour son fonctionnement ; n° de dossier 002573 ;

Elle a également déposé une seconde demande de subvention de 44 000 euros, toujours pour son fonctionnement ; n° de dossier 002766 ;

Lors du Conseil municipal du 22 janvier 2015, a été votée une avance de 40 000 euros sur la première demande de subvention.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2013 et du budget prévisionnel 2015
de l'association Cœur de Livres

Compte de résultat simplifié exercice 2013 et budget prévisionnel 2015					
Charges	CR 2013	BP 2015	Produits	CR 2013	BP 2015
Achats et services	101 598	113 509	Subventions	211 778	218 910
Salaires et Charges de personnel	106 219	105 200	<i>DRAC</i>	4 000	11 000
Impôts et Taxes	1 423	1 231	<i>CNL</i>	22 000	22 000
Autres Charges	4	80	<i>Ville</i>	104 500	126 900
Dotations amortissements	682	658	<i>Région</i>	47 000	45 000
Charges financières	43	3	<i>Agglomération</i>	-	0
Charges exceptionnelles	-	2	<i>Conseil général</i>	2 000	2 000
-	-	-	<i>Offre culturelle (DRAC/Réus. Educ.)</i>	-	0
-	-	-	<i>Contrat aidé</i>	14 889	0
-	-	-	Autres partenaires	17 389	12 010
-	-	-	Cotisations	825	825
			Autres produits	74	1 773
Totaux	209 969	220 683	Totaux	212 677	220 983
Excédent :	2 707	-	Perte :		

Mise à disposition annuelle des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2 place Pétrarque : 15 000 euros.

Mise à disposition de la salle Pétrarque pour les 5 Rencontres Littéraires : 3 000 euros.

Considérant que le rôle joué par l'association Cœur de Livres auprès des librairies indépendantes est indispensable à la réussite de la manifestation « La Comédie du Livre » organisée et financée par la Ville, que ce rôle se joue dans le cadre d'un partenariat durable avec la Ville ; considérant aussi son rôle dans la construction collective d'une programmation – Comédie du Livre - qui contribue de manière décisive au rayonnement littéraire de la Ville de Montpellier ; considérant enfin que cette association, par les actions qu'elle porte à l'année sur le territoire de la ville - *Rencontres littéraires, Escapades en librairie, Raconte moi le livre, Lectures de traverse* - contribue fortement à la sensibilisation des publics – jeunes et scolaires en premier lieu – aux métiers du livre, au monde de l'écrit et de la création littéraire ; il est proposé d'attribuer à l'association Cœur de Livres :

- Le complément de l'avance de la première subvention versée lors du Conseil municipal du 22 janvier 2015, soit 40 000 euros ;
- Une seconde subvention au titre de l'exercice 2015 de 10 000 euros pour son fonctionnement ;
- de passer une convention de partenariat, jointe en annexe ainsi que le budget prévisionnel global 2015.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
1876	Cœur de Livres	F	50 000 €
	TOTAL		50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

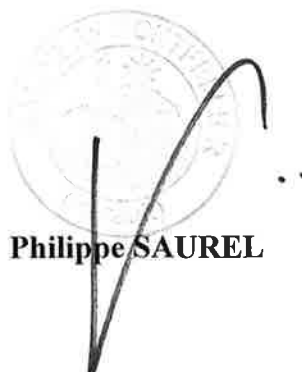
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;

- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 50 000 €;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

30ème Comédie du Livre Convention de partenariat avec l'ESJ PRO- Ecole de journalisme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La 30^e édition de la Comédie du Livre se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015. La Ville de Montpellier et l'ESJ PRO ont souhaité s'associer pour permettre aux étudiants de l'école de journalisme de Montpellier de participer activement à cette manifestation.

L'ESJ PRO (école de journalisme de Montpellier) et l'ESJ Lille accueillent et forment chaque année plus de 3 000 futurs ou jeunes journalistes, journalistes confirmés ou en reconversion professionnelle. Le groupe est implanté à Paris, Lille et Montpellier. Ses équipes sont composées de journalistes professionnels ayant exercé dans tous les types de médias.

À ce titre, les étudiants et enseignants de cette école sont des interlocuteurs compétents et précieux pour réaliser des projets médiatiques. La manifestation Comédie du Livre incarne pour eux l'opportunité de couvrir un événement d'envergure, inscrit dans une zone géographique proche et rassemblant des acteurs du monde culturel régional et national.

L'ESJ souhaite proposer à ses étudiants de profiter de l'événement pour réaliser plusieurs projets de couverture médiatique de l'événement. L'ESJ mettra à la disposition de la Ville et de la manifestation l'ensemble des contenus produits pour diffusion.

Pour l'ESJ c'est l'occasion de valoriser le travail réalisé par ses étudiants et la qualité de ses formations, et de se faire connaître auprès des publics de la manifestation « Comédie du livre ».

Pour la Ville de Montpellier, ce partenariat permettra également de valoriser et soutenir les actions menées par les écoles du territoire montpelliérain.

Cette convention ne comporte aucun échange financier entre les partenaires.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ESJ PRO de Montpellier dans le cadre de la Comédie du Livre, jointe en annexe.
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise Knapnougél, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Convention de partenariat entre la Ville - Pavillon Populaire et Air France- Direction Régionale Méditerranée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Air France Direction Régionale Méditerranée se sont rapprochées en vue de la mise en place d'un accord de partenariat visant à mettre en valeur les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire, mais aussi à en réduire les coûts de production. Cet accord a fait l'objet d'une première expérimentation avec l'exposition *Aaron Siskind, une autre réalité photographique*.

Dans le cadre de ce partenariat, conclu du 1^{er} mars au 31 décembre 2015, la Ville s'engage à :

- Apposer le logo Air France sur tous les documents de communication liés aux expositions du Pavillon Populaire,
- Mettre à la disposition d'Air France affiches, cartons d'invitation, flyers, livrets de visite et 20 catalogues de chaque exposition.

En contrepartie, Air France s'engage à fournir à la Ville :

- Un tarif préférentiel sur l'ensemble des billets liés à l'exposition,
- Une dotation de six billets d'avion minimum pour l'acheminement des différents intervenants (artistes, commissaires d'exposition, ayant-droits),
- Un tarif préférentiel pour le fret,
- Deux cartes Flying Blue Gold.

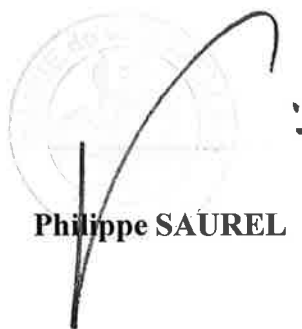
Compte tenu de l'intérêt de ce partenariat entre la Ville – Pavillon Populaire et Air France Direction Régionale Méditerranée, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de partenariat, jointe en annexe,

- D'imputer les dépenses correspondantes au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, littéraire et des arts plastiques sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 151 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 525 850 € au titre de l'exercice 2015.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	Arts plastiques		

1136	MAISON DE LA GRAVURE MEDITERRANEE	Fonctionnement	900
6101	EPICERIE URBAINE	Projet	1 000
80	LES AMIS DU MUSEE FABRE	Fonctionnement	4 500
1659	LA SPHERE OBLIK	Fonctionnement	500
5534	ASSOCIATION SPONTANE	Projet	900
5567	ARTOTHEQUE A MONTPELLIER	Projet	900
771	CHAMP LIBRE	Projet	8 000
6098	INDIGO D'OC COLLECTIF DDE DESIGNERS	Fonctionnement	900
	Audiovisuels et médias		
992	LE CAMESCOPE APPRIVOISE – VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	Fonctionnement	800
1281	KAINA	Fonctionnement	7 500
5132	KINO MONTPELLIER	Projet	900
5171	ALETHEIA	Fonctionnement	1 300
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	2 300
1171	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	Projet	900
1781	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	Projet	1 800
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Fonctionnement	7 000
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Projet	3 000
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Fonctionnement	4 000
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Projet	900
2255	LA STATION MAGNETIQUE	Fonctionnement	500
	Culture scientifique et technique		
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER	Fonctionnement	5 000
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER	Projet	2 000
	Livre		
130	FRIENDS OF THE ANGLOPHONE LIBRARY	Fonctionnement	500
3064	LACHE LES MOTS	Fonctionnement	900
511	ASSOCIATION MERIDIANE	Fonctionnement	900
3022	REVUE SOUFFLES – LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement	500
5129	CELEPHAS – BLACK MAMBA	Fonctionnement	900
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET Co	Fonctionnement	18 000
5860	CIE EL TRICICLO	Fonctionnement	900
1973	ASSOCIATION LES AMIS DU GRAIN DES MOTS	Fonctionnement	900
5266	SQUEEZE	Projet	1 900
	Patrimoine		
184	LOU PARAGE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000
500	CERCLE OCCITAN DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500
1246	AMISTATS MAX ROUQUETTE	Fonctionnement	4 500
1531	LECTURE E OC	Fonctionnement	1 900
2113	ATELIER DE RECHERCHE THEATRALE – ART CIE	Fonctionnement	7 000
3930	LA BOURREIO DEL CLAPAS	Fonctionnement	1 200

4544	CHŒUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	Fonctionnement	900
5055	LO TALHIER PARLAR – CENTRE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN	Fonctionnement	4 000
5432	INTER'CAL	Fonctionnement	500
	Pluridisciplines		
3051	LEZ'ARTS M3	Projet	500
5374	APAAAV	Fonctionnement	4 000
529	LA FRICHE DE MIMI	Fonctionnement	6 000
4191	ILLUSION ET MACADAM	Fonctionnement	19 000
4389	ARDEC	Fonctionnement	9 000
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	4 000
	Spectacle vivant Danse		
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Projet	2 000
5963	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	Projet	4 000
	Spectacle vivant Musique		
146	AMIS DE L'ORGUE ET DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement	1 900
148	CHŒURS DE L'ENCLOS	Fonctionnement	3 000
149	EMSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Fonctionnement	4 500
152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	Fonctionnement	500
153	ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER	Projet	5 000
161	CLUB LYRIQUE DE MONTPELLIER	Projet	4 500
375	B.A.BACH	Fonctionnement	900
382	ASSOCIATION JULES SONIC PRODS	Fonctionnement	1 400
412	INTENSITES	Fonctionnement	4 000
444	AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS FRANCOIS	Fonctionnement	500
465	CHŒUR LES CHOREGIENS	Fonctionnement	2 400
547	VOCALYS	Fonctionnement	500
565	CARRE MENTHE	Fonctionnement	900
1149	VENT DU SUD	Fonctionnement	1 900
1274	UN ORGUE DANS LA VILLE	Fonctionnement	900
1461	COLLECTIF KOA	Projet	4 000
1788	LES NUITS DU CHAT	Projet	2 400
1867	PIC ET COLEGRAM	Fonctionnement	1 400
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE ANNE	Projet	6 500
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS EDITEURS DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	3 000
1986	CHORALE PROTESTANTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 400
2009	CORALEN	Fonctionnement	500
2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement	2 400
2137	CHORALE COR CANTO A CŒUR JOIE	Fonctionnement	900
3314	BLABLA PRODUCTION	Fonctionnement	1 800

3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	1 400
3745	ASSOCIATION CHRETIENS ET CULTURES	Projet	15 000
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Fonctionnement	5 000
3944	ASSOCIATION DES CHŒURS DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 500
3944	ASSOCIATION DES CHŒURS DE MONTPELLIER	Projet	4 000
3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 400
4011	ATOUT CHŒUR	Fonctionnement	900
4185	L'ACTE CHANSON	Fonctionnement	2 800
4185	L'ACTE CHANSON	Projet	2 800
4630	CHŒUR D'O	Projet	900
4726	ENSEMBLE VOCAL L'ACCROCHE CHŒUR	Fonctionnement	900
4752	ASSOCIATION CONTINUUM	Projet	2 800
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Fonctionnement	7 000
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Projet	1 900
4778	ART ET CREATION CHORALE	Fonctionnement	1 400
4817	VOX RAPIDO	Fonctionnement	3 500
4923	280 COMMUNICATIONS	Projet	2 400
4953	L'ARC EN CIEL DES FAUBOURGS	Projet	14 000
4964	CINEMUSIQUES	Fonctionnement	1 900
4967	ZIZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement	2 800
4979	POLYFOLIES	Fonctionnement	500
5156	ASSOCIATION TAF PRODUCTION	Fonctionnement	3 500
5172	LE CHŒUR DES BALLADINS	Fonctionnement	500
5263	DE BOUCHE A OREILLE	Fonctionnement	1 900
5361	L'OREILLE ELECTRIQUE	Fonctionnement	1 900
5472	VOY'ELLES CHŒUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	Fonctionnement	500
5537	MOM'ART FACTORY	Fonctionnement	900
5861	ACCORD PRODUCTION	Projet	2 000
6107	LES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE MAGUELONE	Fonctionnement	500
	Spectacle vivant Théâtre		
58	ATELIER THEATR'ELLES	Fonctionnement	5 800
231	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Fonctionnement	1 900
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Projet	5 000
473	LE BAO	Fonctionnement	1 900
532	ATHOME	Fonctionnement	1 900
1143	COMPAGNIE LES GRISETTES	Fonctionnement	2 800
1176	LA COMPAGNIE PROVISIOIRE	Fonctionnement	1 900
1315	THEATRE DE LA REMISE	Fonctionnement	3 800
1595	LE CRI DEVOT	Fonctionnement	900
1733	ATOUT CLOWNS	Fonctionnement	900
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Fonctionnement	2 800
1949	THEAVIDA	Projet	3 500

1968	IDEOKILOGRAMME	Fonctionnement	900
2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	Fonctionnement	1 800
2558	LES MURS D'AURELLE	Fonctionnement	5 000
3005	SONORITES	Fonctionnement	4 500
3073	LES FOURMIS ROUSSES	Fonctionnement	1 800
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Fonctionnement	2 000
3185	LA COMPAGNIE DU PAS'SAGE – RENCONTRES SCENE JEUNESSE	Fonctionnement	1 800
3270	CAUSE TOUJOURS	Fonctionnement	900
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	Fonctionnement	8 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	2 800
3617	COMPAGNIE POINT DU JOUR	Fonctionnement	3 500
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALHAZAR	Fonctionnement	15 000
4214	U STRUCTURE NOUVELLE	Fonctionnement	8 000
4325	L'OUTIL THEATRE	Fonctionnement	8 000
4364	EXIT COMPAGNIE	Fonctionnement	7 000
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Fonctionnement	37 500
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Projet	11 250
4799	CABO MUNDO – CAP MONDE	Fonctionnement	2 800
4819	L'ATALANTE	Fonctionnement	4 500
4932	COMPAGNIE DORE	Fonctionnement	900
4936	INTERSTICES	Fonctionnement	1 800
4937	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	Fonctionnement	9 000
4941	AMADEE	Fonctionnement	900
4951	BRUITQUICOURT	Fonctionnement	5 000
4962	GROGNON FRERE	Fonctionnement	3 800
4994	LA COMPAGNIE DU CAPITAINE	Projet	1 800
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Fonctionnement	4 500
5039	MACHINE THEATRE	Fonctionnement	9 000
5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	Fonctionnement	1 800
5049	N.U.(NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	Fonctionnement	900
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Fonctionnement	6 500
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Projet	1 400
5110	COMPAGNIE VERTIGO	Fonctionnement	5 000
5205	COMPAGNIE MOEBIUS	Fonctionnement	4 500
5239	RHIZOME	Fonctionnement	3 000
5388	COMPAGNIE INTIME CAMARADE	Fonctionnement	2 300
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	Fonctionnement	1 800
6112	LA CARTE BLANCHE	Fonctionnement	800
		TOTAL	525 850

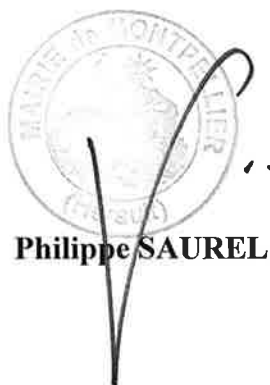
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 525 850 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Culture et Patrimoine

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talher production La Rampe T.I.O. Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Théâtre Talers Production La Rampe T.I.O. créée en 1990 développe et diffuse des spectacles vivants en langue occitane ou bilingue occitan-français. Elle assure également des actions de formation dans ce domaine. En 2013, la structure a donné 109 représentations dans les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Auvergne et Provence Alpes Côte d'Azur dont 17 représentations à Montpellier. Le budget prévisionnel 2015 de la structure s'élève à 560 000 €.

Outre ses fonds propres, il est équilibré par 385 000 € de demandes de subventions formulées auprès de différentes régions : Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées, Provence Alpes Côte d'Azur et Aquitaine ainsi qu'auprès du Conseil général de l'Hérault, de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Toulouse.

Pour soutenir la diffusion de la langue et de la culture occitanes, il est proposé d'attribuer à l'association Théâtre Talers Production La Rampe T.I.O. 19 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Théâtre Talers Production La Rampe T.I.O. : compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2015 :

Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2015		CR 2013	BP 2015
Achats	31 656	64 000	Produits d'exploitation	147 615	134 500

			Autres produits	14 775	8 000
			Cotisations	40	100
			Report ressources non utilisées	12 333	
Services extérieurs	65 032	65 100	Subventions	388 900	385 000
Autres Services extérieurs	21 281	31 600	Région Languedoc-Roussillon	200 000	190 000
Salaires et charges	364 883	352 000	Région Midi Pyrénées	63 000	70 000
Impôts et taxes	14 573	0	Région Aquitaine	6 000	10 000
Autres charges	73 961	5 000	Région Provence Alpes Côte d'Azur	10 000	10 000
Charges financières		300	Conseil Général de l'Hérault		30 000
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	13 353	42 000	Communauté d'Agglomération de Montpellier	50 000	60 000
			Ville de Toulouse	5 000	5 000
			Ville de Montpellier	30 000	61 500
Total	584 739	560 000	Total	563 670	560 000
Déficit	21 069 €				

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
227	Association Théâtre Thalers Production La Rampe T.I.O.	F	19 000 €
	Total		19 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant total de 19 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Convention entre la Ville de Montpellier et l'association Les Rencontres du Court pour l'organisation au cinéma Nestor Burma d'une carte blanche à Albane FIORETTI, prix du meilleur film de fiction des Rencontres du Court

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, au titre de sa politique culturelle, mène une action volontariste dans le secteur cinématographique et de l'audiovisuel. Outre l'accueil de tournages sur le territoire montpelliérain, la Ville de Montpellier a réouvert, en régie directe, la salle de cinéma Nestor Burma au sein du quartier Celleneuve en 2011. Ce cinéma, labellisé jeune public et art et essai, est un véritable espace culturel de proximité et propose de nombreuses actions de sensibilisation et d'éducation à l'image, en s'inscrivant dans des dispositifs tels que écoles, collèges et lycées au cinéma, mais également en tissant de nombreux partenariats avec les acteurs cinématographiques locaux.

A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son partenariat avec l'association « Les rencontres du Court » qui propose chaque année un festival de court métrage à Montpellier. Depuis 2008, cette rencontre, qui se déroule sur 3 jours, présente une soixantaine de courts-métrages du monde entier et sélectionne trois films pour le prix du meilleur film d'animation offert par le Conseil général de l'Hérault, le prix du public offert par Radio Nova et le prix du meilleur film de fiction offert par la Ville de Montpellier. Ce prix consiste en une projection et une carte blanche au réalisateur du court métrage primé au sein du Cinéma municipal Nestor Burma.

Pour l'édition 2014, le jury des Rencontres du Court a retenu au titre du meilleur film de fiction, le court métrage *Chaque jour est une petite vie* d'Albane FIORETTI. Son court-métrage sera ainsi projeté au cinéma Nestor Burma le 18 juin prochain, suivi d'une sélection de films proposée par la réalisatrice lauréate. Outre l'accompagnement financier par la voie de subvention, la Ville de Montpellier accompagne ces rencontres et remet ce prix afin d'accompagner la diffusion cinématographique d'œuvres d'une grande qualité, mais parfois peu accessibles au public.

La convention prévoit un tarif d'entrée préférentiel de 3,50 €, inscrit dans la grille des tarifs 2015 de la Ville. La séance en salle sera suivie d'une rencontre avec la réalisatrice.

Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de soutenir la diffusion artistique et l'action du tissu associatif culturel, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe ;
- D'approuver le tarif d'entrée préférentiel de 3,50 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montpellier. The text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' is visible around the perimeter. Overlaid on the stamp is a large, bold, handwritten signature in black ink. Below the stamp, the name 'Philippe SAUREL' is printed in a bold, sans-serif font.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Attribution de subventions à sept galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier aide au fonctionnement de galeries associatives d'art contemporain. Leur liberté de programmation et de production, leur pertinence et leur démarche d'expositions expérimentales est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Ces associations utilisent leurs lieux pour y montrer des artistes d'envergure et participent à la promotion et à l'accompagnement de créateurs résidant à Montpellier, en particulier de créateurs émergents. Elles développent pour la plupart des logiques de travail en réseau, entre elles et avec les institutions, mutualisent souvent leurs moyens et participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées.

Elles mettent également en place une médiation, des temps de rencontre et offrent aux Montpelliérains l'opportunité de découvrir une diversité de propositions artistiques utilisant le plus souvent des procédés nouveaux sans exclure la peinture, la sculpture, le design et le dessin, permettant d'aiguiser un sens critique.

Ces lieux exposent des œuvres parfois réalisées sur place ou spécialement pour le lieu. Du reste, beaucoup d'étudiants en art y font des stages pratiques.

Cinq de ces associations sont aidées également par l'État représenté par la DRAC LR et par le Conseil Régional, excepté le collectif En traits libres et la Galerie Annie Gabrielli qui sont des lieux plus récents. Il est à noter que sans les aides publiques, elles auraient depuis longtemps cessé leurs activités. Ces mêmes cinq associations sont membres actifs de l'association « Les Galeries de Montpellier » qui porte le projet du salon du dessin contemporain « Drawing Room » prévu en octobre 2015 à la Panacée.

Les sept galeries associatives d'art contemporain faisant chacune l'objet d'une convention de partenariat type sont les suivantes :

AL/MA

Installée depuis six ans dans le quartier de la gare, la galerie réalise environs cinq expositions par an avec une grande rigueur plastique. Pour chaque exposition d'un artiste reconnu est présenté également le travail d'un(e) jeune plasticien(ne) montpelliérain(e) dont les œuvres sont produites par la galerie. Très encline à travailler en partenariat avec d'autres acteurs culturels, l'association AL/MA partage ses locaux avec les éditions d'art *Méridianes*, ce qui permet des échanges et une vraie émulation entre artistes et auteurs. Elle produit également des expositions hors-les-murs dans la région.

Aperto

Située, depuis 2005, dans le quartier Chaptal, il s'agit d'un collectif d'artistes et d'un espace de recherche ainsi que de cours d'arts plastiques à destination d'un public adulte amateur. Ils produisent des expositions en partenariat avec l'école des Beaux-arts et l'école d'architecture dont ils sont une structure-relais. Ils font partie d'un réseau français de collectifs d'artistes. Ce lieu sert à la fois d'atelier, de salle d'exposition et de présentation d'événements – environ six par an dont certains hors-les-murs.

Boîte Noire – Unité de recherches contemporaines

C'est la plus ancienne galerie associative de Montpellier située en plein cœur de l'Écusson depuis 1988, entre La Panacée et le Musée Fabre. L'association propose quatre à cinq expositions monographiques par an sur le dessin, la photographie, la peinture et la vidéo et reçoit un public nombreux. Elle réalise un travail de médiation avec les écoles d'art et l'université Paul Valéry. Elle expose environ 50% d'artistes montpelliérains et émergents. Elle participe régulièrement à des salons européens.

Iconoscope

Lieu situé, depuis 2004, dans la rue du faubourg du Courreau, dans le local d'une ancienne agence de voyages, cette galerie est l'un des seuls lieux d'art dans le quartier Gambetta.

Trois à quatre expositions par an y sont programmées : originales et le plus souvent *in situ*, soit créées pour le lieu.

Association Vasistas

La galerie est située, depuis 1997, dans le quartier Boutonnet. La mission que s'est donnée l'association est d'initier à la présentation de leurs œuvres des étudiants en fin de cursus d'école d'art. Trois expositions, souvent collectives, y sont proposées dans l'année et réalisées à 50% par de jeunes artistes. Ils sont ainsi accompagnés dans la production de leurs expositions qui présentent en général des œuvres photographiques, des peintures et des vidéographies.

Galerie Annie Gabrielli

Située dans le quartier du Corum/Beaux-arts, elle est entièrement dédiée à la photographie d'art contemporaine. Suivant 18 artistes dont plusieurs montpelliérains, elle présente des projets de qualité. Il s'agit de la seule galerie dédiée à la photographie à Montpellier. Elle participe depuis sa création en 2011 à différentes activités associatives montpelliéraines autour de la photographie, telles que Les Boutographies « hors-les-murs » et le Marché photo.

En traits libres

L'atelier En traits Libres est situé rue du Terral (quartier Sainte-Anne) avec pignon sur rue. Il regroupe 11 artistes référents dans la ville qui travaillent la bande-dessinée, l'illustration, les films d'animation, le graphisme et l'auto-édition. A la fois lieu de monstration et atelier, les artistes invitent des structures extérieures (éditeurs, artistes) pour des événements ponctuels. Ils participent également à des salons en France ce qui permet de montrer la richesse d'une certaine création montpelliéraine indépendante.

Considérant que ce soutien à ces sept galeries participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière d'art contemporain et permet en outre au public montpelliérain d'aiguiser son regard critique dans ce domaine, il est proposé d'attribuer une subvention de 7 500 € à chacune des cinq premières galeries, de 2 000 € à En Traits Libres et 900 € à Galerie Annie Gabrielli, qui sont des projets récents, en développement, ainsi que de passer une convention de partenariat, jointe en pièce annexe. Le budget de chacune de ces sept galeries est également joint en pièce annexe.

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
2159	Boîte Noire / Unité de recherches contemporaines	F	7 500 €
2747	Iconoscope	F	7 500 €
5019	Vasistas	F	7 500 €
5036	Aperto	F	7 500 €
5059	Galerie AL/MA	F	7 500 €
6128	Galerie Annie Gabrielli	F	900 €
5665	En traits libres	F	2 000 €
	TOTAL		40 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 40 400 € ;
- D'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – La Panacée et l'ESJ PRO Montpellier dans le cadre de la manifestation Global Snapshot - Instantanés d'un paysage de l'information

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Panacée, lieu culturel de la Ville de Montpellier, dédié aux arts visuels, aux nouvelles formes d'écriture et au numérique souhaite associer des acteurs culturels et professionnels à la programmation artistique et culturelle qu'elle met en œuvre. En 2015, La Panacée propose une manifestation sur l'évolution du paysage de l'information face aux mutations technologiques, « Global Snapshot - Instantanés d'un paysage de l'information », qui se déroulera du 15 au 24 mai 2015 à La Panacée.

Installé à Montpellier depuis l'automne 2002 par l'ESJ Lille, ESJ PRO Montpellier forme chaque année près de 120 étudiants aux métiers du journalisme par la voie de l'alternance. ESJ PRO propose trois filières de formation spécialisées : télévision, radio et bimédia. ESJ PRO s'efforce d'ancrer son enseignement dans la dynamique de la révolution numérique, et s'associe volontiers à toutes les initiatives, débats, échanges, projets qui permettent de nourrir une réflexion sur les évolutions des médias.

La Ville de Montpellier et l'ESJ Pro souhaitent ainsi former un partenariat pour la manifestation « Global Snapshot - Instantanés d'un paysage de l'information », lors de laquelle les étudiants de l'ESJ PRO pourront participer à la réalisation d'une émission radio. Les étudiants travailleront sur ce projet du 18 au 22 mai 2015 in situ. L'émission radio sera diffusée de façon quotidienne du 19 au 22 mai 2015.

Ce partenariat sera aussi l'occasion d'organiser une table ronde à destination du public sur les nouvelles écritures médiatiques.

La convention proposée a pour objet de fixer les modalités du partenariat conclu entre l'ESJ PRO et La Panacée pour l'année 2015.

Cette convention ne comporte aucun échange financier entre les partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat avec l'ESJ PRO Montpellier pour la manifestation « Global snapshot – Instantanés d'un paysage de l'information » à La Panacée
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention de partenariat jointe en annexe de la présente délibération

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Elargissement du service commun de direction du cabinet au poste de chef de Cabinet

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leur direction de cabinet dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Ville a approuvé la création du service commun de direction de cabinet portant sur le seul poste de directeur de Cabinet par sa délibération n°2015/54 du 19 février 2015, suite à avis du CT du 13 février 2015

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le service commun de direction de cabinet est géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Il est proposé d'élargir le périmètre de mutualisation au poste de chef de cabinet, sans que cela ne modifie les dispositions définies dans la convention initiale. La nouvelle convention élargie au poste de Chef de Cabinet se substitue ainsi à la précédente, qui n'a pas encore produit d'effet, pour une mise en place à compter du 1er avril 2015.

Le Comité technique de la Ville a été saisi pour avis le 20 mars 2015.


Le Comité technique et l'assemblée délibérante de Montpellier Méditerranée Métropole ont également été saisis en ce sens.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction de Cabinet au poste de chef de Cabinet dans les conditions susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la convention initialement établie de création d'un service commun de direction de cabinet,
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les modifications suivantes au tableau des effectifs sont proposées.

Créations de postes:

Filière technique:

Cadre d'emplois d'adjoint technique territorial:

Adjoint technique de 2ème classe: 4 postes

Cadre d'emplois d'agent de maîtrise territorial:

Agent de maîtrise: 2 postes

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver les créations de postes susvisées au tableau de l'effectif,
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Ajustements apportés à la délibération relative au régime indemnitaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 88 modifié de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, la délibération du 16 décembre 2013 relative à la retranscription du régime indemnitaire des agents de la ville de Montpellier fixe par grade et par fonction le type de prime pouvant être attribuée et les coefficients afférents.

Afin de procéder aux ajustements marginaux liés à l'évolution des textes, de prendre en compte le nouveau grade de Puéricultrice hors classe (décret n° 2014-923), les fonctions de Pompiers forestiers et de Responsable des Pompiers Forestiers, la situation particulière des agents relevant du cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux, et de fixer les modalités d'application de l'indemnité de sujétion pour dimanches travaillés et des indemnités de sujétion des animateurs permanents des maisons pour tous, il est proposé les modifications suivantes.

I – Ajouts :

- **Indemnité de dimanche travaillé gardes squares :**

L'organisation du travail des gardes-squares évolue pour intégrer à leur cycle de travail le dimanche. En conséquence, la fonction de garde-square est ajoutée à celles ouvrant déjà droit à l'indemnité de dimanche travaillé (mise en œuvre pour les dimanches effectivement travaillés).

- **Indemnité de sujétion métier de Pompier Forestier et Responsable de Pompier Forestier**

Au regard des fonctions spécifiques des Pompiers forestiers et des Responsables d'équipe de Pompiers forestiers au Zoo de Lunaret, il est proposé la création d'une indemnité de sujétions de 91,05 € brut mensuel pour les fonctions de Pompiers forestiers et de Responsable des Pompiers Forestiers.
Cette indemnité sera versée dans la limite du maximum légal du régime indemnitaire lié aux grades des agents concernés.

- **Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux**

Ce cadre d'emplois étant représenté au sein des effectifs municipaux, il est nécessaire de l'ajouter à ceux déjà prévus par la délibération du 16 décembre 2013.

II - Modifications

- **Indemnité de sujétion des animateurs permanents des maisons pour tous**

La délibération du 16 décembre 2013 fixe une indemnité de sujétion de 80 € brut mensuel pour les Adjoints d'animation sur fonctions d'animateurs permanents des maisons pour tous.

Au regard de l'évolution des situations des animateurs permanents, il est proposé de rajouter le cadre des emplois des animateurs comme bénéficiaire de cette indemnité.

- **Indemnité de sujétion des animateurs permanents pour soirée**

La délibération du 16 décembre 2013 fixe une indemnité de sujétion de 50 € brut mensuel pour les animateurs permanents des maisons pour tous sur le grade d'Adjoints d'animation pour la réalisation de 3 soirées dans le mois.

Au regard de l'évolution du poste d'animateur permanent et de son ciblage au cadre d'emplois d'animateur territorial, il est proposé d'ajouter aux agents susceptibles de percevoir cette indemnité ceux relevant du cadre d'emplois d'animateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'apporter les modifications suivantes à la délibération du 16 décembre 2013 relative au régime indemnitaire des agents municipaux :

* Ajouter dans l'assise réglementaire du régime indemnitaire, pour la filière médico-sociale, les éléments suivants :

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux:

Infirmiers en soins généraux hors classe

Infirmiers en soins généraux de classe supérieure

Infirmiers en soins généraux de classe normale

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

* Modifier le tableau des majorations prévues pour les sujétions métiers :

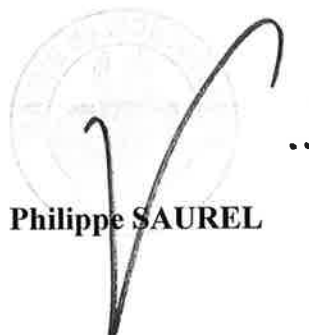
Sujétion/fonction	Grades concernés	Montant brut qui sera exprimé en coefficient d'IAT
Dimanche travaillé Gardien de gymnase Accueil et surveillance du service lieu d'art et d'histoire Soigneur et garde du parc zoologique CSU Toilettes publiques Agent des cimetières Projectionniste Nestor Burma Gardes-squares	Tous les grades de la catégorie C	<ul style="list-style-type: none"> - 50 € pour ≤ 4 heures par dimanche ou jour férié travaillé - 100 € pour > 4 heures par dimanche ou jour férié travaillé
Soigneurs	Tous les grades de catégorie C	50€
Animateur permanent en maison pour tous	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation et des animateurs	80€
Animateur permanent en maison pour tous ayant réalisé 3 soirées dans le mois	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation et des animateurs	50€
Chef de service dont le grade n'intègre pas la majoration fonction (hors cadres d'emploi de rédacteur, conseiller des APS, et grades d'ingénieurs et ingénieurs et ingénieurs principaux auxquels s'appliquent les dispositions « fonctions d'encadrement »)	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	70€
Chef de service adjoint dont le grade n'intègre pas la majoration fonction	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	30€
Encadrant des activités sportives de plein air	Tous les grades du cadre d'emplois d'opérateur des APS et d'adjoint d'animation	Ecart entre le RI détenu par l'agent et le RI attribué aux éducateurs des activités physiques et sportives exerçant les mêmes fonctions
Pompier Forestier Responsable des Pompiers Forestiers	Tous grades et cadres d'emploi dans la limite des butoirs des grades	91,05 €

Les autres modalités de la délibération du 16 décembre 2013, présentée en CTP du 13 décembre 2013, reste inchangées.

- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mise à disposition de deux agents de la Ville auprès de l'Association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, est une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Elle a pour but d'offrir un lieu de rencontre et d'échange pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance.

Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles ;
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants ;
- La formation, l'étude et le conseil.

Il s'agit d'une association laïque qui s'attache à promouvoir un esprit de démocratie, d'égalité et de pédagogie active.

Il est proposé de mettre à disposition, pour une période de trois ans renouvelable après délibération du Conseil Municipal, deux agents titulaires à temps complet de catégorie B relevant du cadre d'emplois des Animateurs Territoriaux.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement des rémunérations des deux agents par l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, à la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès du Relais, Maison des Enfants dans la Ville, de deux agents de catégorie B à temps plein ;
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire..

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Astreinte d'exploitation - Fourrière municipale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la réorganisation du service de la Police Municipale, il est proposé de mettre en œuvre une astreinte d'exploitation à la fourrière municipale afin de permettre aux contrevenants de récupérer leur véhicule en dehors des heures d'ouverture du service, le dimanche de 15h00 à 19h00 et les jours fériés de 9h00 à 19h00.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, vu l'avis du Comité technique du 20 mars 2015, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DRTP	Police Municipale	Agents de police municipale	Dimanche ou Jour férié	Interventions dans le cadre d'une demande de récupération de véhicule à la fourrière municipale par un contrevenant en dehors des heures d'ouvertures du service, les dimanche de 15h00 à 19h00 et les jours fériés de 9h00 à 19h00.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter la modification de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007,
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1) Attributions de subventions

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

➤ Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT :

• PARTENARIATS SPORT

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Projet	PARTENARIAT SPORTS	2 000 €
928	MUC FOOTBALL	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 000 €
967	MUC HANDBALL	Projet	HANDBALL POUR LES JEUNES FILLES DU QUARTIER SAINT MARTIN	2 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT STAGES "FOOT - VACANCES"	800 €
1225	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	Projet	VACANCES SPORT POUR TOUS	1 900 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	Projet	DECOUVERTE DU TAI CHI NATURE ET ABORDER LA	200 €

			RENTREE D'UN PIED SEREIN	
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	Projet	BABY SOUFFLE	1 000 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	1 500 €
1891	MONTPELLIER AGGLOMERATION GRS	Projet	PARTENARIAT SPORTS	3 000 €
2274	MONTPELLIER MONOCYCLE	Projet	STAGES SPORTIFS	1 800 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	200 €
2954	SCALATA-NATURE	Projet	ACTIVITES FAMILLES ESCALADES ET VIA FERRATA	2 800 €
3367	GENERATION MILLENAIRE	Projet	PARTENARIAT MTP SPORT	2 000 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Projet	PARTENARIAT SPORTS	2 500 €
3762	ICE ROLLER SCHOOL MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT SPORTS	200 €
3823	TAKEMUSU AIKI MONTPELLIER	Projet	ANIMATION LA TETE ET LES JAMBES	2 000 €
4265	ATTITUDE	Projet	ANIMATION SPORT BMX	2 500 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES SIJM 34	Projet	PARTENARIAT SPORT	1 900 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 500 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Projet	PARTENARIAT ASSOCIATIF	2 000 €
4555	ROLL' SCHOOL	Projet	DECOUVERTE DE LA TROTINETTE	1 000 €
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION DE L'HERAULT	Projet	CARTES D'OREINTATION MISE ET PLACE ET ENTRETIEN DES PPO	1 200 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	STAGE DE FOOT VACANCES	2 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Projet	PARTENARIAT PLACE AUX SPORTS	2 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	Projet	LA TETE ET LES JAMBES – ATHLETISME EDUCATION SANTE	2 500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Projet	STAGES INITIATION BASKET	500 €
5697	LINE SERVICE	Projet	SAMEDIS SPORTIFS	1 000 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	400 €
5776	JEU SUIS	Projet	STAGE CHASSE AU TRESOR	1 500 €
TOTAL				46 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	Projet	ACCÈS DES JEUNES A LA VIE DE LA CITE ET ACTION SOCIO SPORTIVES	1 400 €
2147	MONTPELLIER SECOURISME	Projet	SECOURISME POUR TOUS! FORMATION PCS1	900 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	Fonctionnement		1 000 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	Projet	VOTE OU LES AUTRES LE FERONT POUR TOI	300 €
TOTAL				3 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
3051	LEZ' ARTS M3	Projet	MAD (e)	700 €
5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	Projet	CULTURE HORS DES MURS	700 €
5835	COMPAGNIE KATRINESK	Projet	FESTIVAL KATRINESK	800 €
6123	LE NOUVEAU MONTPELLIER	Projet	LE FORUM LE NOUVEAU MONTPELLIER	700 €
TOTAL				2 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

➤ Dans le cadre de la thématique ECONOMIE :

- EMPLOI

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	PRIX DE LA LEGION D'HONNEUR 2015 AUX APPRENTIS DES METIERS MANUELS DE L'HERAULT	1 500 €
TOTAL				1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

➤ Dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE :

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
2785	ZEPETRA	Projet	TOUS EN CIRQUE	900 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	Projet	TOUS EN CIRQUE	900 €
4798	COMPAGNIE ET ECOLE DE CIRQUE KEROZEN ET GAZOLINE	Projet	TOUS EN CIRQUE	900 €
TOTAL				2 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE :

- LOGEMENT

Code	Structure	Type	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	Fonctionnement	7 300 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	Fonctionnement	2 100 €
1347	ECOHABITONS	Fonctionnement	600 €
3259	CONCORDA LOGIS	Fonctionnement	22 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
4904	HABITER ENFIN	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			34 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

➤ Dans le cadre des PEDT :

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
5657	L'ENJAMBEE	Projet	DANSES ET MOTS	3 000 €
TOTAL				3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

➤ Dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE :

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
6192	ASSOCIATION BLAISE PASCAL	Projet	CLASSES DECOUVERTES	2 000 €
6212	USEP FRANCOIS MITTERRAND	Projet	OFFRES CULTURELLES	960 €
TOTAL				2 960 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

➤ Dans le cadre de la thématique FINANCES :

• Attributions

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
5073	UNION SOCIALE POUR L'HABITAT	Projet	CONGRES DES HLM DU 22 AU 24 SEPTEMBRE 2015	45 000 €
TOTAL				45 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
	MOOVMENT EVENT	Projet	FESTIVAL FAMILY PIKNIK	21 000 €
TOTAL				21 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
4953	L'ARC EN CIEL DES FAUBOURGS	Projet	FESTIVAL DES FANFARES DE MONTPELLIER	8 000 €
TOTAL				8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

• Modification d'imputation

Les crédits de la subvention de 10 500 € accordée à l'association ADAGES lors de la séance du 19 février 2015 seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925.

➤ Mise à disposition d'équipement :

L'association RADIO AVIVA 88 FM a été agréée comme auxiliaire d'éducation par le rectorat et organise régulièrement des actions pédagogiques sur les discriminations dans les lycées. Ses journalistes vont organiser des ateliers radio dans les lycées sur le thème. Ainsi l'association souhaiterait utiliser les panneaux de l'exposition « La laïcité en France » pour illustrer les débats. La Ville de Montpellier est propriétaire de ces panneaux. Considérant que le projet de la structure RADIO AVIVA 88 FM contribue au développement de la politique de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien en mettant à disposition cette installation d'une valeur de 885 €.

2) Annulation de subventions

La Ville de Montpellier a attribué à l'association SOS NATURE une subvention 1 000 € en fonctionnement lors de la séance du Conseil Municipal du 19 février 2015. La structure bénéficiaire a notifié à la Ville son intention de ne pas appeler la subvention octroyée. Il est donc proposé au Conseil Municipal l'annulation de cette attribution de subvention.

3) Report de subventions

Dans le cadre de l'exécution du budget 2014, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution de la subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ce montant de subvention à la structure bénéficiaire et de proroger pour un an la convention.

Code	Structure	Type	Titre du Projet	Montant
5243	LES COQUELICOTS	Projet PEDT	ANIMATION ET DÉTENTE MUSICALE	4 550 €
TOTAL				4 550 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 172 060 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'adopter le report de l'affectation de la subvention indiqué ci-dessus pour un montant total de 4 550 € ;
- D'approuver la convention, annexée à la présente délibération, de mise à disposition de l'exposition « La laïcité en France » pour l'association Radio Aviva ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier propose une mise à disposition de nouveaux locaux à compter du 1^{er} avril 2015 jusqu'au 31 décembre 2018, pour 18 associations d'anciens combattants.

Dans le même temps, un renouvellement est proposée à compter du 1^{er} avril 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 à 3 associations dont les conventions de location sont anciennes et nécessitent une réactualisation.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Renouvellement pour 18 associations d'anciens combattants				
Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie, Maroc, Tunisie	Maison des mémoires	4 797,00 €	35,00 €	4 762,00 €
Union Nationale des Combattants - Section de Montpellier (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	754,00 €	35,00 €	719,00 €

Amicale des Anciens Marins de Montpellier (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	754,00 €	35,00 €	719,00 €
Anciens Combattants Prisonniers de Guerre/ Combattants Algérie Tunisie Maroc	Maison des mémoires	3 237,00 €	35,00 €	3 202,00 €
Amicale de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	483,00 €	35,00 €	448,00 €
Association Républicaine des Anciens Combattants (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	483,00 €	35,00 €	448,00 €
Association des Déportés et Internés Résistants et Patriotes de l'Hérault (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	483,00 €	35,00 €	448,00 €
Association des fils de tués (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	483,00 €	35,00 €	448,00 €
Union Départementale des Association de Combattants (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	483,00 €	35,00 €	448,00 €
Union Locale des Anciens Combattants	Maison des mémoires	377,00 €	35,00 €	342,00 €
Pupilles de la Nation et des Orphelins de Guerre ou du Devoir (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	377,00 €	35,00 €	342,00 €
Anciens Combattants et Vicitimes de Guerres des PTT (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	377,00 €	35,00 €	342,00 €
Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	377,00 €	35,00 €	342,00 €
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (locaux mutualisés)	Maison des mémoires	377,00 €	35,00 €	342,00 €
Comité Louis Marès des amis de la Résistance Montpellier Agglomération	Maison des mémoires	377,00 €	35,00 €	342,00 €
Union Nationale des Combattants - Section de l'Hérault	Maison des mémoires	4 538,00 €	35,00 €	4 503,00 €
Rhin et Danube	Maison des mémoires	1 911,00 €	35,00 €	1 876,00 €
Union Française des Anciens Combattants	Maison des mémoires	2 639,00 €	35,00 €	2 604,00 €
Renouvellement pour 3 associations dont les conventions nécessitent une réactualisation				
Le Refuge	Hôtel de Gérone, 3 rue Germain	601,48 €	255,53 €	345,95 €

Solidarité CSF DOM TOM Hérault	Résidence Aigoual Dourbie 236 avenue de Louisville	22 660,96 €	17 075,71 €	5 585,25 €
I. PEICC	Résidence Uranus 136 rue du Bari	6 553,60 €	3 287,73 €	3 265,87 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver les conventions passées avec les associations listées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clarc HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Ligne aérienne de contact - parcelle impactée BV 196 - Bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à son mandataire, la société Transport de l'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Il s'avère nécessaire à la réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway de créer une servitude d'appui – accrochage en vue de permettre l'alimentation en électricité du tramway sur l'immeuble sis 300 rue Auguste Broussonet, parcelle cadastrée BV 196.

La présente constitution de servitude est accordée à titre gratuit, compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par conséquent, Montpellier Méditerranée Métropole propose à la Ville une convention de servitude d'appui – accrochage sur cette parcelle.

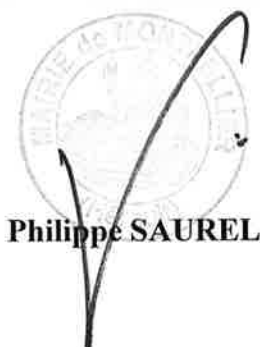
Cette convention sera enregistrée par les soins du bénéficiaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude d'appui – accrochage avec Montpellier Méditerranée Métropole, pour la ligne aérienne de contact, sur la façade du bâtiment cadastrée BV 196,
- De dire que cette constitution de servitude est accordée à titre gratuit,
- De dire que ladite convention sera enregistrée par les soins du bénéficiaire,
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Ligne aérienne de contact - parcelle impactée BZ 307 - Bouclage de la 4ème ligne de tramway

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la 4ème ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à son mandataire, la société Transport de l'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Il s'avère nécessaire à la réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway de créer une servitude d'appui – accrochage en vue de permettre l'alimentation en électricité du tramway sur l'immeuble situé 7 boulevard Pasteur, parcelle cadastrée BZ 307.

La présente constitution de servitude est accordée à titre gratuit, compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par conséquent, Montpellier Méditerranée Métropole propose à la Ville une convention de servitude d'appui – accrochage sur cette parcelle.

Cette convention sera enregistrée par les soins du bénéficiaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude d'appui – accrochage avec Montpellier Méditerranée Métropole, pour la ligne aérienne de contact, sur la façade du bâtiment cadastré BZ 307. Cette constitution de servitude est accordée à titre gratuit.
- De dire que ladite convention sera enregistrée par les soins du bénéficiaire.
- D'autoriser Le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Convention d'occupation précaire et révocable Copropropriété "Les Jardins d'Anne"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans la copropriété "Les Jardins d'Anne" située rue Montels Eglise, la Ville de Montpellier est propriétaire de deux parcelles à usage de jardins familiaux.

Il s'agit des lots n°24 (non loué car présence de gros enrochements) et 29. La convention d'occupation précaire du lot n°29 est arrivée à échéance le 31 octobre 2014. Ce lot est occupé par Madame Eve Lise BROS depuis 1997 qui souhaite en renouveler la convention d'occupation.

Il est donc proposé d'établir une nouvelle convention précaire et révocable d'une durée de 3 ans à compter du 1^{er} Avril 2015. Le montant annuel du loyer est calculé au prorata de la surface occupée et sur la base de 1 euro par an et par m², selon les prix pratiqués par la Direction Paysage et Biodiversité pour les jardins familiaux de Malbosc et Grans Grés dont elle a la gestion.

Cependant, au regard de la nature précaire et révocable de cette convention il est proposé un montant de loyer minoré qu'il convient d'approuver dans le tableau attributif ci-dessous :

Nom de l'occupant	Numéro du lot et superficie	Valeur locative	Loyer annuel minoré
Madame BROS Eve lise	Lot n°29 – 221 m ²	221 €	176, 80 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention d'occupation précaire et révocable passée avec Madame BROS ;

- D'approuver; le loyer minoré proposé à Madame BROS,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

The image shows an official circular stamp of the 'MAIRIE DE MONTPELLIER' (Municipality of Montpellier). The stamp features a central emblem and the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' around the perimeter. Overlaid on the stamp is a large, bold, handwritten signature in black ink. Below the stamp, the name 'Philippe SAUREL' is printed in a bold, sans-serif font.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Achat de vêtements et équipements pour la Police Municipale, ASVP et Garde-Squares - Appel d'Offres -

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier et les communes de Baillargues, Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades-Le-Lez, Saint-Brès et Villeneuve-Lès-Maguelone.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de vêtements et équipements pour la Police Municipale, ASVP et Garde-Squares, la Ville de Montpellier doit lancer un appel d'offres en vue de conclure, pour différentes lots correspondant aux types d'équipements, des marchés à bons de commande d'une durée d'un an, reconductibles trois fois.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 8 du Code des marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes, entre la Commune de Montpellier, et les communes de Baillargues, Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades-Le-Lez, Saint-Brès et Villeneuve-Lès-Maguelone conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Commune de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics. Cet appel d'offres se compose de six lots :

LOT 1 : Vêtements de Police

Pour la commune de **Montpellier**, le montant estimé sera de **115 000 €** ht/an.

LOT 2 : Vêtements ASVP et Garde-Squares

Pour la commune de **Montpellier**, le montant estimé sera de **50 000 €** ht/an.

LOT 3 : Chaussures

Pour la commune de **Montpellier**, le montant estimé sera de **26 000 €** ht/an.

LOT 4 : Petit équipement

Pour la commune de **Montpellier**, le montant estimé sera de **40 000 €** ht/an.

LOT 5: Armement

Pour la commune de **Montpellier**, le montant estimé sera de **35 000 €** ht/an.

LOT 6: Gilets Pare-balles

Pour la commune de **Montpellier**, le montant estimé sera de **45 000 €** ht/an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, et les Communes de Baillargues, Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades-Le-Lez, Saint-Brès et Villeneuve-Lès-Maguelone, convention aux termes de laquelle les communes désigne la Ville de Montpellier comme coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer cet appel d'offres,
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Contrat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société éditrice du Monde pour la co-organisation de la première édition des rencontres du Monde à Montpellier les 25 et 26 juin 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent la co-organisation d'un forum citoyen "Les Rencontres de Montpellier" sur le thème *L'Etat pour quoi faire ?* avec la Société éditrice du quotidien Le Monde.

L'événement aura lieu les 25 et 26 juin à l'Espace Rabelais à Montpellier et rassemblera jusqu'à 3 000 personnes lors de 7 conférences et tables-rondes, gratuites sur inscription.

Un contrat de co-organisation, joint à la présente délibération, a été élaboré à cet effet, il définit les engagements réciproques des parties dans le cadre de la co-organisation de l'événement défini en préambule.

Les principaux engagements du Monde sont :

- Etablir le programme de l'événement,
- Définir la ligne éditoriale,
- Choisir et lister les intervenants des conférences et tables rondes,
- Organiser la communication de l'événement, au plan national : Le Monde publiera à l'occasion de l'événement un dossier de 4 pages
- Assurer la promotion de l'événement par l'insertion de 6 quarts de page en quadrichromie.
- Prendre en charge les frais de transport de ses équipes et des intervenants aux débats.

Les principaux engagements de la Ville de Montpellier sont les suivants :

La Ville de Montpellier se chargera, en lien avec Montpellier Méditerranée Métropole, d'assurer l'ensemble de l'organisation matérielle de l'événement (mobilisation de la salle, sécurité technique, traduction en simultanée, signalétique orientation, mobilisation de supports de promotion).

- La Ville mobilisera les 25 et 26 juin le Centre Rabelais, d'une capacité de 396 places assises et 9 places PMR, pourvu des équipements nécessaires, et à prendre en charge l'inscription du public aux séances programmées dans le cadre des Rencontres du Monde à Montpellier. L'accès aux séances sera gratuit.
- La Ville s'engage à assurer un protocole d'accueil et de restauration.
- La Ville prendra en charge le transport local et l'hébergement des équipes du Monde.
- La Ville assurera la captation et la diffusion en ligne des débats programmés, soit 7 séances, et utilisera ses emplacements publicitaires locaux pour promouvoir l'événement.

Au titre de la participation aux frais techniques, la Ville de Montpellier s'engage à verser au Monde la somme de 20 000 € HT. Il est prévu une participation d'un montant équivalent de la part de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de la co-organisation de la 1^{ère} édition des rencontres du Monde à Montpellier les 25 et 26 juin 2015 en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et la société éditrice du Monde ;
- d'approuver à cet effet le contrat tel que joint en annexe à la présente et précisant les engagements réciproques des partenaires;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ce contrat et tout document relatif à cette affaire ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses listées ci-dessus sur le budget 2015 de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités sont assurés par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Jérusalem (Israël) du 13 au 17 avril 2015

Le Réseau « Villes et Villages des Justes parmi les Nations », a pour ambition de réunir des communes ayant nommé un lieu de mémoire pour perpétuer le souvenir et les valeurs portées par les « Justes parmi les Nations ». Ces femmes et ces hommes qui, avec courage et au péril de leur vie, ont, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, sauvé des Juifs. A ce jour, 210 communes françaises ont créé un lieu de mémoire en l'honneur des Justes de France dont la Ville de Montpellier.

A l'occasion des cérémonies de commémoration de la Shoah, le comité français pour Yad Vashem (Association pour la mémoire et l'enseignement de la Shoah et pour la nomination des « Justes parmi les Nations ») organise un voyage à Jérusalem, du 13 au 17 avril 2015.

La Ville de Montpellier a un lien étroit avec ce pays puisqu'elle est jumelée depuis 1983 avec la ville de Tibériade, située à 150 kilomètres de Jérusalem.

Au vu du fort positionnement euro-méditerranéen souhaité par la Ville ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole, M. Robert COTTE, conseiller municipal délégué aux jumelages représentera la Ville de Montpellier lors de cette mission. Ce déplacement permettra d'établir des liens et d'échanger avec des villes d'Israël importantes tant sur le plan économique que culturel et universitaire.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- D'accorder à, M. Robert COTTE, conseiller municipal délégué aux jumelages, un mandat spécial pour le déplacement à Jérusalem du 13 au 17 avril 2015;
- D'autoriser, M. Robert COTTE à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement estimées à maximum 2 200 euros, sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920)

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

The image shows the official circular seal of the Mayor of Montpellier, featuring a central emblem and the text 'MAIRIE de MONTPELLIER'. Overlaid on the seal is a large, bold, handwritten signature in black ink. Below the seal, the name 'Philippe SAUREL' is printed in a bold, sans-serif font.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon, voient leurs conventions arrivées à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes, à compter du 1^{er} avril 2015 jusqu'au 31 décembre 2015, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs seront revues.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Casa Amadis	117 rue des Etats Généraux	9 191 €	35 €	9 156 €
Colonia Espagnola	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €

Iberia Cultura	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €
Casa de España	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €
Amigos de Europa Centro Valenciano del exterior Gransur	117 rue des Etats Généraux	1 931 €	35 €	1 896 €
Amitiés Franco- colombiennes de Montpellier	117 rue des Etats Généraux	2 074 €	35 €	2 039 €
Montpellier Cuba Solidarité	117 rue des Etats Généraux	2 074 €	35 €	2 039 €
Senzala	117 rue des Etats Généraux	2 383 €	35 €	2 348 €
Théavida	117 rue des Etats Généraux	1 911 €	35 €	1 876 €
Hispanothèque	117 rue des Etats Généraux	3 679 €	35 €	3644 €
Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale	27 boulevard Louis Blanc	7 370 €	35 €	7 335 €
Centre de Documentation Tiers Mondes	27 boulevard Louis Blanc	7 590 €	35 €	7 555 €
Enfance et Partage	27 boulevard Louis Blanc	3 618 €	35 €	3 583 €
Association générale des intervenants retraités (AGIR abcd)	27 boulevard Louis Blanc	3 672 €	35 €	3 637 €
Amitiés Russes	27 boulevard Louis Blanc	3 410 €	35 €	3 375 €
Eurasia	27 boulevard Louis Blanc	2 995€	35 €	2 960 €
Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP)	27 boulevard Louis Blanc	3 112 €	35 €	3 077 €
Amnesty international	27 boulevard Louis Blanc	2 405 €	35 €	2370 €
Ligue des Droits de l'Homme	27 boulevard Louis Blanc	2440 €	35 €	2 405 €

Libres penseurs	27 boulevard Louis Blanc	1 155€	35 €	1 120 €
Euro Grèce France	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €
I Dilettanti	27 boulevard Louis Blanc	1 870 €	35 €	1 835 €

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les conventions de mise à disposition en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées à l'ensemble de ces associations et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise Knapnougél, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Désignation du "Correspondant Défense" de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par circulaire ministérielle du 26 octobre 2001 a été mis en place un réseau de « Correspondants Défense » dans chaque commune. Ce réseau est animé par les services préfectoraux.

Le « Correspondant Défense » a vocation, au nom du Conseil municipal, à développer le lien Armée- Nation. Il est à ce titre l'interlocuteur privilégié des autorités militaires et civiles du département et de la région en matière de défense.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, Madame SANTARELLI a été désignée Correspondant Défense de la Ville de Montpellier.

Mme SANTARELLI ne souhaitant plus siéger dans cette instance, il convient d'y désigner un nouveau représentant de la Ville.

A été élue :

- Lorraine ACQUIER

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CDJSVA)

Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2006-665 du 7 juin 2006, le Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative concourt à la mise en oeuvre, dans le département, des politiques publiques relatives à la jeunesse, à l'éducation populaire, aux loisirs et vacances des mineurs ainsi qu'aux sports et à la vie associative.

Le Conseil est notamment compétent pour donner un avis sur les demandes d'agrément départemental présentées par les associations, fédérations ou unions d'associations dans les conditions prévues par le décret n° 2002-571 du 22 avril 2002.

Il émet les avis prévus aux articles L. 227-10 et L. 227-11 du code de l'action sociale et des familles et à l'article L. 212-13 du code du sport.

Le Conseil émet un avis et fait des propositions sur toutes les autres questions qui lui sont soumises par son président. Il peut en outre réaliser des études et faire des propositions sur tout sujet d'ordre économique, social ou culturel intéressant directement les jeunes.

Il participe à l'accompagnement, au suivi, à la coordination et à l'évaluation des politiques territoriales menées dans son champ de compétence.

En vertu de l'article 29 du décret du 7 juin 2006 susmentionné, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein de cette instance par un membre du Conseil Municipal.

A été élu :

- Fabien ABERT

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 30 mars 2015**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de
 la décision** **Synthèse de la décision**

2015/0068	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de produits d'épicerie " à la S.A.R.L SOPRODIS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution de un an à compter de la date de notification.
2015/0079	Décision Attribution du marché de travaux sur ouvrages historiques : maçonnerie / pierre de taille à l'entreprise SELE pour un montant maximum de 87000 € HT.
2015/0082	Renouvellement de la ligne de trésorerie auprès de BNP PARIBAS pour un montant de 7,5 millions d'euros.
2015/0083	La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue de l'impression grand format de ses affiches de communication institutionnelle et événementielle. Il a été attribué à la société Afficolor pour un montant compris entre 10 000 € HT et 88 000 € HT annuel.
2015/0084	Après consultation, la Ville de Montpellier, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, décide d'attribuer les lots du marché de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des feux de signalisation aux entreprises suivantes : - société SREP pour le lot 1 : supports de feux tricolores (montant compris entre 5000 et 60 000 € HT) ; - société CAPSYS, pour le lot 2 : détecteurs bi-canaux (montant compris entre 1000 € et 30 000 € HT), pour le lot 9 : détecteurs spécifiques TRAM-BUS (montant compris entre 1000 € et 30 000 € HT), et pour le lot 10 : rack multi détecteurs (montant compris entre 500 € et 50 000 € HT) ; - société AXIMUM, pour le lot 4 : matériel de visualisation tricolore type Aximum (montant compris entre 15 000 € et 200 000 € HT) et pour le lot 5 : contrôleurs de feux type 9600 (montant compris entre 10 000 € et 150 000 € HT) ; - société LACROIX TRAFIC, pour le lot 6 : matériel de visualisation tricolore type Lacroix Trafic (montant compris entre 15 000 € et 200 000 € HT) et pour le lot 7 : contrôleurs de feux type Traffy II ou Traffy III (montant compris entre 10 000 € et 150 000 € HT) . - société EO-GUIDAGE pour le lot 8 : matériel sonore pour figurines piétons existantes (montant compris entre 2000 € et 50 000 € HT).
2015/0085	La Ville décide de signer avec Montpellier Méditerranée Métropole, une convention de partage des coûts d'électricité, en raison de l'absence de réseau distinct entre le Centre Nautique Neptune transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains de tennis adjacents (propriété de la de la Ville), pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2015.

2015/0087	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'approvisionnement en fioul domestique et gazole non routier", aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFF SA et RAMOND et CIE pour un montant total maximum de commandes (tous fournisseurs confondus) de 10 000.00 € HT, pour un volume d'approvisionnement estimatif global de 15 m3. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de 6 mois à partir de sa date de notification.
2015/0088	Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers dans le cadre des manifestations organisées par la Direction de l'Espace Public et plus généralement dans le cadre de l'ensemble des activités de cette dernière. Marché attribué à la société TRANSMANUEM pour un montant maximum de 85 000 € HT.
2015/0089	La Ville décide de signer une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de locaux à la base de canoë kayak de La Valette, à titre gratuit, mais avec un partage des coûts dûment justifiés, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2015.
2015/0090	La Ville décide de signer avec Montpellier Méditerranée Métropole, une convention de partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau en raison de l'absence de réseaux séparés entre le Stade de la Mosson (propriété de Montpellier Méditerranée Métropole) et les terrains annexes de la Mosson (propriété de la Ville), pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2015.
2015/0092	Attribution Marché Public - Fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant – aux sociétés suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • MPB pour le lot 1, pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT ; • REXEL pour le lot 2, pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT ; • REXEL pour le lot 3, pour un montant maximum annuel de 60 000 € HT ; • ATELIER DU METAL pour le lot 4, pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT ; • VALMONT pour le lot 5, pour un montant maximum annuel de 120 000 € HT ; • PORTAL ECLAIRAGE pour le lot 7, pour un montant maximum annuel de 100 000 € HT ; • COMATELEC pour le lot 8, pour un montant maximum annuel de 100 000 € HT ; • CONNECTION PROTECTION pour le lot 9, pour un montant maximum annuel de 20 000 € HT ; • REXEL pour le lot 11, pour un montant maximum annuel de 200 000 € HT ; • RAGNI pour le lot 12, pour un montant maximum annuel de 25 000 € HT ; • ROHL pour le lot 13, pour un montant maximum annuel de 60 000 € HT ; • SOGEXI pour le lot 14, pour un montant maximum annuel de 25 000 € HT.
2015/0093	la Ville de Montpellier, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, décide d'attribuer le marché relatif aux fournitures et équipements pour la maintenance du parc existant des fermetures automatiques à la société CITINNOV pour le lot 1 - pièces détachées pour bornes électriques type Citinnov ou équivalentes (montant compris entre 25 000 € et 200 000 € HT), et à la société AXIMUM pour le lot 2 - pièces détachées pour la maintenance des barrières Aximum ou équivalentes (montant compris entre 5 000 € et 50 000 € HT).
2015/0094	Attribution d'un marché public passé selon une procédure adaptée : actualisation d'une étude en vue de la révision des tarifs applicables à la restauration scolaire et aux accueils périscolaires – au cabinet Citéxia pour un montant compris entre 3 000 € et 22 000 € HT pour une durée de 7 mois.
2015/0095	Annule et remplace décision n°2014/0024 (suite à erreur matérielle). Nécessité d'acquérir un logiciel pour assurer la gestion de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE). Durée du marché 54 mois ferme comprenant la mise en place de la solution, la garantie et la maintenance. Prix global et forfaitaire des prestations : 39 360 € HT.
2015/0096	La Ville de Montpellier souhaite renouveler la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des stagiaires en formation BPJEPS APT et Randonnées pendant les séances organisées par les éducateurs de la Ville de Montpellier, hors vacances scolaires.
2015/0097	Marché public: contrat de cession du droit d'exploitation de trois spectacles dans le cadre de la ZAT 9 avec l'association SECTOR /Compagnie MIMH pour un montant global de 29 000 €.

2015/0098	Pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avance de la Panacée, il est nécessaire d'en élargir les dépenses.
2015/0099	Marché public: contrat de cession de droits photographiques dans le cadre de la ZAT 9 avec la SAS LIBRE CHAMP pour un montant de 24 446,70 € HT.
2015/0102	Marché public: mise en oeuvre technique d'une manifestation culturelle dans l'espace public - ZAT 9: régie technique et accompagnement à la production attribué à Illusion et Macadam pour un montant maximum de 180 000 € HT pour six mois à compter de la notification.
2015/0104	Marché public: service d'agence de voyages pour la fourniture de titres de transport, pour un montant maximum de 85 000 € HT et pour une durée de douze mois à compter de la notification.
2015/0105	Direction Paysage et Biodiversité - Renouvellement d'adhésion à des organismes nationaux pour le paiement des cotisations de l'année 2015.
2015/0106	Avenant au marché de location et mise en place d'équipements de distribution électrique pour les manifestations, conclu avec l'entreprise CQFD, titulaire du marché, pour une durée de 10 semaines, sans incidence sur le montant initial du marché.
2015/0107	Direction de la Culture et du Patrimoine Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2015.

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de produits d'épicerie
(5B0006)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits d'épicerie (5B0006) pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées, a été lancée le 16 janvier 2015, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bons de commande (5B0006), pour une durée de un an à compter de sa date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * Le prix des prestations pour 80%
 - * La valeur technique pour 20%
- Qu'après analyse, la S.A.R.L. SOPRODIS, 371 avenue de Marché Gare – bte 3 – 34 700 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de produits d'épicerie (5B0006) » précité avec la S.A.R.L. SOPRODIS pour un montant maximum de commandes de 85 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 25/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/2/2015
Notifiée le :

**Décision Attribution du marché
Travaux sur ouvrages historiques : maçonnerie / pierre
de taille
Marché 5B0004**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0093/T/R donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de maçonnerie / pierre de taille sur ouvrages historiques ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique 60%
 - prix des prestations 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise SELE (65 Rue Octave Camplan, 30000 NÎMES) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Travaux sur ouvrages historiques : maçonnerie / pierre de taille » à l'entreprise SELE pour un montant maximum de 87 000 HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500 ; Chapitres 903, 908 et 917.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 16/3/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 17/3/2015
Notifiée le :

**Mise en place d'une ligne de trésorerie
de 7,5 millions d'euros auprès de la BNP PARIBAS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation à M. Max LEVITA ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, c'est la proposition de la BNP PARIBAS qui répond le mieux à notre demande pour 50 % du besoin exprimé, aux conditions suivantes :

Montant :	7.500.000 euros (sept millions cinq cent mille euros)
Durée :	12 mois
Date d'effet du contrat :	à la date de signature par la Ville
Taux applicable :	EURIBOR 3 mois +0,80% (au 08/02/15 : 0,053%+0.80%=0,853%)
Base de calcul :	Exact / 360
Commission d'engagement :	Néant
Commission de non utilisation :	0,15 % du montant soit au maximum 11 250 euros
Taux effectif Global :	0,879 % dans l'hypothèse d'un EURIBOR 3 mois égal à 0,079 % (au 29/12/14) et d'une utilisation intégrale pour la durée totale.

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie auprès de BNP PARIBAS aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 10/3/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11/3/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché pour l'impression d'affiches
grand format de communication institutionnelle et
événementielle
Marché 4D0042-125.0**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté 2015/0038/T/R du 20/01/ 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'impression grand format des affiches de communication institutionnelle et événementielle de la ville de Montpellier,
- Qu'un marché en procédure ouverte a été lancé en application des articles 33 3° al ; 57 à 59 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché (N°4D0042-125.0), en date du 27 octobre 2014. Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 2 fois, avec un montant minimum annuel de 10. 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 88 000 euros H.T.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres sont les suivants :
 1. la valeur technique. Pondération : 40%.
 2. le délai de livraison. Pondération : 30%.
 3. le prix des prestations. Pondération : 30%
- Que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 février 2015, a retenu l'offre de la société Afficolor, 11 ème rue et 4^{ème} avenue BP 537 ; 06516 Carros , cette société ayant présenté une offre jugée économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères ci-dessus énoncés.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « impression grand format des affiches de communication institutionnelle et événementielle » précité à la société Afficolor pour un montant un montant minimum annuel de 10. 000 euros H.T.et et un montant maximum annuel de 88 000 euros H.T. ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920,922,923,924,925,928 et 929.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer le marché précité avec la société retenue par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 10/3/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 11/3/2015
Notifiée le :

Marché Public n° 4D0062
**Fournitures et équipements pour la maintenance du
parc existant des feux de signalisation sur la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0034/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la Commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il y a lieu d'acquérir auprès de prestataires extérieurs les fournitures et équipements nécessaires à la maintenance du parc existant des feux de signalisation sur la Ville de Montpellier ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé le 27 novembre 2014, conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande se décomposant en 10 lots :
- lot 1 : supports de feux tricolores ;
- lot 2 : détecteurs bi-canaux ;
- lot 3 : coffret classe II ;
- lot 4 : matériel de visualisation tricolore type Aximum ou équivalent ;
- lot 5 : contrôleurs de feux type 9600 ;
- lot 6 : matériel de visualisation tricolore type Lacroix Trafic ou équivalent ;
- lot 7 : contrôleurs de feux type Traffy II ou Traffy III ;

- lot 8 : matériel sonore pour figurines piétons existantes ;
- lot 9 : détecteurs spécifiques TRAM-BUS ;
- lot 10 : rack multi détecteurs.

Ce marché est conclu pour une période initiale allant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2015, reconductible trois fois par périodes successives de un an ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - . valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (30%) ;
 - . prix des prestations (70%) ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 17 février 2015, a attribué les lots précités du marché aux entreprises suivantes, présentant une offre économiquement avantageuse :
 - Société SREP – 81 rue de Bonnance 59242 TEMPLEUVE – pour le lot 1 ;
 - Société CAPSYS – 190 chemin des Fontaines 38190 BERNIN – pour le lot 2, le lot 9 et le lot 10 ;
 - Société AXIMUM – 41 boulevard de la République 78400 CHATOU – pour le lot 4 et le lot 5 ;
 - Société LACROIX TRAFIC – Z.I 1^{ère} avenue - 11^{ème} rue - BP 525 - 06516 CARROS – pour le lot 6 et le lot 7 ;
 - Société EO GUIDAGE – 6 rue des Aulnes – 69410 CHAMPAGNE-AU-MONT D'OR, pour le lot 8.

Le lot 3 a été déclaré sans suite.

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer les différents lots du marché n° 4D0062 aux entreprises ci-après :
- Société SREP : - lot 1 : supports de feux tricolores, pour un montant compris entre un seuil minimum de 5 000 € HT et un seuil maximum de 60 000 € HT ;
- Société CAPSYS : - lot 2 : détecteurs bi-canaux, pour un montant compris entre un seuil minimum de 1 000 € HT et un seuil maximum de 30 000 € HT ;
 - lot 9 : détecteurs spécifiques TRAM-BUS, pour un montant compris entre un seuil minimum de 1 000 € HT et un seuil maximum de 30 000 € HT ;
 - lot 10 : rack multi détecteurs, pour un montant compris entre un seuil minimum de 500 € HT et un seuil maximum de 50 000 € HT ;
- Société AXIMUM : - lot 4 : matériel de visualisation tricolore type Aximum ou équivalent, pour un montant compris entre un seuil minimum de 15 000 € HT et un seuil maximum de 200 000 € HT ;
 - lot 5 : contrôleurs de feux type 9600, pour un montant compris entre un seuil minimum de 10 000 € HT et un seuil maximum de 150 000 € HT ;
- Société LACROIX TRAFIC : - lot 6 : matériel de visualisation tricolore type Lacroix Trafic ou équivalent, pour un montant compris entre un seuil minimum de 15 000 € HT et un seuil maximum de 200 000 € HT ;
 - lot 7 : contrôleurs de feux type Traffy II ou Traffy III, pour un montant compris entre un seuil minimum de 10 000 € HT et un seuil maximum de 150 000 € HT ;
- Société EO GUIDAGE : - lot 8 : matériel sonores pour figurines piétons existantes, pour un montant compris entre un seuil minimum de 2 000 € HT et un seuil maximum de 50 000 € HT ;
- D'autoriser l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2015 de la Ville, lignes de crédit 25758 et 25765, chapitre 917.

Montpellier, le 12/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE

Publiée le : 16/03/2015
Notifiée le :



CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE
Convention de partage des coûts d'électricité entre
Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier

1er Janvier 2015 – 31 Décembre 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- que le transfert d'équipements à Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une convention pour le partage des coûts d'électricité en l'absence de réseau d'électricité distinct entre le Centre Nautique Neptune transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains de tennis adjacents (propriété de la Ville).

Décide en conséquence :

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité du fait de l'absence de réseaux séparés, à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 3 ans.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 23/3/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 26/3/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015 187

**Attribution d'un marché passé sur le fondement de
l'accord-cadre pour l'approvisionnement en fioul
domestique et gazole non routier, avec mise en
concurrence permanente de trois titulaires.
(5A0242)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fioul domestique et gazole non routier (GNR) destinés au fonctionnement des chaufferies des différents bâtiments, des engins agricoles, de manutention et de travaux publics de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure a été lancée, en date du 05 février 2015, conformément aux articles 28, 76 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'une consultation d'entreprises spécialisées n° 5A0242 (accord cadre avec remise en concurrence lors de la survenue de chaque besoin), pour une durée de 6 mois à compter de la date de notification.
- Qu'après analyse, les sociétés **CHARVET SAS**, 7 rue de l'Artisanat, 42 390 VILLARS, **DYNEFF SA**, Parc du Millénaire, Stratégie Concept bât n°5, 1300 avenue Albert Einstein, 34 060 MONTPELLIER cedex et **RAMOND et Cie**, ZI sud 34700 LODEVE, ont présenté des offres économiquement avantageuses au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre précité aux sociétés **CHARVET SAS**, **DYNEFF SA** et **RAMOND et Cie**, pour une estimation du volume d'approvisionnement de 15 m3, pour un montant maximum de commandes de 10 000 € HT (tous fournisseurs confondus).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville de Montpellier, nature 60621, chapitres principaux 928 - 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer cet accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 10/3/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11/3/2015
Notifiée le :

**Marché public à procédure adaptée n° 5B0010 relatif à
des prestations de déplacement, installation, montage,
démontage et stockage de mobiliers.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015-0037 du 27 janvier 2015 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL GALIANA, Adjointe au Maire - Déléguée à l'Economie;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'assurer des prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers dans le cadre des manifestations organisées par la Direction de l'Espace Public et plus généralement dans le cadre de l'ensemble des activités de cette dernière ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un (1) an;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations 60%
 - Valeur technique 40%
- Qu'après analyse, la société Transmanudem - sise route de Mauguio, 34130 Lansargues - a présenté une offre conforme au Règlement de Consultation et au cahier des charges du marché ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0010 relatif à des « prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers » à la société TRANSMANUDEM pour un montant maximum HT de 85 000 €, soit 102 000 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au titre de l'année 2015
CRB 127 nature 611 fonction 929 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 09 mars 2015

Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 13/03/2015
Notifiée le :

BASE DE CANOE KAYAK DE LA VALETTE
Convention de mise à disposition de locaux entre
Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier

1er Janvier 2015 – 31 Décembre 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- que le transfert d'équipements à Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une mise à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier d'un bâtiment situé au sein de la base de canoë kayak de la Valette.

Décide en conséquence :

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de mise à disposition à titre gratuit et le remboursement de l'ensemble des coûts d'usage de l'équipement dûment justifié, à compter du 1er janvier 2015 et pour une durée de 3 ans.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 23/3/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 24/3/2015

Notifiée le :

**STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998
Convention de mise à disposition
de locaux et de partage des coûts d'électricité, de gaz et
d'eau entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier**

1er Janvier 2015 – 31 Décembre 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/017 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- que le transfert d'équipements à Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une convention pour le partage des coûts en l'absence de réseaux distincts d'électricité, de gaz et d'eau entre les installations du Stade de la Mosson transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et les terrains annexes de la Mosson (propriété de la Ville) ;
- qu'un compteur divisionnaire pour l'eau, posé à la limite de propriété entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, permettra d'établir les consommations de chaque collectivité ;

Décide en conséquence :

- de renouveler avec Montpellier Méditerranée Métropole, la convention de partage des charges d'électricité, de gaz et d'eau en l'absence de réseaux séparés, à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 3 ans ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 23/3/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT**

Publiée le : 24/3/2015

Notifiée le :

**Marché Public N°4D0065 - Fourniture de matériel et
pièces détachées d'éclairage public pour assurer
l'entretien du parc existant**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n°2014/522 du 17/12/2014 ;
- Vu l'arrêté n°2015/0034/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur ALBERNHE Luc, adjoint délégué

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'éclairage public détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier doit assurer l'entretien et la maintenance de ses installations d'éclairage public ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33-3 al. et 57 à 59 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée initiale de 1 an, renouvelable 3 fois par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Les prestations sont réparties en 14 lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	Armoire enveloppes
2	Armoire tableau électrique
3	Composants électriques
4	Pièces métalliques
5	Mâts standards
6	Matériels et pièces détachées de marque Abel ou équivalent
7	Matériels et pièces détachées de marque Bega ou équivalent

Lot	Désignation
8	Matériels et pièces détachées de marque Comatelec ou équivalent
9	Matériels et pièces détachées de marque Connection Protection ou équivalent
10	Matériels et pièces détachées de marque Ludec ou équivalent
11	Matériels et pièces détachées de marque Philips ou équivalent
12	Matériels et pièces détachées de marque Ragni ou équivalent
13	Matériels et pièces détachées de marque Rohl ou équivalent
14	Matériels et pièces détachées de marque Sogexi ou équivalent

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations (70%)
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (30%)
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 février 2015 a attribué le marché aux entreprises suivantes, ayant présenté une offre économiquement avantageuse :

Lot	Désignation	Société	Adresse
1	Armoire enveloppes	MPB	60 rue de la Barthelasse 34403 LUNEL VIEL
2	Armoire tableau électrique	REXEL	555 rue de l'industrie BP 15114 34073 MONTPELLIER Cedex 3
3	Composants électriques	REXEL	555 rue de l'industrie BP 15114 34073 MONTPELLIER Cedex 3
4	Pièces métalliques	ATELIER DU METAL	80 Rue des artisans 34130 LANSARGUES
5	Mâts standards	VALMONT	Rue des Martoulets BP 1 03110 CHARMEIL
7	Matériels et pièces détachées de marque Bega ou équivalent	PORTAL ECLAIRAGE	3 Rue du Puech Radier 34970 LATTES
8	Matériels et pièces détachées de marque Comatelec ou équivalent	COMATELEC	3 rue du cercle Roissytech BP 10058 95723 ROISSY CHARLES DE GAULLE
9	Matériels et pièces détachées de marque Connection Protection ou équivalent	CONNECTION PROTECTION	ZI route de la forêt Epinay sous Sénart 91800 BRUNOY
11	Matériels et pièces détachées de marque Philips ou équivalent	REXEL	555 rue de l'industrie BP 15114 34073 MONTPELLIER Cedex 3
12	Matériels et pièces détachées de marque Ragni ou équivalent	RAGNI	Chemin du Val Fleuri 06800 CAGNES SUR MER
13	Matériels et pièces détachées de marque Rohl ou équivalent	ROHL	3 Rue de Bruxelles BP 48 ZA de Krafft 67151 ERSTEIN
14	Matériels et pièces détachées de marque Sogexi ou équivalent	SOGEXI	1 rue de Maupas 69380 LES CHERES

- Que la commission d'appel d'offres dans cette même séance a déclaré les lots 6 - matériels et pièces détachées de marque Abel ou équivalent et 10 - matériels et pièces détachées de marque Ludec ou équivalent, infructueux ;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'autoriser la signature des marchés de fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant avec les entreprises suivantes :
 - MPB pour le lot 1, pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT ;
 - REXEL pour le lot 2, pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT ;
 - REXEL pour le lot 3, pour un montant maximum annuel de 60 000 € HT ;
 - ATELIER DU METAL pour le lot 4, pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT ;
 - VALMONT pour le lot 5, pour un montant maximum annuel de 120 000 € HT ;
 - PORTAL ECLAIRAGE pour le lot 7, pour un montant maximum annuel de 100 000 € HT ;
 - COMATELEC pour le lot 8, pour un montant maximum annuel de 100 000 € HT ;
 - CONNECTION PROTECTION pour le lot 9, pour un montant maximum annuel de 20 000 € HT ;
 - REXEL pour le lot 11, pour un montant maximum annuel de 200 000 € HT ;
 - RAGNI pour le lot 12, pour un montant maximum annuel de 25 000 € HT ;
 - ROHL pour le lot 13, pour un montant maximum annuel de 60 000 € HT ;
 - SOGEXI pour le lot 14, pour un montant maximum annuel de 25 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville :
 - En investissement : nature 4581, fonction 917,
 - En fonctionnement : nature 60632, fonction 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 13/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Luc ALBERNHE



Publiée le : 16/03/2015
Notifiée le :

Marché Public n° 4D0063
**Fournitures et équipements pour la maintenance du
parc existant des fermetures automatiques sur la Ville
de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0034/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la Commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il y a lieu d'acquiescer auprès de prestataires extérieurs les fournitures et équipements nécessaires à la maintenance des fermetures automatiques sur la Ville de Montpellier ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé le 12 décembre 2014, conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, se décomposant en 3 lots :
 - lot 1 : pièces détachées pour bornes électriques type CITINNOV ou équivalentes ;
 - lot 2 : pièces détachées pour la maintenance des barrières AXIMUM ou équivalentes ;
 - lot 3 : pièces détachées pour la maintenance des feux bicolores du contrôle d'accès type BENGAL ou équivalent ;

Le marché est conclu pour une période initiale allant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2015, reconductible trois fois par périodes successives de un an ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - . valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (30 %) ;
 - . prix des prestations (70 %) ;
- Que la Commission d'appel d'offres, dans sa séance du 24 février 2015, a attribué les lots 1 et 2 du marché précité aux entreprises suivantes, présentant une offre économiquement avantageuse :
 - Société CITINNOV – ZA du Barret – avenue Jean-Baptiste Tron 13160 CHATEAURENARD – pour le lot 1 : pièces détachées pour bornes électriques type CITINNOV ou équivalentes ;
 - Société AXIMUM – 41 boulevard de la République 78400 CHATOU – pour le lot 2 : pièces détachées pour la maintenance des barrières AXIMUM ou équivalentes ;

Le lot 3 a été déclaré infructueux.

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer les deux lots du marché n° 4D0063 aux entreprises ci-après :
 - Société CITINNOV - lot 1 : pièces détachées pour bornes électriques type CITINNOV ou équivalentes, pour un montant annuel compris entre un seuil minimum de 25 000 € HT et un seuil maximum de 200 000 € HT ;
 - Société AXIMUM - lot 2 : pièces détachées pour la maintenance des barrières AXIMUM ou équivalentes, pour un montant annuel compris entre un seuil minimum de 5 000 € HT et un seuil maximum de 50 000 € HT ;
- D'autoriser l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif de la Ville, ligne de crédit 25765, chapitre 917 ;

Montpellier, le 12/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE



Publiée le : 16/03/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public passé selon une
procédure adaptée: actualisation d'une étude en vue de
la révision des tarifs applicables à la restauration
scolaire et aux accueils périscolaires - Marché 5B0022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant:

- Que la Ville souhaite modifier les tarifs de la restauration scolaire et des accueils périscolaires pour évoluer vers plus de progressivité et une meilleure efficacité sociale,
- Qu'une première phase d'étude a été réalisée sans qu'aucune mesure n'ait été adoptée, et qu'il convient en conséquence d'actualiser cette étude pour une entrée en vigueur de la modification des tarifs à la rentrée de septembre 2015,
- Qu'une procédure adaptée a été lancée le 26 janvier 2015, selon l'article 28 du code des marchés publics, pour l'attribution d'un marché à bons de commande d'un montant minimum de 3 000 € HT et maximum de 22 000 € HT,
- Que les critères de jugement des offres étaient les suivants : le délai de réalisation de la prestation (40%), la valeur technique (30%), le prix (30%),
- Que suite à cette consultation, le cabinet Citéxia a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 5B0022 au cabinet Citéxia,
- Que ce marché à bons de commande d'un montant minimum de 3 000 € HT et maximum de 22 000 € HT est attribué pour une durée de 7 mois,
- De prélever les crédits inscrits au budget 2015 de la Direction des Finances sur la ligne 20202, nature 617, chapitre 920,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/03/2015
Notifiée le :

**Marché public à procédure adaptée n° 3B0985
Solution logicielle de gestion de la Taxe Locale sur la
Publicité Extérieure (TLPE)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015-0034 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire - Délégué à Montpellier au quotidien;

Considérant :

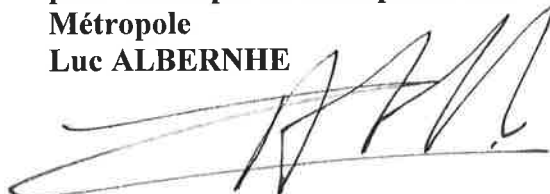
- Qu'il y a lieu, suite à erreur matérielle, d'annuler la décision n° 2014/0024 relative à cette affaire ;
- Qu'il y a lieu de présenter une nouvelle décision ;
- Qu'il y a lieu d'acquérir une solution logicielle pour la gestion de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire pour une durée de 54 mois ferme (mise en place de la solution, garantie et maintenance);
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au vu du mémoire technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- Qu'après analyse, la SARL ILTR - sise 5, avenue de la Ballue 49000 ANGERS - a présenté l'offre qui correspond le mieux aux attentes de la Ville telles que décrites dans le cahier des charges;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 3B0985 relatif à une solution logicielle pour la gestion de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure à la société ILTR pour un montant global et forfaitaire HT de 39 360, 00 € pour les prestations forfaitaires et de 10 000 € HT maximum au titre des prestations occasionnelles (BPU);
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au titre de l'année 2014 CRB 211 nature 2051 fonction 908 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 13/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE



Publiée le : 16/03/2015
Notifiée le :

**Conditions d'intervention des
stagiaires en formation BPJEPSAPT
Renouvellement Convention de partenariat**

**Ville de Montpellier – CREPS de Montpellier
06/01/2015 – 20/12/2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2015/0107 du 20 Janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'intervention des stagiaires du CREPS de Montpellier, du 6 Janvier 2015 au 20 Décembre 2015, sur les quatre secteurs de la Ville de Montpellier, en formation au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport Activités Physiques Pour Tous et Activités de Randonnées ;
- que la mise en situation pédagogique d'animation des stagiaires se fera pendant les séances organisées par les éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier, hors vacances scolaires, à l'attention de divers publics, et comme suit :
 - Enfants (scolaires) : de 16 h à 19 h sur les temps quartiers ou d'activités péri scolaires et le Jeudi de 13h30 à 15h30 ;
 - Adolescents (extra scolaires) : le Mercredi de 14h00 à 17h00 ;
 - 3^{ème} âge (âge d'or) : le Mardi matin et/ou le Vendredi matin ;

Décide en conséquence :

- de renouveler la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des stagiaires du CREPS de Montpellier en formation BPJEPS APT et Randonnées, dans le cadre des activités organisées par la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 11/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 13/03/2015

**Marché public: contrat de cession du droit
d'exploitation de trois spectacles dans le cadre de la
ZAT 9
n°5B0045**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise les 5 et 6 avril 2015 la neuvième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier des Grisettes ;
- Que la programmation a été établie par un comité artistique, en fonction de l'adéquation des divers spectacles disponibles avec le thème retenu, le lieu choisi ;
- Que le contrat de cession des spectacles *Up rock*, *Steal away* et *Take it* peut ainsi être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de cession du droit d'exploitation de trois spectacles avec l'association SECTOR/Compagnie MIMH, 42 rue Adam de Craponne, 34 000 Montpellier, pour un montant global de 29 000 € (non assujetti à la TVA) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 11/03/2015
Notifiée le :

**Direction De la Culture et du Patrimoine de la
Panacée**
Modification d'une régie d'avance
Extension des dépenses autorisées

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision 309 du 26 juillet 2012, relative à la création d'une régie d'avance,
- Vu la décision n°2013/242 du 09 Août 2013, relative à la modification de la régie d'avance,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 09 Mars 2015,
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 Janvier 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant : que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avance de la Panacée, il est nécessaire d'en élargir les dépenses.

DECIDE

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance « La Panacée » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,

Article 2 : La régie est installée 14, rue de l'école de Pharmacie, 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Petit matériel, papeterie, livres, cartes téléphoniques prépayées pour l'achat d'applications en ligne, catalogues et documentation sur différents supports, travaux d'impression et tirages photos, petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, de décoration, de scénographie, petites prestations d'artistes, location de matériel audiovisuel, de véhicules, transports d'œuvres d'art, frais postaux, frais de douane dans le cadre des transports d'œuvre ,
- Frais de réception, alimentation, boissons, déplacement, hébergement, restauration, parking pour les artistes ou invités, billets d'entrée dans les musées et autres structures culturelles, alimentation et boissons,
- Acompte sur contrats de cession,
- Remise de Per diem dans le cadre des contrats le stipulant,
- **Abonnements en ligne pour le site internet de la Panacée,**
- **Achat de produits pharmaceutiques.**

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte Bleue.

Article 5 : Un compte de dépôt de fond est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 4 000 €.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 12/03/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/03/2015
Notifiée le :

**Marché public: contrat de cession de droits
photographiques dans le cadre de la ZAT 9
n° 5B0046**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise les 5 et 6 avril 2015 la neuvième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier des Grisettes ;
- Que la programmation établie par le comité artistique comporte la production d'une œuvre photographique pour laquelle il convient d'acquérir les droits d'exploitation auprès de son auteur ;
- Que ce marché peut ainsi être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession de droits photographiques, joint en annexe, avec la SAS LIBRE CHAMP, 7 bis rue de l'Aqueduc, 75010 Paris, pour un montant de 24 446.70 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 10/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 11/03/2015
Notifiée le :

**Marché public: mise en oeuvre technique d'une
manifestation culturelle dans l'espace public - ZAT 9:
régie technique et accompagnement à la production
n°5C0004**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise les 5 et 6 avril 2015 la neuvième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier des Grisettes ;
- Que le bon déroulement de cette manifestation exige la mise en place d'une régie technique et d'un accompagnement à la production ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande avec maximum, pour une durée de six mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'association Illusion et Macadam, 31 rue de l'Aiguillerie, 34000 Montpellier a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de mise en œuvre technique d'une manifestation culturelle dans l'espace public – ZAT 9 : régie technique et accompagnement à la production à Illusion et Macadam, pour un montant maximum de 180 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/3/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 19/3/2015
Notifiée le :

**Marché public: service d'agence de voyages pour la
fourniture de titres de transport
N° 5B0016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué

Considérant :

- que dans le cadre des différentes manifestations et événements organisés par la Ville dans le domaine de la Culture de nombreux artistes, conférenciers, commissaires d'expositions ou invités sont amenés à se rendre à Montpellier et qu'il convient d'organiser leur voyage ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée de 12 mois à compter de la notification et pour un montant maximum de 85 000 € HT ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- qu'après analyse, l'agence Atelier des voyages, 11 quai d'Alger, 34200 Sète a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché de service d'agence de voyage pour la fourniture de titres de transport à l'Atelier des Voyages, pour un montant maximum de 85 000 € HT pour la durée du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 25/3/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN



Publiée le : 25/3/2015
Notifiée le :

Direction Paysage et Biodiversité
**Cotisations à des organismes nationaux pour l'année
2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2015/0044 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR , Adjoint Délégué à l'Ecologie urbaine.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux pour le versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- Que dans la thématique « Ecologie urbaine », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'exercice 2015 ;

Organisme	Montant
ICLEI - Conseil International pour les Initiatives Environnementales Locales	2 310 €
Agropolis International	20 000 €
Plante & Cité	3 090 €
ANEV – Association Nationale des Elus du Vin	800 €
Médivercities	50 €

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 26 250 Euros sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, section fonctionnement 928 , nature 6281 ligne de crédit 22785 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/3/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 25/3/2015
Notifiée le :



**Avenant au marché de location et mise en place
d'équipements de distribution électrique pour les
manifestations
Marché n°4B0064A14**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la prolongation du marché de location et mise en place d'équipements de distribution électrique pour les manifestations, jusqu'au 4 juin 2015, dans l'attente de la passation du nouveau marché
- Que l'entreprise CQFD est titulaire du marché depuis le 27 mars 2014 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché précité au bénéfice de l'entreprise CQFD, 450 rue du Mas de Brousse, 34000 Montpellier, pour une durée de 10 semaines, sans incidence sur le montant initial du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant au marché 4B0064 A14.

Montpellier, le 25/03/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 25/03/2015
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Cotisations à des organismes nationaux pour l'année
2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0127 du 21 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations ;
- Que, dans la thématique « Culture », la Ville souhaite confirmer son adhésion aux organismes suivants, au titre de l'exercice 2015 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	Association des archivistes français	95 €
923	6281	Avenio utilisateurs	60 €
923	6281	ICA Conseil International des Archives	200 €
923	6281	Association Française des Cinémas d'art et d'Essai (AFCAE)	390 €
923	6281	Agence du Court Métrage Réseau Alternatif de Diffusion (RADI)	1299.72 €
923	6281	Association des Cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	70 €
923	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion (ACID)	110 €

Décide en conséquence :

- D'accepter le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations correspondantes aux organismes ci-dessus désignés, pour un montant global de 2 224.72 € ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/03/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publié le 25/03/2015
notifié le :

